

Réapparition Actuelle des Préoccupations Moyenageuses de Justice Commutative

**Les Mesures qu'elles ont inspirées
en faveur du consommateur
et spécialement du consommateur de vin**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 20 Mai 1935, à 14 heures

PAR

JACQUES LATOUR

JURY... { *Président* : M. TRUCHY.
 { *Suffragants*... { MM. GRANDCLAUDE } *Professeurs*
 BAUDIN



DIJON
IMPRIMERIE DU PALAIS — M. PORNON
Place du Palais-de-Justice, 6, Rue Bouhier

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Réapparition Actuelle des Préoccupations
Moyenageuses de Justice Commutative**

**Les Mesures qu'elles ont inspirées
en faveur du consommateur
et spécialement du consommateur de vin**

Réapparition Actuelle des Préoccupations Moyenageuses de Justice Commutative

**Les Mesures qu'elles ont inspirées
en faveur du consommateur
et spécialement du consommateur de vin**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 20 Mai 1935, à 14 heures

PAR

JACQUES LATOUR

JURY... { *Président* : M. TRUCHY.
 { *Suffragants*... { MM. GRANDCLAUDE } *Professeurs*
 BAUDIN



DIJON
IMPRIMERIE DU PALAIS — M. PORNON
Place du Palais-de-Justice, 6, Rue Bouhier

1934



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Nous avons voulu montrer, dans cette étude, comment, après l'inauguration par la Révolution française, d'un système de liberté économique absolue, illimitée, le monde en revient peu à peu, et sans le vouloir car il se défend de toute préoccupation morale, aux vieilles idées chrétiennes de justice commutative qui avaient fait la grandeur du moyen âge.

Pendant près d'un siècle les grandes lignes de la doctrine révolutionnaire sont demeurées immuables. Personne n'a osé y toucher. Puis, sous la poussée des groupements particuliers, de la jurisprudence, et même du législateur, tous inquiets des progrès de la fraude et de l'immoralité dans les contrats libres, les principes d'autonomie de la volonté et de liberté des contrats se sont effrités; aujourd'hui les entorses qui y ont été faites, dans un but de justice, sont si nombreuses qu'on a peine à retrouver, derrière elles, les idées de 1789.

Nous avons voulu étudier cette curieuse évolution; et pour cela nous avons adopté la méthode déductive. Nous avons cherché à montrer, dans une première

partie, plutôt civile qu'économique, les nombreuses formes sous lesquelles l'idée de justice a fait sa réapparition dans le contrat en général. Puis, nous avons fait un premier pas dans la voie de la spécialisation, et nous avons examiné seulement l'une des physionomies que peut prendre le contractant, celle de consommateur; nous avons constaté que de nombreux efforts avaient été faits pour moraliser ce contrat de consommation, protéger la plus faible des deux parties en présence et empêcher la fraude de s'infiltrer partout. Enfin, faisant un pas encore, nous avons abordé un domaine tout à fait particulier cette fois : l'étude détaillée de ce qui a été fait en faveur d'une seule catégorie de consommateurs : les consommateurs de vin. Nous nous sommes alors trouvés en présence d'une législation extrêmement abondante et touffue, qui n'a pas toujours, il s'en faut, atteint le but qu'elle s'était assigné, mais qui a eu sans cesse le profond souci d'empêcher la tromperie et de garantir à l'acheteur la loyauté du produit acheté.

PREMIÈRE PARTIE

L'Evolution de l'idée de justice commutative

Rappelant les idées émises par Henri DE LANGENSTEIN, un des organisateurs de l'Université de Vienne au XIV^e siècle, dans son remarquable traité *De Contractibus*, BRANTS écrit: « Les échanges et les contrats ont été inventés pour le bien de l'humanité, de telle façon que chacun s'entr'aide dans ses nécessités mutuelles. Mais pour qu'il en soit ainsi, il faut que la justice et la charité y président, or l'avarice des hommes a détourné les échanges et contrats de leur but, et les a fait servir à rendre les indigents plus indigents encore, en ne cherchant que le profit temporel sans souci du profit éternel. » (1).

Quelle connaissance profonde de la nature humaine et de ses faiblesses révèle ce cri poussé par le pieux écrivain du moyen âge ! Que n'a-t-il perdu son actualité ! Hélas, les mêmes errements sont à déplorer à notre époque et sur une bien plus grande échelle.

(1) BRANTS: *Théories économiques aux XIII^e et XIV^e siècles*, éd. 1895, p. 175.

Les progrès immenses faits par l'humanité au point de vue matériel, n'ont eu que trop souvent pour résultat d'éteindre dans les consciences le concept chrétien de justice pour allumer celui d'égoïsme ; trop souvent l'homme n'a plus en vue que la recherche de son intérêt personnel, la satisfaction de ses désirs, et peu lui importent les moyens employés pour atteindre ce but dépourvu de tout idéal.

Ainsi, à toutes les époques, l'injustice a pénétré les rapports contractuels ; mais sans doute en aucun temps elle n'a été combattue aussi vigoureusement que pendant cette période de soi-disant « obscurantisme » qu'a été le moyen âge chrétien ; jamais réglementation plus détaillés, cadre plus rigide n'a été donné au contrat afin de fermer, autant que faire se pouvait, toute porte d'entrée à la fraude, à l'inégalité dans les prestations, à l'injustice sous toutes ses formes.

Avec la Révolution, on a cru trouver dans la liberté la panacée universelle. Les principes nouveaux de liberté contractuelle et d'autonomie de la volonté ont remplacé la loi morale.

On n'a malheureusement pas tardé à s'apercevoir de l'erreur qu'il y avait à laisser ainsi la pauvre humanité livrée à elle-même ; et depuis un demi-siècle nous assistons à la lutte menée par le législateur et par les groupements de toutes sortes contre le manque de conscience et l'immoralité qui envahissent tous les domaines. Mais dans notre monde déchristianisé où l'on a tout mis en œuvre pour faire disparaître le sentiment religieux et par suite la morale (car il faut bien reconnaître qu'il n'y a pas de morale sans religion),

cette lutte est menée sans plan d'ensemble, faute de principes de base analogues à ceux qui inspiraient la réglementation corporative. Alors que, suivant l'expression de BRANTS, c'était « la loi permanente des doctrines du moyen âge de faire dériver de la loi morale les règles de l'activité économique » (2), aujourd'hui le processus est inversé : le législateur laïc constate que l'activité économique est dérégulée et, pour y remettre ordre, édicte une quantité de mesures de plus en plus minutieuses et détaillées, qui, quoi qu'il en dise, et bien qu'il s'en défende, vont retrouver les principes immortels de la morale chrétienne.

C'est cette évolution de l'idée de justice dans le contrat que nous voudrions retracer brièvement.

(2) Victor BRANTS: *Coup d'œil sur les débuts de la science économique dans les écoles françaises aux XIII^e et XIV^e s.*, Louvain, 1881, p. 5-6.

CHAPITRE I^{er}

L'évolution de l'idée de justice commutative du Moyen-Age à nos jours.

SECTION I

Le Moyen-Age.

La principale caractéristique de l'économie médiévale réside dans sa soumission à la loi morale et aux enseignements des théologiens. C'est que le moyen âge est profondément chrétien; c'est qu'il a compris l'efficacité de la doctrine catholique pour faire régner le bon droit et la bonne foi parmi les hommes. « Dieu législateur, Dieu témoin des actes les plus cachés, des pensées les plus secrètes, Dieu pouvant atteindre le coupable par-delà cette vie, Dieu pouvant pardonner, mais après restitution, si la religion enseigne cela, si la religion fait croire à cela, je la tiens pour la seule puissance morale capable de former la conscience du genre humain, et la seule qui puisse empêcher les hommes de prendre pour règle de leurs relations, la

raison du plus fort ou du plus fin comme chez les animaux des forêts... » (3).

Or, dans les écrits des théologiens du moyen âge, revient comme un *leit-motiv* l'expression de « justice commutative »; c'est d'après saint Thomas cette justice qui, dans le contrat, veut qu'il y ait égalité entre la perte éprouvée et le profit obtenu par chacune des parties.

Partant de ce principe de justice, les économistes et les théologiens de cette époque ont entrepris, la main dans la main, la lutte contre l'« usura ». Mais ce terme n'a pas alors ce sens restreint qu'il possède aujourd'hui: « L'usure n'est pas un vice susceptible d'entacher le seul contrat de prêt d'argent, mais quelque chose de bien plus général. C'est ainsi que saint Bonaventure a dit : « *usura est sub specie negotiationis alienae rei domino sciente contractatio* », l'usure est, sous l'apparence ou le voile d'un contrat, l'accaparement de la chose d'autrui, au vu et au su du propriétaire de la chose. Autrement dit, c'est l'injustice contractuelle, celle qui se glisse dans les conditions, même librement consenties en apparence d'un contrat. » (4).

Nous allons parcourir rapidement les différentes manifestations de cette lutte contre l'*usura*, de cette lutte pour la défense de la justice contractuelle.

« Il est injuste et en conséquence illicite d'exiger une prestation si l'on n'a rien fourni en échange. » (5). Voilà le grand principe.

(3) Mgr JULIEN: Semaine sociale de Toulouse, 1921.

(4) DUTHOIT: *Liberté du contrat et tradition chrétienne*, 1914, p. 20.

(5) DUBOIS: *Histoire des doctrines économiques*, 1903, p. 80.

De là découle en premier lieu l'interdiction du prêt à intérêt. Cela peut étonner tout d'abord, mais cela se comprend fort bien lorsqu'on se réfère aux idées de l'époque au sujet de l'argent.

Les économistes du XIII^e siècle distinguent parmi les objets de consommation deux catégories : d'abord ceux qui ne se consomment pas par le premier usage; pour ceux-là l'usage peut être distingué de la propriété ; on peut les louer, c'est-à-dire en vendre l'usage séparément de la propriété. En second lieu, ceux dont on ne peut user sans les consommer. Pour eux l'usage ne peut pas être séparé de la propriété. Pour en confier l'usage à un tiers, il faut lui en vendre la propriété; on ne peut ensuite lui en vendre l'usage, puisque ce droit a été transféré en même temps que la propriété, ou bien c'est vendre ce qui ne nous appartient plus. Dans cette seconde catégorie de biens rentre la monnaie. « Elle n'est pas douée du pouvoir de produire des fruits naturels, comme un champ; et sa nature répugne également à ce qu'elle produise des fruits civils comme une maison. C'est en ce sens qu'il faut entendre le fameux principe de la stérilité de l'argent. » (6).

Or, dans le prêt à intérêt, le prêteur veut se faire payer non seulement la propriété du capital prêté sous la forme de l'obligation de restituer ce capital, mais encore un droit qu'il n'a pas transmis et ne peut pas transmettre parce qu'il appartient désormais à celui auquel il voudrait le vendre : l'usage. L'intérêt est le prix de cette prestation imaginaire; il est donc illicite comme contraire à la justice commutative.

(6) DUBOIS, *id. op.*, p. 81.

Certes cette théorie n'est pas parfaite, loin de là, et il serait bien facile de lui faire de nombreuses critiques, mais elle révèle un souci très profond de la justice et c'est à ce titre qu'elle intéresse notre étude.

Ce même souci de la justice se retrouve, tout aussi profond, dans la théorie médiévale de l'échange, de la valeur et du juste prix.

Pour que le patrimoine de l'un des contractants ne se trouve pas accru au détriment du patrimoine de l'autre, il faut que pour l'acheteur la chose acquise ait la même valeur que le prix pour le vendeur. Il faut donc que le vendeur vende au juste prix, c'est-à-dire vende sa marchandise ce qu'elle vaut et qu'il ne trompe pas l'acheteur sur la chose vendue.

Et tout d'abord, il faudra vendre au juste prix; on ne pourra y déroger, voilà le principe; on ne pourra vendre une chose au-dessus ou l'acheter au-dessous de cette valeur. L'une des parties ne pourra pas abuser de sa situation pour obtenir de l'autre le paiement d'un prix excessif.

Mais comment déterminer ce juste prix, cette valeur d'échange ? Albert le Grand avait répondu qu'elle avait pour cause et pour mesure le besoin respectif, l'*indigentia* respective des deux co-échangistes. Il fallait, d'après lui, que « l'objet donné par A soit à l'*indigentia* de B comme l'objet vendu par B est à l'*indigentia* de A... » (7). Mais en réalité le besoin n'est pas seul à influencer sur le prix. La rareté du produit a aussi son importance. Et d'ailleurs, dans la langue des théologiens, le mot *indigentia* exprime à la fois ces

(7) BRANTS: *id. op.*: *Théories écon.*, p. 194.

deux idées. D'autre part, saint Thomas, saint Bernardin de Sienne, Henri DE LANGENSTEIN signalent l'influence exercée sur le juste prix par le coût de production, l'importance de la main-d'œuvre, les dépenses de toutes sortes nécessaires à la production de la chose. Bernardin de Sienne y ajoute même la prime d'assurance et d'amortissement du capital. En un mot « le juste prix est celui qui, considérant les divers intérêts engagés dans l'échange, vie de l'ouvrier, rémunération de l'entrepreneur, bénéfice des capitalistes, profit des commerçants, satisfaction du consommateur, les coordonne à une justice sociale dont le concept évolue, suivant l'état politique, économique, social du pays et du monde, autour de la conception chrétienne de la vie comme axe fixe ». (8).

Dépendant d'éléments très divers, ce juste prix n'a ni précision, ni fixité absolue. Dès lors, pour le connaître, devons-nous nous en tenir à la « *communis aestimatio* », à l'estimation moyenne qui en est donnée dans le milieu social ? Le plus sûr, d'après la majorité des auteurs, sera de demander à l'Etat de le fixer : nombreux sont ceux qui ont soutenu cette manière de voir ; beaucoup d'ailleurs réclament seulement la détermination de prix maxima variables suivant les époques et suivant les lieux.

Ainsi, il est interdit au moyen âge de vendre à un prix différent du prix juste ; il est presque inutile de faire remarquer qu'à plus forte raison le monopole de spéculation est alors sévèrement condamné. Hausser

(8) Chanoine TIBERGHIEU : Sem. soc. de Mulhouse, 1931.

les prix d'une manière artificielle est évidemment contraire à la notion de juste prix. Toute spéculation est strictement interdite et cela, non seulement en ce qui concerne les choses nécessaires à la vie, mais même pour toute espèce de marchandise. Les accapareurs sont des bêtes féroces, dit énergiquement Raymond DE PENNAFORT. Seul l'intérêt public, dira plus tard Gabriel BIEL, peut justifier des réserves de deniers semblables à celles que Joseph fit en Egypte en prévision de la disette à venir.

Par application du même principe de justice, qui interdit la vente à un prix différent du juste prix, on ne peut pas non plus tromper l'acheteur sur la chose vendue, sur ses qualités substantielles, son espèce, son origine ou son poids. La marchandise doit être loyale.

Là l'organisation médiévale excelle. C'est le besoin de lutter contre la fraude qui fut une des causes de la constitution du régime corporatif. La première réglementation officielle des métiers se présente d'abord au public comme un code de répression des fraudes. C'est une tâche de police professionnelle qu'Etienne BOILEAU prétend accomplir lorsqu'il rédige son Livre des Métiers.

L'influence des théologiens sur la législation corporative est tout particulièrement frappante : l'Eglise, elle, est depuis toujours engagée dans la lutte directe contre la fraude, c'est-à-dire contre les vices qui menacent au premier chef la vie chrétienne : l'injustice, le mensonge, l'esprit de cupidité; elle poursuit aussi indirectement la fraude en apportant au monde la notion exacte de fraternité; elle montre au marchand

dans son client non pas un étranger qu'on exploite sans vergogne, mais un prochain auquel on doit justice et amour. Sous les formules de la réglementation corporative, il est aisé de retrouver les préceptes religieux devenus familiers aux esprits. Pour en donner un exemple topique, on ne peut trouver d'adaptation plus littérale du précepte évangélique : « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît », que la consigne donnée aux charrons à l'article 7 du Livre des Métiers : « Ne mettre nuls essieux en charrette s'ils n'étaient aussi suffisants comme ils voudraient qu'on le leur mit s'ils étaient charretiers ». La même remarque peut être faite à propos du serment qu'au XVI^e siècle les maîtres pâtissiers et cuisiniers de Saint-Quentin sont obligés de prêter et dans lequel ils s'engagent à ne préparer « aucune viande pour entrer en corps humain » que premièrement ils n'en voulussent manger eux-mêmes. (9).

Cette réglementation corporative contre la fraude entre dans tous les détails et comporte à la fois des mesures préventives et des mesures répressives.

On demandera tout d'abord à celui qui veut exercer un métier des garanties d'ordre moral, une enquête sera ouverte à son sujet; si le résultat en est favorable, on lui fera cependant prêter serment, car les liens contractés devant Dieu ont, pour cet homme du moyen âge profondément chrétien, une puissance que ne sauraient remplacer les prescriptions les plus for-

(9) Exemples donnés par Maurice DE GAILHARD-BANCEL dans sa belle thèse sur *Les anciennes corporations des métiers et la lutte contre la fraude dans le commerce et la petite industrie*, p. 19.

melles de la justice humaine; parfois, à ces garanties premières des garanties financières seront ajoutées; le nouvel arrivant devra fournir une caution par exemple. Mais ce n'est pas tout : préoccupés principalement de voir chacun faire « son métier et rien que son métier afin de le bien faire et de ne tromper personne » (10), les règlements corporatifs interdisent en général le cumul des professions. (Ils poussent même cette interdiction un peu loin; c'est ainsi, par exemple, que les maris des toilières-lingères n'ont pas le droit d'être assureurs et courtiers des marchands qui amènent des marchandises destinées à leurs femmes.)

Ces mêmes règlements prescrivent généralement l'unité d'atelier : le maître ne dirigera qu'un seul atelier; il travaillera ainsi toujours au milieu de ses ouvriers, attentif à tous les détails de la fabrication et capable d'exercer à chaque instant une surveillance efficace. Nous ne parlons pas de la localisation de chaque métier dans un quartier déterminé de chaque ville; elle est des plus favorables à la lutte contre la fraude, car il y a une surveillance réciproque des différents ateliers sur les agissements des ateliers voisins. Mais elle n'a pas été inventée par la réglementation des métiers; elle lui est antérieure.

A côté de ces dispositions d'ordre général qui contribuent à assurer la loyauté du commerce aussi bien que de l'industrie, nous trouvons des règles établies spécialement en vue d'éliminer la fraude, soit de la fabrication, soit de la vente.

(10) BLANQUI (Adolphe): *Histoire de l'économie politique*, T. I, ch. XIX, p. 245.

Nous ne citerons que pour mémoire les premières, qui ne rentrent pas dans cette étude de l'évolution du contrat sous l'angle de la justice : ce sont la défense, ou au contraire l'obligation, d'employer tel ou tel procédé de fabrication; l'interdiction du travail secret; la réglementation du travail de nuit; l'apposition obligatoire d'une marque de fabrique personnelle sur les objets sortant de chaque atelier, etc...

Nous allons étudier, un peu plus en détails, le contrôle que la législation corporative a exercé sur le contrat de vente et les transactions commerciales, contrôle dont les jugements sévères des moralistes ont contribué à renforcer la rigueur.

Nous rencontrons d'abord l'interdiction absolue dans certains métiers, relative dans d'autres, du colportage qui semble favoriser l'écoulement de marchandises suspectes ou de denrées corrompues, et qui n'offre généralement au co-contractant aucune garantie; en effet, le marché conclu, l'acheteur est généralement incapable de retrouver celui qui lui a livré une marchandise dont il découvre les tares : celui-ci a disparu après avoir écoulé rapidement un stock de produits défectueux, et est allé chercher en d'autres lieux d'autres acheteurs naïfs à duper.

La vente clandestine est, elle aussi, interdite parce qu'incompatible avec le contrôle que les statuts corporatifs veulent assurer partout. Les maîtres devront donc vendre « publiquement à huys ouverts » et les forains ne pourront écouler leurs denrées hors des places publiques, halles, foires ou emplacements spécialement désignés.

Le lieu de vente réglementé, on va s'attaquer à l'aménagement des comptoirs et des étalages.

Pour que la vente soit fructueuse, elle a besoin d'être préparée par une présentation adroite des produits. Malheureusement, entre l'ingéniosité et la fraude il n'y a qu'un pas et la ligne de démarcation entre les deux est parfois très difficile à déterminer.

Pour essayer d'y arriver cependant, une foule de prescriptions minutieuses sont édictées. La marchandise devra être normalement éclairée de façon que l'acheteur y voie bien; il sera interdit de tourner les étaux du côté le plus obscur, de « tenir allumées des chandelles dont l'éclat donne une apparence de fraîcheur à la viande corrompue, de tendre devant la boutique des serpillères qui augmentent l'obscurité », etc., etc...

Mais ce n'est pas tout. « Voir clairement, ce n'est pas toujours connaître et discerner. Il y a des éléments souvent importants pour la conclusion du contrat qui échappent à la connaissance de la moyenne des acheteurs... Les produits exposés ne devront pas seulement révéler leur état de fraîcheur ou leurs qualités intrinsèques : un simple regard du client devra le mettre en mesure de connaître leur origine, leur espèce, parfois leur quantité.

« Pour assurer cet « aveu » de la marchandise, les teinturiers, écrit M. DE GAILHARD-BANCEL, étaient tenus de conserver aux étoffes qu'ils recevaient d'Orléans, de Lyon, de Tournai, le pli du lieu de fabrication; les merciers forains, de présenter leurs marchandises « en la manière qu'elles viennent du pays », c'est-à-dire en

balles, en tonneaux, en corbeilles ou en sacs, suivant la forme d'emballage consacré par les habitudes du pays d'origine,, etc., etc.

« Le contrôle de la quantité n'était pas moins bien assuré. Chaque type d'étoffe devait avoir une dimension déterminée... Lorsque les marchandises étaient vendues en paniers, barils ou vaisseaux, la contenance de ces derniers était presque toujours précisée... » (11).

Mais la législation professionnelle a été plus loin encore. Dans la crainte de voir vendre des produits falsifiés, elle en est arrivée à punir de peines rigoureuses certains faits non blâmables en eux-mêmes, mais considérés comme susceptibles de servir de moyens à la tromperie. Quelle autre explication donner de ces nombreux règlements interdisant la vente simultanée ou même le simple voisinage de certains produits dans les boutiques ?

C'est ainsi qu'un marchand de vin qui conserve dans ses caves des réserves d'eau ou des produits susceptibles d'un emploi frauduleux, bien que non coupable d'une falsification consommée, sera puni au même titre qu'un fraudeur : l'intention dolosive est présumée et elle suffit à l'exposer à des pénalités qui peuvent aller jusqu'à la privation du métier.

Enfin, la réglementation s'est attaquée à certaines modalités, à certains éléments constitutifs du contrat de vente : la vente à tempérament fut longtemps interdite; l'acheteur, en effet, ne pouvant voir, lors de la

(11) DE GAILHARD-BANCEL, *id. op.*, p. 80, 81 et 82.

conclusion du contrat, la marchandise qu'il achète, serait trop souvent exposé à être la victime d'un co-contractant peu scrupuleux. De même, la fixation d'un prix minimum a souvent été décidée comme une garantie contre la fraude : le vendeur, en effet, pour triompher de ses concurrents, est prêt à baisser son prix de vente, mais, pour ne pas y perdre, il est naturellement disposé à chercher dans la fraude la diminution de son prix de revient.

Cette réglementation préventive très détaillée et extrêmement curieuse se double, dans le système corporatif moyenageux, de toute une réglementation répressive.

Une série de mesures, dans le détail desquelles nous ne pouvons songer à entrer, répriment la fraude sur la nature, les qualités substantielles, la quantité, l'espèce et l'origine des produits; une police professionnelle, celle des gardes jurés, est chargée d'assurer la loyauté de la fabrication et de la vente, de surveiller les conditions du travail, de s'opposer aux collusions frauduleuses; enfin, « malgré les différences de temps et de lieu, sous l'autorité des juridictions les plus diverses, et sous le règne des coutumes les plus variées, les exigences partout semblables de la défense professionnelle ont suscité un ensemble de sanctions dans lesquelles nous pouvons discerner aujourd'hui les traits essentiels d'un véritable droit pénal corporatif. D'un côté, nous trouvons posé le principe de la réparation à l'acheteur lésé; de l'autre, une échelle de pénalités toutes orientées dans le sens de l'exemple salulaire à donner ». (12).

(12) DE GAILHARD-BANCEL, p. 19.

Ainsi, du principe chrétien de justice commutative, découlent les grandes lignes de la doctrine et de l'organisation économique médiévale. L'interdiction du prêt à intérêts, l'obligation de respecter, dans le contrat, le juste prix et la loyauté de la marchandise n'en sont que les éclatantes applications.

SECTION II

La Révolution et le XIX^e siècle.

Un temps vint pourtant où la rigueur des principes fléchit. Avec la Renaissance se lève ce qu'HAURIOU a appelé un « tourbillon commercial... qui a entraîné successivement dans son aile toutes les couches de population de tous les pays du monde » (13). En même temps une scission se produit dans les croyances communes des peuples et cette scission entraîne la désor-

(13) HAURIOU: *Principes de droit public*.

ganisation de la vie économique, basée jusque-là, nous l'avons vu, sur l'application des grands principes chrétiens admis par tous. Les théologiens protestants se départissent des sévérités traditionnelles contre l'usure ; et surtout avec les physiocrates et les économistes de l'école anglaise : « Le principe de la justice commutative, qui avait dominé toute la tradition catholique, va entrer en lutte avec un principe nouveau que les codes du XIX^e siècle mettront à la base du droit des obligations : le principe de la liberté des conventions et des opérations financières. » (14).

Déjà à la fin du XVII^e siècle, LOCKE avait combattu les lois limitatives du taux de l'intérêt; l'école physiocratique, qui naît sous LOUIS XV, ne voit qu'un remède aux maux dont souffre l'humanité : la liberté. La formule célèbre « laisser faire, laisser passer » résume tout son programme. Quant à l'école économique anglaise, elle va s'inspirer de la philosophie de BENTHAM pour qui « le véritable but de la législation est de réaliser le principe d'utilité... Chacun est le principal et, en règle générale, le meilleur juge de son propre bonheur. Dès lors, la législation doit tendre à supprimer toutes les restrictions à la liberté d'action d'un individu, qui ne sont pas nécessaires pour garantir la liberté semblable dont jouissent ses voisins. » (15).

Héritier des idées de l'école physiocratique dont il fut l'un des principaux représentants, TURGOT devient ministre de LOUIS XVI en 1774. Il a, peu de temps

(14) DUTHOIT: *Liberté du contrat et tradition chrétienne*, p. 36.

(15) Cité par DUTHOIT, *id. op.*, p. 37.

avant (1769), publié une petite brochure dans laquelle il s'est posé en défenseur de la liberté du prêt. En février 1776 il rédige le fameux édit qui abolit les corporations, avec défense de les rétablir même en les réformant, supprime les règlements de commerce et établit la liberté de la concurrence... Farouchement épris de liberté, il ne voit dans l'œuvre corporative qu'un amas de « dispositions bizarres, tyranniques, contraires à l'humanité et aux bonnes mœurs », qu'une série de « codes obscurs rédigés par l'avidité, dans des temps d'ignorance, et auxquels il n'a manqué pour être l'objet de l'indignation publique que d'être connus ». (16).

Après sa chute, les corporations seront rétablies, il est vrai, mais pour bien peu de temps. La Révolution approche à grands pas, qui va balayer toute la réglementation ancienne. Le décret de la Constituante des 3-12 octobre 1789 autorise la stipulation d'intérêts dans le prêt sans fixer aucun maximum; la loi Le Chapelier des 14-17 juin 1791 porte que c'est « aux conventions libres d'individu à individu à fixer la journée de travail ». Celle du 14 Fructidor an IV abolit l'action en rescision de la vente pour lésion d'outre-moitié.

En résumé, liberté du contrat de crédit, liberté du contrat de travail, liberté de la vente. Tandis que dans l'ordre de la pensée, l'autonomie de la personne humaine est affirmée par les philosophes, dans le domaine du droit, le principe de la liberté des conventions, forme juridique de la concurrence économique, est proclamé par le législateur.

(16) Edit de février 1776. — ISAMBERT: *Lois françaises*, T. XXIII, p. 370.

Ces idées nouvelles inspirent les rédacteurs du Code et passent dans leur œuvre dont elles constituent les principes de base. Désormais l'autorité estime qu'elle doit laisser les activités économiques s'exercer en toute liberté et que son unique devoir consiste à assurer la fixité et la sécurité des conventions libres. L'article 1134 du code civil déclare en effet: « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. »

En ce qui concerne le contrat de crédit, la possibilité « de stipuler des intérêts pour simple prêt », est donnée dans l'article 1905, contrairement à la règle traditionnelle de l'ancien droit; aucun maximum n'est même fixé au taux de l'intérêt conventionnel. (C'est seulement la loi du 3 septembre 1807 qui décide qu'il ne pourra excéder 5% en matière civile et 6% en matière commerciale; et cette limitation sera elle-même effacée par les lois du 12 janvier 1886 et du 18 avril 1918.)

D'ailleurs, il faut reconnaître que sur ce point les conceptions ont évolué depuis le moyen âge et que l'application du principe de justice commutative au contrat de prêt d'argent n'aboutirait plus aujourd'hui à l'interdiction de réclamer un intérêt pour la somme prêtée.

Le contrat de travail, lui, est à peine mentionné dans le Code. Les ouvriers sont laissés sous le régime d'une loi de police, la loi du 22 Germinal an XI; rien ne gêne désormais la concurrence des maîtres. Une seule mesure est prise concernant ce contrat: les engagements à vie sont interdits. L'article 1780 déclare en effet: « On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une période déterminée. »

Pour tous les autres contrats, c'est la liberté absolue. Il a fallu toute l'insistance du Premier Consul pour amener l'introduction dans l'article 1674 du Code d'une action en rescision de la vente d'immeuble pour lésion de plus des sept douzièmes, action d'une portée pratique bien restreinte d'ailleurs en raison même de la rareté d'une semblable lésion. D'autre part, le partage (art. 887) est rescindable « lorsqu'un des héritiers établit à son préjudice une lésion de plus du quart », et les engagements des mineurs sont déclarés (art. 484) « réductibles en cas d'excès », c'est-à-dire en cas de lésion; mais ce ne sont là que de très faibles tempéraments au principe général de liberté.

Ainsi, « il n'y a au Code qu'une trace très effacée du juste prix; il n'est pas trace du juste loyer, ni du juste intérêt, ni du juste salaire; ce sont là des notions périmées. La liberté des conventions suffit à tout. »(17)

La rupture est définitivement consommée entre la nouvelle législation et la tradition chrétienne qui n'a jamais regardé la liberté comme une fin en soi, mais comme un moyen, et qui l'a toujours considérée comme soumise à des lois supérieures qui découlent de l'origine, de la nature et de la destinée humaine. Désormais, le législateur n'aura plus le devoir de maintenir, par des règles prudentes et justes, la liberté des contrats dans les limites du droit.

Malheureusement, les méfaits de ce régime de liberté absolue ne se sont pas fait attendre. L'injustice longtemps ligotée, du moins en partie, a pris sa revan-

(17) DUTHOIT: *Liberté du contrat et tradition chrétienne*, p. 41.

che. Sous les formes les plus diverses, la fraude, le mensonge, l'esprit de cupidité se sont glissés partout, obnubilant à ce point les consciences qu'il y eut une époque, qui paraît heureusement close ou près de l'être, où toute l'admiration du public allait à ces grands fraudeurs dont l'ingéniosité et l'absence de scrupules faisaient de grands brasseurs d'affaires. Une pitié dédaigneuse n'était que trop souvent, hélas, réservée à ceux qui, par leur doigt et leur probité, s'efforçaient de sauver notre vieux renom de loyauté commerciale grandement compromis.

Pour faire face à ce terrible danger, le législateur, la jurisprudence et les groupements intéressés se sont décidés à intervenir pour limiter le champ de la liberté contractuelle, sans se rendre compte ordinairement du retour qu'ils opéraient ainsi vers certaines prescriptions du droit chrétien.

La voix d'un grand pape a été l'une des premières à s'élever pour rappeler au monde que la liberté seule ne saurait être l'*ultima ratio* des contrats. Le 15 mai 1891 paraissait l'encyclique *Rerum Novarum*, réservée à l'étude de la condition des travailleurs, dans laquelle LÉON XIII s'exprimait ainsi : « Le droit au repos de chaque jour, ainsi que la cessation du travail le jour du Seigneur doivent être la condition expresse ou tacite de tout contrat passé entre patrons et ouvriers », et, à propos de salaire, l'affirmation des titres de la justice naturelle supérieurs à ceux de la liberté contractuelle, est encore plus explicite : « Que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira; qu'ils tombent d'accord notamment

sur le chiffre du salaire; au-dessus de leur libre volonté il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête ».

Tout récemment, lors du quarantième anniversaire de *Rerum novarum*, le pape actuel a convié « l'économie de toutes les nations à se mettre, sous l'égide de la morale chrétienne, au service de l'homme » (18) dans la magnifique encyclique *Quadragesimo Anno*.

Nous ne pouvons nous empêcher d'en citer deux des plus belles pages, relatives à la morale des affaires :

« ... Si la société humaine doit être guérie, écrit PIE XI, elle ne le sera que par le retour à la vie et aux institutions du christianisme. Lui seul peut apporter un remède efficace à cette excessive préoccupation des choses périssables, origine de tous les vices. Lui seul, lorsque les hommes sont fascinés et complètement absorbés par les biens de ce monde qui passe, peut en détourner leurs regards et les élever vers le Ciel. De ce remède, qui niera que la société ait aujourd'hui le plus grand besoin...

« ... La déchristianisation de la vie sociale et économique et sa conséquence, l'apostasie des masses laborieuses, résultent des affections désordonnées de l'âme, triste suite du péché originel qui, ayant détruit l'harmonieux équilibre des facultés, dispose les hommes à l'entraînement facile des passions mauvaises et les in-

(18) DUTHOIT: *L'économie au service de l'homme*, p. 229 et s.

cite violemment à mettre les biens périssables de ce monde au-dessus des biens durables de l'ordre surnaturel. De là cette soif insatiable des richesses et des biens temporels qui, de tout temps sans doute, a poussé l'homme à violer la loi de Dieu et à fouler aux pieds les droits du prochain, mais qui, dans le régime économique moderne, expose la fragilité humaine à tomber beaucoup plus fréquemment. L'instabilité de la situation économique et celle de l'organisme économique tout entier exigent de tous ceux qui y sont engagés la plus absorbante activité. Il en est résulté chez certains un tel endurcissement de la conscience que tous les moyens leur sont bons qui permettent d'accroître leurs profits et de défendre contre les brusques retour de la fortune les biens si péniblement acquis; les gains si faciles, qu'offre à tous l'anarchie des marchés, attirent vers les fonctions de l'échange trop de gens, dont le seul désir est de réaliser des bénéfices rapides par un travail insignifiant, et dont la spéculation effrénée fait monter et baisser nécessairement tous les prix au gré de leur caprice et de leur avidité, déjouant par là les sages prévisions de la production. Les institutions juridiques, destinées à favoriser la collaboration des capitaux en divisant et en limitant les risques, sont trop souvent devenues l'occasion des plus répréhensibles excès; nous voyons, en effet, les responsabilités atténuées au point de ne plus toucher que médiocrement les âmes; sous le couvert d'une désignation collective se commettent les injustices et les fraudes les plus condamnables; les hommes qui gouvernent ces groupements économiques trahissent, au

mépris de leurs engagements, les droits de ceux qui leur ont confié l'administration de leur épargne. Il faut signaler enfin ces hommes trop habiles qui, sans s'inquiéter du résultat honnête et utile de leur activité, ne craignent pas d'exciter les mauvais instincts de la clientèle pour les exploiter au gré de leurs intérêts.

« Une sûre discipline morale, fortement maintenue par l'autorité sociale, pouvait corriger ou même prévenir ces défaillances. Malheureusement elle a manqué trop souvent. Le nouveau régime économique, faisant ses débuts au moment où le rationalisme se propageait et s'implantait, il en résulta une science économique séparée de la loi morale, et par suite libre cours fut laissé aux passions humaines.

« Dès lors un beaucoup plus grand nombre d'hommes, uniquement préoccupés d'accroître par tous les moyens leur fortune, ont mis leurs intérêts au-dessus de tout et ne se sont fait aucun scrupule même des plus grands crimes contre le prochain. Ceux qui se sont les premiers engagés dans cette voie large qui mène à la perdition ont aisément trouvé beaucoup d'imitateurs de leur iniquité, soit grâce à l'exemple de leur éclatant succès et à l'étalage insolent de leur vie fastueuse, soit en ridiculisant les répugnances des consciences plus délicates, soit encore en écrasant leurs concurrents plus scrupuleux.

« La démoralisation des cercles dirigeants de la vie économique devait, par une pente fatale, atteindre le monde ouvrier et l'entraîner dans la même ruine, d'autant plus qu'un très grand nombre de maîtres, sans souci des âmes et même totalement indifférents aux

intérêts supérieurs de leurs employés, ne voyaient en eux que des instruments. On est effrayé quand on considère l'universel affaiblissement de ce vrai sens chrétien qui portait jadis si haut l'idéal même des simples et des ignorants, et qui a fait place à l'unique préoccupation du pain quotidien. Contrairement aux plans de la Providence, le travail destiné, même après le péché originel, au perfectionnement matériel et moral de l'homme, tend, dans ces conditions, à devenir un instrument de dépravation : la matière inerte sort ennoblie de l'atelier, tandis que les hommes s'y corrompent et s'y dégradent... » (19).

C'est le cri d'alarme poussé par LÉON XIII en 1891 qui a réveillé les chefs d'industrie catholique, trop peu soucieux jusque-là, quelques personnalités mises à part, du sort de leurs ouvriers. Le pape a rendu l'ardeur et l'élan indispensables au mouvement en faveur d'une législation du travail, amorcé depuis quarante ans déjà, mais en sommeil. Il a contribué grandement à faire réapparaître sur le devant de la scène contractuelle le principe de justice trop longtemps remplacé par celui de liberté. En brossant le tableau saisissant des misères de notre monde déchristianisé, il a mis en lumière l'illusion qu'il y a à vouloir faire régner la justice commutative, en laissant chacun libre de faire ce qui lui plaît ; il a montré l'erreur dans laquelle étaient tombés les rédacteurs du code civil en présumant que les conventions librement consenties

(19) *Quadragesimo Anno*, p. 57 et s. (édition de « l'Action Populaire »).

seraient forcément justes et pourraient tenir lieu de loi pour les parties. C'est en effet sur une présomption de justice que repose le principe énoncé dans l'article 1134. « Les libres contrats sont sanctionnés par le droit, écrit GOUNOT, non parce qu'ils émanent de volontés individuelles qui posséderaient par elles-mêmes une valeur juridique absolue et inconditionnée, mais parce qu'ils sont objectivement justes ou présumés tels. » (20). « Il y a, dit TARDE, dans la consécration des conventions librement formées, une présomption d'équivalence d'avantages, d'équation de valeurs », (21) en un mot une présomption de justice.

Or, cette présomption se réalise-t-elle dans les faits? Nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil, même très rapide, sur le monde au milieu duquel nous vivons, pour voir s'étaler, nous l'avons déjà dit, l'immoralité dans les affaires, la fraude, le mensonge, l'esprit de cupidité, l'injustice sous toutes ses formes.

Le résultat, c'est que: « Nous ne croyons plus à la justice contractuelle, s'écrie M. RIPERT; sous la soumission apparente du débiteur, nous voyons la révolte profonde du juste lésé par un sacrifice qui va enrichir injustement le plus fort et le plus habile. Et le droit se demande s'il n'a pas eu tort de dédaigner l'enseignement de la vieille loi morale qui fait reposer le contrat sur la justice et non la justice sur le contrat. » (22).

(20) GOUNOT: *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé*, p. 451.

(21) TARDE: *Transformations du droit*, p. 138, cité par GOUNOT: *id. op.*, p. 384, 385.

(22) RIPERT: *La règle morale dans les obligations civiles*, p. 122.

La formule individualiste que certains ont mise à la base du droit des obligations: « c'est convenu, donc c'est juste », a fait son temps. « Il faut désormais que l'on dise, écrit SALEILLES, « cela doit être voulu parce « que c'est juste. » (23).

Quelle immense évolution que celle qui nous ramène ainsi, après un siècle de liberté absolue et d'admiration éperdue du contrat, expression de la volonté autonome, à la doctrine médiévale toute inspirée des écrits des théologiens et des canonistes !

Ainsi, pour mettre un frein à l'injustice et à l'immoralité envahissantes, le monde se met à vivre « sous l'impérieuse nécessité des lois » (24). Car, à l'époque moderne, les règles qui limitent la liberté humaine tendent à être presque exclusivement des règles légales. Pendant longtemps, en effet, le législateur civil s'est fié, pour réfréner l'activité de l'homme, aux forces morales. Le droit ancien reconnaissait une véritable valeur civile au droit canonique et avait renoncé à légiférer sur une série de questions réglées par lui (en particulier en matière de droit familial). Mais la laïcisation du droit et l'indifférence de l'Etat en matière morale, ne permettent plus au législateur civil de se fier aux règles religieuses pour dominer ou limiter l'activité de l'homme. Il en est alors réduit à copier lui-même ces règles et à les transformer en normes juridiques pour les rendre obligatoires.

A côté de cette législation nouvelle, d'autres limites

(23) SALEILLES: *De la déclaration de volonté*, p. 351.

(24) RIPERT: *Cours de droit civil*, Doctorat, 1929-30.

sont apportées à la liberté contractuelle par la jurisprudence et les organismes collectifs d'intéressés.

Ce sont toutes ces manifestations du souci nouveau d'assurer, par des restrictions aux principes révolutionnaires, plus de justice dans les rapports contractuels, qu'il nous faut étudier maintenant.

CHAPITRE II

Résurrection de l'idée de justice commutative. Restriction apportée aux principes révolutionnaires par les groupements d'intéressés, le législateur et la Jurisprudence.

Les principes révolutionnaires énoncés dans les articles 6 et 1134 du code civil peuvent se résumer ainsi : La volonté est souveraine ; elle peut créer par sa seule force des droits et des obligations ; elle ne doit être limitée que par des motifs impérieux d'ordre public (art. 6) et ces restrictions doivent être réduites au minimum ; les intérêts privés librement débattus concordent avec le bien public et aucune injustice ne peut naître du contrat puisque les obligations sont librement assumées.

Avant d'étudier les multiples limitations apportées à ces principes dans les quarante dernières années, nous allons donner un bref résumé de celles que contenait le Code Napoléon lors de sa promulgation. Elles se réduisent d'ailleurs à fort peu de choses.

Le code civil s'est tout d'abord considéré comme le guide des volontés individuelles, et il a fixé, pour chacun des contrats les plus usuels, des règles, dépourvues d'ailleurs de tout caractère impératif; ces règles supplétives ou interprétatives constituent des cadres commodes pour les parties qui n'ont en vue trop souvent que l'effet essentiel de leur accord et sont insouciantes des conséquences juridiques secondaires. Il y a cependant dans cette réglementation des dispositions qui échappent à l'emprise des volontés individuelles : telles sont notamment celles relatives aux caractères spécifiques de tel ou tel contrat.

A côté de ces règles particulières à un contrat ou à un autre, nous trouvons également dans le Code des dispositions générales restrictives de la liberté contractuelle. Le Code interdit d'abord, dans le fameux article 6, de déroger par conventions aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs.

Comme objet de contrat, il ne permet de prendre (art. 1128 et 1129) que des choses qui soient dans le commerce et qui soient au moins déterminées quant à leur espèce. Il interdit (art. 1599) de disposer de la chose d'autrui. Il admet (art. 1130) que les choses futures puissent faire l'objet d'une obligation, mais décide cependant qu'on ne peut « renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, même avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit... »

En ce qui concerne la cause, il annule (art. 1131 et 1133) « l'obligation sans cause, ou sur une fausse cause ou sur une cause illicite » :

En ce qui concerne la capacité et le consentement, afin que le contrat ne soit pas trop souvent l'expression de l'écrasement du plus faible par le plus fort, « il défend, à ceux qu'un état permanent physique ou moral révèle incapables, de participer eux-mêmes ou de participer sans assistance au commerce juridique ». (25). S'il ne consent à accorder le bénéfice de la révision pour lésion aux contractants majeurs que dans les deux cas exceptionnels de vente d'immeubles (art. 1674) et de partage (art. 887) (auxquels il faut ajouter le cas prévu par l'article 1854, qui permet à un associé d'attaquer le règlement de parts de chacun dans les bénéfices et pertes, lorsque ce règlement, fait par l'un des associés ou par un tiers auquel on s'en est remis, est évidemment contraire à l'équité), il protège du moins leurs volontés, souvent mal assurées, par toute la théorie des vices du consentement.

Quant au formalisme, sa place est bien restreinte. Peu nombreux, en effet, sont les contrats qui doivent obligatoirement être passés dans la forme authentique ou revêtir d'autres formalités protectrices des parties ou des tiers. Le Code ne va même pas jusqu'à interdire les actes secrets ou contre-lettres, il se contente de protéger spécialement les tiers contre les dangers qu'il présentent pour eux (art. 1321). Mais le formalisme persiste sous une forme atténuée dans les dispositions relatives à la preuve des contrats.

A part les deux grandes théories des incapacités et des vices du consentement, le code civil, héritier des idées révolutionnaires, ne contient donc que fort peu

(25) PLANIOL ET RIPERT : *Traité pratique de droit civil*, T. VI, p. 25.

de prescriptions restrictives de la liberté de contracter et de l'autonomie de la volonté. Mais tout au cours du XIX^e siècle, les groupements nouveaux qui ont surgi partout, le législateur et la jurisprudence se sont chargés d'en apporter de nombreuses.

Nous allons les étudier en trois sections différentes selon qu'elles se rapportent à chacune des trois conditions nécessaires à la formation du lien contractuel : le consentement, l'objet et la cause. (En ce qui concerne la capacité, aucune restriction nouvelle n'a été apportée depuis le Code ; au contraire la théorie des incapacités a perdu une partie de sa rigueur ; des entorses assez nombreuses y ont été faites. Nous ne nous en occuperons donc pas.) Mais avant de traiter des restrictions à la liberté contractuelle, nous allons parler brièvement des interdictions absolues de recourir à certains contrats ou de faire de certaines choses l'objet de contrats, interdictions dont le nombre augmente sans cesse.

SECTION PRÉLIMINAIRE

Les Prohibitions.

Tout d'abord, le législateur moderne n'a fait que suivre la ligne dictée par le Code et a multiplié au fur et à mesure que le besoin s'en faisait sentir, les prohibitions concernant soit certains genres de contrat, soit certains objets de contrat.

Nous ne pouvons songer à nous lancer dans une énumération qui serait certainement fastidieuse et forcément incomplète. Nous nous bornerons à donner quelques rapides exemples.

L'échange des produits et des services est organisé parce que c'est le meilleur moyen que le monde ait jamais trouvé de faire arriver les produits et les services entre les mains de ceux qui peuvent les consommer et les utiliser. Mais lorsque certains contrats d'échange apparaissent comme dangereux pour la société, le législateur ne peut que les interdire.

C'est un souci de justice commutative, joint d'ailleurs à des préoccupations économiques, qui a dicté ces exécutions.

C'est ainsi que le jeu est interdit (et d'ailleurs toléré par le code pénal et par des lois séciales), à cause de son immoralité, qui réside dans ce que certains joueurs acquièrent un bénéfice sans avoir rien fait pour mériter cet enrichissement et que d'autres sont appauvris par le fait d'une simple malchance. Les loteries sont immorales pour le même motif et elles ont été longtemps interdites. Il a fallu les difficultés de notre trésorerie pour faire rétablir une pratique qui a le grand avantage de faire verser allègrement, par une part assez importante du public déjà écrasé d'impôts, des sommes énormes qu'il refuserait de payer si on le lui imposait. Depuis la loi du 14 novembre 1926, la vente à tempérament des valeurs à lots est interdite, et cela n'est que justice, car elle permettait le vol organisé de la petite épargne par des financiers sans scrupule. Le trafic des billets de théâtre est aussi réprimé

par une loi de 1919 parce que c'est là une profession qui, socialement est inutile et économiquement ne peut rendre aucun service, mais peut être, par contre, une source de fraude, donc d'injustice commutative.

Dans d'autres cas, le législateur ne vas pas jusqu'à l'interdiction de toute une catégorie de contrats, il se contente simplement de mettre certaines choses hors du commerce juridique; dès lors, ces choses restent susceptibles de propriété privée, mais deviennent pour un contrat un objet illicite.

C'est ainsi que la loi du 3 mai 1844 sur la chasse défend dans son article 4 la mise en vente, la vente et l'achat, le transport et le colportage du gibier pendant le temps où la chasse est fermée.

La même interdiction se retrouve à l'article 5 de la loi du 31 mai 1865, sur la pêche fluviale.

C'est ainsi encore que le concessionnaire d'un marché de travaux publics ne peut pas (art. 9, clauses et conditions, 1892), sans l'agrément de l'Etat ou de l'établissement public concédant, céder à un tiers le bénéfice de son traité.

Que le propriétaire d'animaux atteints de maladies déclarées contagieuses et déterminées par la loi ou les règlements ne peut les vendre... etc...

Citons encore le cas de certaines professions qui exigent de la part de ceux qui veulent les exercer, des brevets, des diplômes ou certificats d'aptitude. Ici, le fonds servant à l'exercice de ces professions ne sera pas hors du commerce, mais sa cession ne sera pas libre. Le possesseur actuel ne pourra le vendre qu'à

une personne réunissant les conditions d'aptitude et de diplômes exigées par la loi.

Ce ne sont là que quelques exemples de prohibitions. Toutes, il faut le reconnaître, ne sont pas inspirées de préoccupations morales; certaines seulement sont dictées par le souci d'assurer plus de justice dans les rapports contractuels et visent à donner à chacun des contractants la garantie que l'autre exécutera loyalement ses obligations.

SECTION I^{re}

Restrictions apportées à la liberté contractuelle en ce qui concerne le consentement.

Dans ce domaine, les préoccupations d'ordre moral apparaissent comme les idées inspiratrices par excellence de l'évolution de la réglementation législative et de la jurisprudence.

La plus caractéristique de ces restrictions concerne le contrat de travail. C'est elle que nous allons étudier

tout d'abord. Ce contrat a subi une curieuse évolution; de contrat libre, il s'est transformé en contrat d'adhésion imposé par le patron, puis en convention collective de travail, c'est-à-dire en contrat majoritaire; enfin en contrat-statut, si on peut employer accolés ces deux expressions autrefois contradictoires, c'est-à-dire en contrat dont toutes les dispositions sont arrêtées par le législateur et décrétées d'ordre public; le contrat de travail n'a donc plus de contrat que le nom; la liberté des parties a à peu près complètement disparu en ce qui le concerne.

Nous allons retracer brièvement cette évolution.

La grande industrie a mis en présence dans l'usine le patron d'une part, et d'autre part une multitude de salariés; mais, contrairement à ce qui existait dans la corporation moyenâgeuse, il n'y a plus d'échelons parmi ces salariés, tous sont dans une situation sensiblement analogue. Dès lors, au lieu de débattre à nouveau les mêmes clauses à propos de chaque contrat, il devait normalement venir à l'idée des chefs d'industrie de créer, dans un but de simplification, un contrat-type, auquel chaque nouvel arrivant n'aurait qu'à donner son adhésion. Il y avait là une première atteinte à la liberté contractuelle. L'ouvrier, désireux d'obtenir le travail dont il avait besoin pour vivre, devait accepter les conditions posées par le patron seul, sans pouvoir les discuter. Son consentement n'était plus librement donné dans ce contrat d'adhésion. La liberté trop absolue de l'un avait fini par tuer la liberté des autres. Des abus étaient faciles à prévoir et effectivement ils ne tardèrent pas à se pro-

duire. Il est presque fatal, en effet, que dans le contrat passé entre deux individus également indépendants et isolés et également libres, mais économiquement inégaux, parce que l'inégalité des conditions est la loi des sociétés humaines, il est presque fatal qu'il y ait exploitation du plus faible par le plus fort. C'est pour lutter contre cette exploitation injuste que se sont créés la plupart des syndicats professionnels, au lendemain de la loi de 1884. Désormais, nous ne verrons plus d'un côté le patron puissant et de l'autre l'ouvrier isolé, pressé par le besoin, et pratiquement, sinon en théorie, obligé d'accepter ce qui lui est proposé de peur de se voir contraint au chômage; les conditions du travail seront discutées sur pied d'égalité entre le patron et le syndicat ouvrier; et de cette discussion sortira la convention collective de travail, l'une des grandes nouveautés du monde moderne.

Il y a là à la fois un important progrès réalisé dans la voie de la justice et une atteinte grave apportée à la liberté contractuelle. En effet, la convention collective de travail constitue un contrat d'adhésion majoritaire; l'ouvrier, à peu près obligé de subir les clauses de la convention, peut fort bien ne pas être de l'avis de la majorité qui les a consenties; il ne pourra cependant que bien difficilement se soustraire à leur application; et, s'il s'y soumet, il n'en reste pas moins qu'il n'y aura pas donné vraiment son consentement individuel, mais seulement son adhésion et que celui de la majorité aura fait loi.

Malheureusement, il faut le reconnaître, cette restriction à la liberté contractuelle due à l'initiative des

intéressés et inspirée par le souci de la justice commutative n'a pas donné d'excellents résultats. Comment s'en étonner? L'égalité de la discussion est impossible à obtenir. Les patrons ont répondu à la formation de syndicats ouvriers par la formation de syndicats patronaux et l'équilibre a été à nouveau rompu, car il n'y a pas de raison pour que ces groupements se montrent, dans leurs rapports entre eux, plus préoccupés de principes moraux que ne l'étaient les individualités qui les composent aujourd'hui lorsqu'autrefois elles entraient en relations les unes avec les autres. Comme le disait si bien M. DUTHOIT à la *Semaine sociale* de Toulouse: « Aussi bien ne faudrait-il pas croire que la seule apparition de groupements collectifs, qui se constituent au sein d'une société où jusque là les intérêts sont demeurés comme atomisés, suffit à rétablir l'ordre et à conjurer l'improbité. Nous sommes sous ce rapport à une sorte de tournant de l'histoire. Il y a eu réaction vigoureuse, sous les formes les plus variées, contre la concurrence d'homme à homme. Celle-ci est débordée de toutes parts, sous l'action de puissantes forces de concentration capitalistes ou travaillistes. Mais la concurrence se déploie à nouveau sur un autre plan, groupe contre groupe. Et l'ordre ne revient pas par la seule vertu des organismes nouveaux, quand ceux-ci sont atteints, eux aussi, d'un amoralisme foncier. On peut même dire qu'alors les puissances d'injustice et les facteurs de désordre sont intensifiés en quelque sorte par la force du nombre et de l'organisation. Car il est fatal qu'au sein de toute collectivité que ne domine point un prin-

cipe immatériel, s'exerce la pression des moins scrupuleux, des moins honnêtes, sur tous les autres. Les « contraintes mutuelles » des groupes économiques les uns sur les autres ne peuvent créer qu'un équilibre instable, si un principe moral ne les domine et ne les tempère pas... »

« Le règlement corporatif, est-il écrit dans le *Traité pratique de Droit Civil* de MM. PLANIOL et RIPERT, n'est pas toujours le moyen de protéger les faibles contre les vices du contrat individuel. Bien souvent, au contraire, il devient une arme entre les mains de ceux qui groupent les intérêts économiques et constitue alors une véritable loi privée imposée par ceux qui détiennent la puissance de fait. Il n'est alors d'autre arme contre ce contrat-type que l'appel à la puissance politique, c'est-à-dire au législateur. »

Pour empêcher que les conventions collectives de travail ne dégénèrent en injustes instruments d'oppression de l'une des parties par l'autre, le législateur les a réglementées dans la loi du 25 mars 1919, dans le détail de laquelle nous ne pouvons songer à entrer, mais que M. PLANIOL résume ainsi: « Cette loi donne à la convention collective de travail un caractère particulier. On a essayé de maintenir le principe de la liberté des conventions, mais on s'achemine vers la réglementation obligatoire des conditions du travail, puisque le contrat individuel ne peut déroger à la convention collective. Il y a là comme un rétablissement du pouvoir réglementaire des corporations aboli par la Révolution; c'en est tout au moins une forme atténuée. »

Mais le législateur ne s'est pas contenté de régler les conventions collectives en général; il est entré dans les détails et a peu à peu légiféré à propos de chacune des dispositions qui peuvent figurer au contrat de travail: salaire, durée du travail, repos des travailleurs, salubrité de l'usine, accidents, etc... et ainsi le contrat est devenu statut. Une législation nouvelle extrêmement abondante, que l'on a baptisée du nom de législation industrielle, établit désormais le statut légal des travailleurs.

Alors que le contrat de travail avait été conçu au début du siècle dernier comme une variété de louage et avec possibilité complète pour les parties de fixer les conditions et la rémunération du travail, à l'heure actuelle, dans un pareil contrat, tout est prévu par la loi sauf la durée du service rendu et la manière dont la rémunération sera fixée. Il échappe presque complètement à la réglementation volontaire par les parties, pour tomber sous l'application de règles d'ordre public.

Ainsi l'évolution subie par le contrat de travail est des plus caractéristiques; elle a été dictée par le souci d'assurer de plus en plus de justice dans les rapports entre employeurs et employés. Le but visé a d'ailleurs été atteint; désormais, à part quelques rares exceptions, l'exploitation est un mal qui appartient au passé. Mais cette progression dans la voie de la justice n'a été rendue possible que grâce au sacrifice de la liberté; la liberté des conventions, en effet, a à peu près complètement disparu en ce qui concerne le contrat de travail.

Mais, à côté de ce contrat particulièrement typique, il en existe d'autres qui constituent eux-aussi des entorses aux principes de liberté. On peut les classer en trois catégories, correspondant à chacune des trois phases par lesquelles nous avons vu passer le contrat de travail: contrat d'adhésion, contrat majoritaire et contrat-statut. Si les deux premières n'ont guère été inspirées par une idée de justice mais plutôt par un souci de simplification des relations commerciales, il n'en est pas de même de la troisième.

Les contrats d'adhésion, nous les trouvons chez de puissantes sociétés commerciales: les compagnies d'assurances et les compagnies de transports en particulier. Celles-ci rédigent seules les clauses des polices ou des contrats de transports et le consentement de l'assuré ou du voyageur ne se manifeste plus que par la possibilité qui lui reste de refuser en bloc le contrat ou de s'y soumettre, sans pouvoir y changer un iota.

La liberté trop absolue a donc fini par tuer la liberté même. Aussi, le législateur a-t-il été contraint d'intervenir ici encore pour réglementer ces puissantes compagnies, bien peu préoccupées de justice, mais désireuses avant tout de gagner le plus d'argent possible. La loi du 17 mars 1905 a prohibé toute clause de non-responsabilité dans les transports terrestres et toute une réglementation est en préparation touchant les assurances terrestres et les transports maritimes.

Il ne faut d'ailleurs pas généraliser et « dénoncer dans tous les contrats... d'adhésion, la qualité différente des consentements, pour protéger dans tous les cas... le plus faible. A tout prendre, dans les grands

contrats relatifs à des services généraux et qui sont longuement discutés par les groupements intéressés avant d'être proposés au public, il y a souvent infiniment plus de justice contractuelle que dans les conventions particulières librement imaginées et discutées. » (26).

A côté de cette première catégorie de contrats, il y en a d'autres dans lesquels il n'y a plus « prédominance exclusive d'une seule volonté qui dicte sa loi à une collectivité déterminée et qui s'engage déjà par avance unilatéralement, sauf adhésion de ceux qui voudront accepter la loi du contrat » (27) comme cela est le cas dans les contrats d'adhésion. Ceux dont nous voulons parler ce sont les « contrats collectifs » dans lesquels c'est la majorité qui fait la loi. Si l'on devait respecter la règle commune et obtenir l'accord unanime de toutes les volontés, rien ne se ferait : on rencontrerait toujours quelques récalcitrants qui feraient tout échouer par leur refus. Les contrats collectifs répondent donc à une nécessité. Seulement, comme c'est une mesure grave que d'obliger les gens malgré eux, la loi doit exiger une majorité importante.

On trouve quatre exemples de ces contrats majoritaires : nous avons déjà parlé de la convention collective de travail, nous n'y reviendrons pas.

En matière de faillite ou de liquidation judiciaire, le concordat ne peut être consenti au débiteur failli que par la moitié plus un des créanciers au moins représentant les $\frac{2}{3}$ de la totalité de la créance.

(26) PLANIOL ET RIPERT : T. VI, p. 161-162.

(27) SALEILLES : *De la déclaration de volonté*, p. 229.

De même le contrat passé entre l'élu et ses électeurs est basé sur des conditions de majorité.

Enfin, en ce qui concerne les associations syndicales de propriétaires créées en vue d'entreprendre des travaux d'utilité commune (loi du 21 juin 1865, art. 12 et du 22 décembre 1888, art. 5), il est requis pour leur formation, non pas l'unanimité des propriétaires, mais soit la majorité des intéressés représentant les 2/3 au moins de la superficie des terrains, soit les 2/3 des intéressés représentant plus de la moitié des terrains.

Il a été adopté un système analogue pour la formation des syndicats destinés à combattre le phylloxera (loi du 15 décembre 1888, art. 5), à faciliter le remembrement de la propriété foncière (loi du 27 nov. 1918) ou à prendre les mesures indispensables contre les incendies de forêt (loi du 26 mars 1924).

Enfin, au stade du contrat-statut, nous trouvons à l'heure actuelle, à côté du contrat de travail, le contrat de louages d'immeubles et de louage des locaux d'habitation en particulier. De pareils contrats étaient, avant la guerre, entièrement laissés à l'arbitraire des parties et régis par leur seule volonté. Mais la guerre a créé, pour des causes diverses, une crise de l'habitation, et une série de lois (combien de fois renouvelées et reprises), sont intervenues pour régler les rapports entre le locataire et le bailleur, substituant à la réglementation contractuelle la réglementation légale obligatoire.

Ainsi, « depuis un quart de siècle, écrit M. GOUNOT, les dispositions impératives ou d'ordre public, qui s'imposent dans tout contrat sans que les parties puis-

sent s'y soustraire, se sont multipliées dans des proportions étonnantes... Les effets des conventions sont le résultat d'une véritable collaboration de la volonté et de la loi. De plus en plus, la société semble se considérer dans tout contrat comme partie intéressée; et elle s'attribue la haute mais difficile mission de protéger les faibles, d'imposer l'autorité de justice, de promouvoir le bien public... » (28).

Mais il y a plus; la plupart des mesures législatives que nous avons rencontrées jusqu'ici sont prises en vue de protéger le contractant le plus faible, et de rétablir l'égalité, nécessaire à la justice, entre lui et son cocontractant plus fort; dès lors, qu'elles soient difficilement acceptées par celui contre lequel elles sont prises, cela se comprend fort bien, et que l'autorité soit obligée de prévoir des sanctions contre lui s'il ne les respecte pas, c'est normal; mais le législateur prévoit même des sanctions contre celui en faveur duquel cette réglementation est prise, afin de le contraindre à ne pas abandonner, quelle que soit la pression exercée sur lui, les avantages que la loi fait découler pour lui du contrat. En un mot, le législateur protège l'une des parties contre elle-même. MM. PLANIOL et RIPERT, dans leur volumineux traité en citent quelques exemples que nous leur empruntons. Le code civil prévoyait déjà cela dans l'article 1674, dans lequel il est dit que le vendeur lésé de plus des 7/12 dans le prix d'un immeuble « a le droit de demander la rescision de la vente, quand même il aurait expressément renoncé,

(28) GOUNOT: *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé*, p. 433-434.

dans le contrat à la faculté de demander cette rescission, et qu'il aurait déclaré donner la plus-value. » Depuis lors, de nombreuses lois ont pris des mesures analogues: les lois du 27 décembre 1890 (art. 1780 c. civ.) et du 19 juillet 1928 prohibent les renonciations anticipées à l'indemnité pour rupture illégitime du contrat de travail; l'article 30 de la loi du 9 avril 1898 interdit les conventions dérogeant par avance au régime légal des accidents du travail; la loi Rabier, du 17 mars 1905 (art. 103 c. com.) annule les clauses de non-responsabilité dans le transport terrestre. Malgré l'article 1152 du code civil qui interdit aux juges de réviser les clauses pénales convenues entre les parties, dans certains cas exceptionnels, les tribunaux se reconnaissent ce droit. C'est ainsi qu'ils vérifieront si, dans le contrat de travail, la clause pénale est sérieuse et n'équivaut pas à une renonciation lésionnaire des droits de l'ouvrier, contrairement aux prescriptions de l'article 1780 nouveau, si dans d'autres contrats, elle ne constitue pas, sous le nom de dommages-intérêts, une dérogation aux lois sur le taux maximum de l'intérêt, etc.

Arrêtons nous un instant pour faire le point; nous avons rencontré jusqu'ici comme restriction à la liberté contractuelle au point de vue du consentement: les contrats d'adhésion, les contrats collectifs, les « contrats-statuts » et les clauses protectrices de la partie la plus faible contre elle-même. Ce sont là des mesures en quelque sorte préventives; elles ne font qu'empêcher ou limiter la liberté d'expression de la volonté des parties; mais il y a plus: même exprimée claire-

ment dans le contrat, la volonté manifestée ne s'impose plus au juge comme quelque chose de « tabou ».

En présence du bouleversement économique né de la guerre, le juge va se reconnaître parfois le droit de modifier les conséquences du contrat telles qu'elles ont été voulues par les parties, en prétextant un consentement vicié parce que donné à un moment où il était impossible de prévoir les conséquences anormales qu'il entraînerait.

Cette manière de voir était déjà admise au Moyen-Age « les canonistes... qui condamnaient tout enrichissement de l'un des contractants aux dépens de l'autre, comme contraire à la morale chrétienne, ne devaient pas seulement considérer la lésion contemporaine du contrat, mais aussi celle qui résultait des changements ultérieurs dans les circonstances. Dans les deux cas, il y avait usure. Pour y remédier, ils considéraient comme sous entendue dans les contrats une clause « *rebus sic stantibus* », d'après laquelle les parties étaient censées subordonner implicitement le maintien de leurs engagements, tels que pris, à la persistance des conditions de fait existant au jour du contrat. » (29).

Cette manière de voir devait être abandonnée en France lorsque triompha la doctrine de l'autonomie de la volonté.

Mais la jurisprudence du Conseil d'Etat la reprit à son compte sous le nom de théorie de l'imprévision, à l'occasion de contrats d'entreprise de travaux publics;

(29) PLANIOL ET RIPERT: *Traité pratique de droit civil français*, T. VI, p. 545, 546.

au cas où les entrepreneurs rencontraient, dans l'exécution de leurs travaux, des difficultés considérables et imprévues, puis, à la suite de la guerre, à l'occasion de concessions de services publics et de marchés de fournitures comportant des prix à payer par les usagers de l'administration très inférieurs au prix de revient que, par suite de la hausse des matières premières et des salaires, le concessionnaire ou le traitant était en mesure de réaliser. La jurisprudence civile se refusa toujours, malgré les circonstances exceptionnelles nées de la guerre, à entrer dans la même voie. Mais, sur la sollicitation pressante de groupements d'industriels, le législateur se décida à intervenir et des dispositions spéciales furent prises, qui permirent la révision et la résolution des contrats conclus avant la guerre, ou au contraire imposèrent la prorogation des contrats en cours.

Dans le premier cas ce fut la loi du 5 août 1914 créant le moratorium, puis la loi Failliot du 21 janvier 1928, (prorogée par celle du 9 mai 1929), sur la résiliation des marchés commerciaux conclus avant le 5 août 1914, qui adopta exactement la notion de l'imprévision admise par le Conseil d'Etat.

Dans le second cas, ce furent notamment la loi du 22 novembre 1918, sur la reprise du contrat de travail, celle du 9 mars 1918 en matière de baux, et les lois nombreuses qui l'ont complétée, etc...

C'étaient là des lois de circonstances; l'article premier de la loi Failliot porte en effet: « pendant la durée de la guerre et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la cessation des hostilités, les dis-

positions exceptionnelles suivantes sont applicables... » Cette législation appartient donc au passé, mais elle est cependant fort intéressante à signaler parce qu'elle remet en honneur une théorie ancienne construite par les canonistes dans un but de justice.

La jurisprudence civile, (30), elle aussi, a apporté des restrictions à la liberté contractuelle en ce qui concerne le consentement. C'est en s'inspirant de la théorie des vices du consentement, et en l'élargissant, que les magistrats se permettent de réviser certains contrats afin d'y établir l'égalité entre les prestations de chaque partie et d'éviter la lésion injuste de l'une par l'autre.

Les tribunaux ont d'abord élargi la notion classique de violence. Il n'y a violence, d'après le Code, que « dans l'acte positif et volontaire émané d'une des parties ou d'un tiers, qui a pour but d'amener l'autre partie à contracter. » (31). Mais la jurisprudence a quelquefois admis la notion de violence morale; elle a admis le vice de violence dans le cas d'une pression exercée sur l'un des contractants par des événements extérieurs et indépendants de la volonté de l'autre.

Cette conception toute nouvelle a servi à réduire les engagements pris par certains malades à l'égard de leur médecin, à un moment où la maladie les empêchait de défendre convenablement leurs intérêts. Elle a servi avant la loi du 29 avril 1926 sur l'assistance et le sauvetage maritimes à réduire la rémunération excessive promise par le capitaine du navire, au mo-

(30) Inspiré du beau livre de DEMONTÈS: *De la lésion dans les contrats entre majeurs*.

(31) DEMONTÈS: *id. op.*, p. 134.

ment du péril, à celui qui consentirait à porter secours à son bâtiment, etc...

L'erreur a aussi été utilisée, mais moins qu'on ne pourrait le penser au premier abord: en effet, beaucoup de cas d'injustice contractuelle devraient pouvoir s'analyser en une erreur sur la valeur; mais, d'après le Code, l'erreur doit être substantielle et porter sur l'objet même du contrat ou ses qualités intrinsèques et la jurisprudence s'est toujours refusée à réduire les obligations excessives en prétextant l'erreur sur la valeur, car la valeur est subjective et ne forme qu'un des éléments accessoires de l'objet. Cependant, quand l'erreur se double d'une faute à reprocher au co-contractant, le contrat sera annulé. Mais alors la situation est complexe; il y a à la fois erreur et dol.

Quant au dol, la jurisprudence en a fait jaillir la théorie du dol incident. Le dol est, d'après le Code, constitué par des manœuvres pratiquées par l'une des parties en vue d'amener l'autre à contracter. Le mot « manœuvres » indique qu'il s'agit là de procédés positifs. Mais les tribunaux ont imaginé la théorie du « dol incident » par laquelle ils poursuivent et répriment tous les procédés quelconques qui ont pu, sinon forcer le consentement de la partie lésée, au moins influencer sa volonté. « Cette théorie jurisprudentielle... a ceci de particulier que le dol n'entraîne plus la nullité de la convention, mais permet au juge de l'apprécier, de déterminer « comment le contrat aurait été conclu si « l'on avait connu la vérité », et l'autorise à prononcer une réduction de prix sous la forme d'une condamna-

tion à des dommages-intérêts. On aboutit ainsi au but économique que recherche la partie lésée; maintenir le contrat dont elle a besoin, diminuer son engagement, mais alors on sort du domaine des obligations contractuelles, et c'est sur le fondement d'une véritable action en responsabilité qu'on prononce les dommages-intérêts. » (32).

Ainsi, la jurisprudence a veillé « à donner à la protection légale des contractants incapables ou victimes d'erreur, de violence ou de dol, une efficacité qui ne compromette pas elle-même la morale. » (33).

SECTION II

Restrictions apportées à la liberté contractuelle quant à l'objet du contrat.

Dans un contrat, chacune des parties peut avoir soit à payer un prix, soit à fournir une chose, soit à rendre un service.

C'est en adoptant cette division que nous allons étudier les mesures prises pour restreindre la liberté des parties en ce qui concerne l'objet du contrat.

(32) DEMONTÈS: *De la lésion dans les contrats entre majeurs*, D. 136, 137.

(33) PLANIOL ET RIPERT: *Traité pratique de droit civil français*, T. IV, p. 25, 26.

Et tout d'abord, les mesures relatives au prix.

A. — *Prix de l'argent*. — A ce point de vue, il est intéressant de faire une brève incursion dans le Droit comparé.

La liberté du taux de l'intérêt, proclamée par la Révolution, avait été, dès 1807, limitée au profit de l'emprunteur. Mais pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, presque toutes les législations européennes se débarrassèrent successivement, sous l'influence du libéralisme économique, des anciennes dispositions restrictives. La France suivit le mouvement : la limitation a été supprimée en matière commerciale par la loi du 12 janvier 1886. Le remède à l'usure comme à tous les autres maux économiques paraissait être la liberté.

Mais, bien vite, un certain nombre de pays revinrent sur leurs pas. « L'Autriche ouvrit la série des lois nouvelles par la loi de 1877 qui, tout en laissant subsister la liberté, en corrige les effets par la création de délits spéciaux basés sur la notion de la fraude dans les opérations de crédit. La même année, la Hongrie rétablissait un taux d'intérêt légal. En 1880, l'Allemagne suivait l'exemple de l'Autriche, créait un nouveau délit d'usure, conçu dans des termes larges qu'une loi de 1893 venait étendre encore. » (34). Le Code allemand de 1900 consacrait ces législations antérieures dans le fameux article 138 ainsi conçu :

« Un acte juridique qui porte atteinte aux bonnes mœurs est nul.

(34) DE TARDE : *L'idée du juste prix*, p. 306 et s.

« Est nul, en particulier, un acte juridique par lequel quelqu'un, en exploitant le besoin, la légèreté ou l'inexpérience d'autrui, obtient, pour lui ou pour un tiers, qu'en échange d'une prestation on promette ou que l'on fournisse des avantages patrimoniaux qui excèdent de telle sorte la valeur de la prestation qu'en tenant compte des circonstances ces avantages soient, par rapport à la prestation, dans une disproportion choquante. »

Enfin, l'Angleterre elle-même, considérée jusqu'ici comme le foyer du libéralisme, et qui, en 1851, avait proclamé la liberté illimitée de l'intérêt, venait, en 1900, porter atteinte de nouveau au droit du prêteur d'argent; elle était suivie à son tour par la Suède, en 1901.

En France, la liberté absolue subsiste toujours en matière commerciale; et, en matière civile, la loi du 18 avril 1918 a suspendu temporairement toute limitation jusqu'à l'intervention d'un décret qui n'a pas encore été pris. Souvent des meetings sont tenus pour protester contre l'usure et demander au législateur d'intervenir. Jusqu'ici cela a été vain. Mais ce revirement de l'étranger est symptomatique et nous fait prévoir que de semblables mesures pourraient bien être prises en France d'ici peu.

B. — *Prix du travail.* — Nous l'avons dit, le législateur a touché à tout ce qui concerne le contrat de travail. En particulier il n'a pas laissé aux parties le droit de s'entendre librement sur le salaire dans les cas où cette liberté aurait presque certainement entraîné une injustice; c'est ainsi que les trois décrets

Millerand du 10 août 1899 ont décidé que les marchés passés au nom de l'Etat, du département, des communes et des établissements publics devront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engage à payer un salaire normal, c'est-à-dire en rapport avec celui couramment appliqué dans la région pour un travail équivalent. Ces mesures ont été prises afin d'éviter que le candidat à la concession, obligé, pour l'obtenir, de proposer à l'Administration un devis de travaux moins élevé que ceux de ses concurrents, ne cherche, dans une diminution scandaleuse des salaires payés à ses ouvriers, le moyen de se rattraper et de se tirer d'affaire.

L'article 4 décide même qu'au cas de violation de l'engagement pris, l'administration indemniserait directement les ouvriers lésés au moyen de retenues effectuées sur les sommes dues à l'entrepreneur.

De même la loi du 10 juillet 1915 a décidé, pour réagir contre les abus engendrés par ce qu'on a flétri du nom de « sweating system », que en ce qui concerne l'industrie du vêtement, les ouvrières travaillant à domicile devront toucher un salaire minimum dont elle détermine la fixation.

C. — *Prix des marchandises.* — Si l'entrepreneur a besoin d'être protégé contre les rigueurs des usuriers, et l'ouvrier contre l'exploitation du patron, combien est-il plus nécessaire encore que le consommateur, c'est-à-dire tout le monde, le soit contre le marchand. C'est qu'une révolution s'est accomplie; sous nos yeux, les associations de fabricants et de commerçants tendent à l'élimination progressive et systématique de toute

concurrence entre les vendeurs, au grand dam des consommateurs. Et de ce fait capital résultent des conséquences incalculables; celle-ci d'abord que au lieu de se disputer les acheteurs, en s'ingéniant à les mieux servir, les producteurs et les marchands tendent à se concerter pour mieux réussir à les exploiter; « au lieu de rechercher les bonnes grâces d'une clientèle qui calcule et se défend, le commerce attend l'acheteur prodigue ou pressé qui s'abandonne » (35), et au lieu de chercher à vendre beaucoup, en se contentant d'un petit profit, la plupart visent à réaliser un gros bénéfice sur un petit chiffre d'affaires.

« Faire fortune rapidement avec le moindre effort, sans trop s'offenser de l'indélicatesse des moyens employés, telle est la règle de conduite adoptée sans scrupule par de nombreux trafiquants. » (36).

Pour protéger la grande majorité du pays contre les exactions d'une minorité, il était indispensable qu'intervint le législateur. Nous ne ferons qu'énumérer les mesures prises; nous les retrouverons plus loin.

Plusieurs lois sont intervenues pour mettre un frein à la spéculation déchaînée. Il n'y avait pour y répondre, avant la guerre, que les dispositions des articles 419 et 420 du code pénal, réprimant le délit d'escroquerie; depuis lors, les lois du 20 avril 1916 et 23 octobre 1919 ont créé le délit de spéculation illicite. Elles ont été abrogées par celle du 19 octobre 1922. Mais aujourd'hui, nous vivons sous le régime de la loi du

(35) (36) *Journal des Economistes*, avril 1924, article sur « Le juste prix ».

3 décembre 1926 qui a repris plusieurs de leurs dispositions.

Pour assurer autant que possible la stabilité des prix, la taxation est réapparue. Nous avons vu, au Moyen-Age, la majorité des canonistes la réclamer. L'histoire recommence sans cesse, et dans les périodes de troubles économiques, nous y avons eu recours. Malgré les tendances libérales de la Révolution française, la loi municipale des 19-22 juillet 1791 donne aux maires, dans son article 30, le droit de taxer le pain et la viande. Durant la grande guerre, les mêmes causes produisirent les mêmes effets. On vit se succéder toute une série de lois de tarification; telles celles du 29 décembre 1915 sur le prix du charbon, celle du 20 avril 1916 taxant le prix de nombreuses denrées, celle du 10 février 1918 qui, pour aller plus vite, abandonna à l'autorité administrative, le soin de procéder aux taxations.

A côté de ces restrictions à la liberté contractuelle apportées par le législateur au point de vue du prix, étudions maintenant celles que, dans le but d'assurer un peu de loyauté dans les transactions, qui en ont besoin aujourd'hui plus que jamais, il a imaginé en ce qui concerne les marchandises et les services.

Nous trouvons là toute une législation sur les fraudes qui est extrêmement abondante. Le code pénal avait amorcé cette œuvre: les articles 318 et 423 punissent certaines tromperies et falsifications manifestement dangereuses. Mais depuis 1850, les lois se sont multipliées. Afin de protéger le consommateur, les fauses indications de contenances, la mise en vente de

produits impropres à la consommation ou de produits ne répondant pas à la définition légale, etc., sont poursuivies et prohibées. Nous n'insistons pas sur toutes ces mesures, nous les retrouverons à propos de la protection du consommateur qui sera plus loin l'objet de notre étude.

Ajoutons enfin qu'au point de vue de la loyauté dans les prestations de service le législateur n'est pas intervenu; alors qu'autrefois le règlement corporatif sanctionnait le sabotage, le travail mal fait, aucune mesure analogue n'existe malheureusement aujourd'hui.

SECTION III

Restrictions apportées à la liberté contractuelle en ce qui concerne la cause.

La jurisprudence civile ne s'est pas bornée à intervenir dans les rapports contractuels pour protéger le consentement; elle s'est servie d'une des théories les plus obscures du code civil, la théorie de la cause, pour apporter de nouvelles restrictions à la liberté des contrats dans un but de justice commutative.

Et d'abord « les tribunaux, usant pleinement du pouvoir de contrôle leur appartenant sur la licéité et la moralité du contrat, ont utilisé la notion de cause au delà des prévisions et conception des interprètes, pour démasquer les visées immorales poursuivies par les contractants et censurer leur œuvre par la nullité. » (37).

L'annulation des conventions dont l'objet est immoral ou illicite ne suffit pas à sauvegarder dans tous les cas la justice. Très souvent, le caractère immoral ou illicite d'une obligation n'apparaît pas lorsqu'on la considère à l'état isolé; mais si on la rapproche de l'obligation que l'autre contractant a pris en contre-partie, on découvre l'immoralité. Ainsi, je promets une somme d'argent à une personne pour obtenir qu'elle s'abstienne de commettre un délit ou pour la décider à exécuter une obligation dont elle est tenue; les choses promises de part et d'autre n'ont rien d'immoral. Mais ce qui est immoral c'est le fait de se faire payer pour exécuter ce que l'on doit exécuter; dès lors, la cause du paiement est illicite. De tels engagements doivent être annulés pour respecter la morale; ils ne peuvent l'être que si l'on fait du but poursuivi par les parties en violation de cette morale un motif de nullité. C'est ce qu'a toujours fait la jurisprudence, en se basant sur les articles 1131 et 1133 du code civil.

En résumé « la doctrine de la cause illicite ou immorale est la doctrine des mobiles. Elle affirme que tout acte juridique, quel que soit l'objet, licite en soi,

(37) PLANIOL ET RIPERT: *id. op.*, T. VI, p. 25.

des obligations qu'il engendre est vicié et dénué d'efficacité, si les engagements qui en résultent sont destinés à procurer ou à faciliter un acte illicite ou immoral. » (38).

De très nombreux arrêts ont annulé des conventions, dont l'objet était licite, parce que le but poursuivi par l'une des parties ne l'était pas. Ainsi est nul le prêt fait à une femme mariée pour fuir avec un amant (Req. 17 avril 1923 D. 1923-1-172), celui fait en vue de l'acquisition d'une maison de tolérance (Req. 1^{er} avril 1895, D. 96-1-329), celui fait en vue du jeu (Crim. 22 janvier 1927, G. P. 1927-1-316, et 18 avril 1929, G. P. 1929-2-49).

De même et surtout la théorie de la cause illicite a été employée en matière de cession d'office ministériel, lorsque le prix fixé et approuvé par la Chancellerie a été ultérieurement augmenté par une contre-lettre secrète; dans ce cas, le cessionnaire a une action en répétition de la somme payée en plus du prix fixé par l'autorité et a droit aux intérêts depuis le paiement, et non depuis la demande. Il y a là une véritable peine fondée sur une idée de fraude à la loi.

Mais il y a plus et la notion de cause a permis à la jurisprudence de restreindre la liberté contractuelle dans un but de justice par la théorie très nouvelle et extrêmement curieuse de la « réductibilité des obligations excessives ».

Lorsque l'obligé est un mineur, le code civil (art. 484) avait déjà déclaré l'obligation réductible en cas

(38) PLANIOL ET RIPERT, T. VI, p. 382.

d'excès et l'excès était laissé à l'appréciation du juge. Mais en ce qui concerne le majeur rien n'était prévu au Code; et c'est précisément sur la réductibilité des obligations contractées par des personnes capables que porte la nouvelle théorie jurisprudentielle.

Lorsque, dans un contrat synallagmatique, l'une des parties s'engage à faire une prestation, sans que l'autre accepte aucune obligation, l'engagement de la première est nul; le contrat tombe pour absence de cause. Mais supposons que chacune des parties s'oblige, et que simplement il n'y ait aucune équitable proportion entre les prestations de l'une et de l'autre, comment la jurisprudence va-t-elle s'y prendre pour rétablir l'équivalence? Elle ne peut pas prétexter l'absence de cause, et d'ailleurs la nullité complète du contrat n'agréerait pas aux parties qui préféreraient la seule réduction de l'obligation excessive.

Les tribunaux ont alors imaginé d'utiliser l'idée de cause, non pas « à l'état pur », mais cachée sous des idées plus particulières, dont la principale est celle de la gratuité du mandat (art. 1986). Partant de là, une jurisprudence vraiment prétorienne s'est d'abord permis de limiter le salaire du mandataire, lorsqu'il lui a paru exagéré, et, qui plus est, pour étendre son droit de regard, elle a fait entrer dans la catégorie des mandats des actes juridiques qui, d'après les principes du droit, n'en faisaient pas partie.

Voici le raisonnement fait, nous allons le résumer très rapidement: le mandat est gratuit par nature; si l'on convient d'un salaire pour le mandataire et si ce salaire est hors de proportion avec le service rendu, les

tribunaux pourront le réduire, d'abord parce que le mandant a pu agir sous de coup d'une véritable contrainte morale et ensuite parce qu' « il y a rémunération sans cause pour toute la partie du salaire excessif qui dépasse la valeur du service rendu. A raison du principe de gratuité, en effet... l'obligation que contracte le mandant a pour cause unique le travail qu'accomplira le mandataire et le profit que ce travail procurera au mandant. » (39).

Cette théorie élaborée, la jurisprudence a élargi la notion de mandat. Le mandat qui, d'après le code civil, consiste dans l'engagement pris par une personne d'accomplir des actes juridiques pour le compte d'une autre personne, comprend désormais tous les contrats dans lesquels une des parties consent, moyennant salaire, à exécuter des actes matériels au profit de l'autre, pourvu seulement qu'il n'y ait pas entre elles deux un lien de subordination marqué. Les tribunaux considèrent ainsi comme des mandats le fait de visiter un malade, celui de défendre en justice un plaideur, même celui de diriger la construction d'un immeuble; celui pour un officier ministériel d'accomplir un acte normal de sa fonction, celui pour un agent d'affaires d'exécuter les opérations habituelles de sa profession, telles que liquidation de successions, généalogies, affaires litigieuses ou non, recouvrement de créance, gérances d'immeubles, etc... Cette manière de comprendre le mandat a permis de réduire bon nombre de factures commerciales exagérées, en particulier celles de couturiers, de fourreurs, de modistes, etc...

(39) DEMONTÈS: *id. op.*, p. 14.

Le champ d'application de cette théorie nouvelle est immense et, grâce à elle, la jurisprudence a pu, en s'arrogant le droit de réduire l'obligation jugée excessive, faire disparaître la lésion d'un nombre considérable de contrats entre majeurs. Ce qui est le plus étonnant, c'est que le législateur paraît tout disposé à encourager ces tendances prétoriennes et il suit en cela l'exemple de l'étranger qui va beaucoup plus loin que nous en ce qui concerne les pouvoirs donnés au juge (en particulier art. 138, Code allemand). « C'est la consécration officielle d'une nouvelle conception du rôle du juge, écrit M. GOUNOT: le juge cesse d'être le simple témoin de conflits sociaux pour en devenir l'arbitre; il n'est plus, comme le voulait la doctrine d'autonomie, le représentant de la volonté des individus, il est l'organe de la justice et de l'équité, le représentant du droit, *custos iusti...* » (40).

Nous en avons terminé avec cette revue des limites apportées par les intéressés, le législateur et la jurisprudence aux principes révolutionnaires de la liberté absolue et de la volonté individuelle toute puissante.

En définitive, la liberté demeure bien la règle et conserve une importance considérable, mais le nombre des restrictions croît sans cesse, parce que l'individu, dans nos sociétés modernes, est de plus en plus dépendant du milieu dans lequel il vit et doit, de ce fait, pour que la vie des sociétés soit possible, se plier à des règles de plus en plus nombreuses chargées d'assurer dans les rapports des hommes entre eux un minimum de justice distributive ou commutative.

(40) GOUNOT: *id. op.*, p. 439-440.

Ainsi en revient-on, sous la pression des faits, pour réagir contre les abus d'une liberté trop absolue, à prendre sans plan d'ensemble dans notre monde volontairement déchristianisé, des mesures tout à fait analogues à celles que les économistes du Moyen-Age, tout imprégnés d'idées religieuses, prenaient pour faire respecter dans la pratique de chaque jour les préceptes mêmes de l'Evangile.

« Ainsi, écrit encore M. GOUNOT, tendent à se réintégrer dans les lois, dans les doctrines, dans les faits, les vieilles notions de juste prix, de juste salaire, de juste répartition des profits sociaux, qu'on disait à jamais condamnés. Par là même, les rapports du droit et de l'économie se renversent. Sous l'influence de l'école libérale, on avait réduit au minimum l'action régulatrice du droit; l'ordre juridique s'inclinait devant l'ordre économique. Le législateur et le juge devaient assister impassibles et indifférents au choc des intérêts supposés harmoniques; il suffisait, assurait-on, que ce choc ne rencontrât aucun obstacle pour qu'il en résultât le plus grand bonheur pour chacun et pour tous. Or, voici que les points de vue changent. On se remet à penser, comme jadis, à l'époque médiévale, que l'activité économique doit se subordonner à un ordre supérieur, que le plus grand gain n'est pas toujours le plus grand bien, que le maximum de richesses n'en est pas l'optimum. On ne croit plus que la justice naisse toujours spontanément de la libre rencontre des forces économiques; c'est parfois au droit à introduire d'autorité, parmi ces forces brutales, les principes d'ordre que requièrent les fins les plus élevées de la

coopération sociale. En d'autres termes, au lieu de se mettre à la remorque de l'économie, le droit veut désormais la dominer, la diriger, la moraliser; et au lieu d'enregistrer passivement les contrats, expression juridique du choc économique des intérêts, il veut les soumettre aux normes objectives du juste. » (41).

(41) GOUNOT: *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé*, p. 445.

DEUXIÈME PARTIE

La Protection du Consommateur.

Pour protéger le contractant contre l'usure sous toutes ses formes, le législateur, les groupements intéressés, la jurisprudence ont apporté des restrictions nombreuses aux principes révolutionnaires de liberté. Parmi elles, certaines intéressent plus spécialement l'une des physionomies que peut prendre le contractant, la plus fréquente: celle de consommateur.

Ce sont elles que nous allons étudier en détail, en cherchant à réunir dans ce chapitre toutes les mesures qui ont été prises, tous les remèdes qui ont été proposés en vue de protéger le consommateur contre l'injustice commutative qui, pour lui, se résume en deux choses: des prix excessifs, des marchandises déloyales.

Nous montrerons d'abord dans un rapide historique comment les économistes, tout en ayant toujours considéré la consommation comme l'une des branches de l'économie politique, se sont jusqu'à une époque très

rapprochée complètement désintéressés du consommateur; celui-ci vient seulement de sortir de l'ombre pour se placer du premier coup sur le devant de la scène économique.

Nous étudierons ensuite les mesures de protection prises en les rangeant sous trois rubriques:

1° Protection du consommateur par l'Etat et les collectivités administratives;

2° Protection par le moyen de nouveaux organismes économiques autonomes;

3° Protection grâce à des mesures législatives ou réglementaires.

CHAPITRE I

La découverte du consommateur.

Dans l'Antiquité, les civilisations chinoise, égyptienne, grecque, romaine, orientale ont été des civilisations extrêmement brillantes et raffinées du type qualitatif. On n'était pas fasciné alors par le désir de produire des objets en quantité, mais par celui de faire avant tout de belles choses. Les anciens connaissaient quelques-unes des grandes lois physiques et mathématiques sur lesquelles reposent nos inventions modernes, et certains vont jusqu'à prétendre qu'ils auraient fort bien pu construire des machines aussi puissantes et productives que les nôtres, et que c'est le seul souci de préserver la qualité qui les en a empêchés. Sans aller jusque là, nous pouvons affirmer que le travail bien fait était la règle dans les civilisations antiques.

« La pensée médiévale, héritière des idées aristotéliennes, en continue les traditions antichrématisti-

ques. » (42). Le seul but de toutes les activités n'est pas au Moyen-Age de gagner de l'argent par tous les moyens, mêmes illicites, comme cela est le cas aujourd'hui. C'est au contraire l'époque où les ouvriers chrétiens élèvent à la gloire de Dieu nos cathédrales gothiques dans un magnifique élan de foi et sans demander de salaire. « Cette époque représente un qualitatifisme à peu près intégral et l'Inquisition n'aurait certes pas « manqué » l'homme qui eût osé apporter une machine à ses contemporains. La règle était que l'homme doit gagner son pain à la sueur de son front et qu'il faut du travail pour tous. Les rois de France ont toujours compris que le produit de qualité est le seul moyen de prévenir et de supprimer le chômage car il permet de concentrer sur une faible quantité de matières premières une quantité considérable de travail, d'habileté et d'intelligence. » (43).

Cependant, malgré cet amour du travail bien fait, la fraude a réussi, dès cette époque, à se glisser dans les transactions, et nous avons vu les corporations s'organiser avant tout pour lutter contre elle et protéger le consommateur. De même l'autorité seigneuriale ou municipale, puis la royauté ont édicté toutes sortes de règles de police, concernant les petits marchés locaux de l'époque, afin d'assurer à chaque producteur l'écoulement de ses produits et à chaque consommateur la satisfaction de ses besoins.

Puis ce fut la Révolution; tout ce réseau de réglementation disparut et la liberté fut chargée seule d'as-

(42) (43) DUMAZ: *Le produit de qualité*, thèse, p. 8.

surer le règne de la justice dans les rapports contractuels et en particulier dans ceux entre marchand et consommateur.

Elle ne réussit pas mieux sur ce point précis qu'elle ne l'avait fait, nous l'avons vu, sur le terrain du contrat en général et, par la même évolution que celle retracée dans notre premier chapitre, toute une série de règles limitatives sont venues protéger le consommateur.

Cette évolution n'est pas faite pour nous étonner; ce qui est plus extraordinaire c'est que ce retour aux conceptions moyen-âgeuses, ce renouveau du souci de protéger le consommateur soit de date si récente et que les économistes n'aient commencé qu'hier à faire une place dans leur étude à ce personnage, le plus important de tous ceux du monde économique, puisqu'il représente à la fois chacun de nous.

Dès la publication des premiers grands travaux d'économie politique, il faut le reconnaître, la consommation a été considérée comme l'une des parties essentielles de la science nouvelle; J. B. SAY lui a consacré une place importante dans son traité d'économie politique, et depuis lors les économistes ont fait de même. Cependant, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les économistes, qu'ils fussent libéraux et orthodoxes, comme Malthus, Ricardo, Stuart-Mill, ou qu'ils fussent socialistes à la façon de Proudhon, d'Owen, ou à celle de Karl Marx et de Lasalle ne se sont intéressés qu'au producteur. Une seule exception à cette époque: Fourier.

FOURIER est le premier qui ait compris l'importance

du consommateur. Ses écrits sont une critique générale du milieu économique; ils montre les tares qui entretiennent le désordre dans la production, mais il s'attaque surtout au commerce qui achève l'œuvre anarchique de la production. « Le colosse mercantile est le nouveau souverain devant lequel fléchit la société, écrit-il dans la *Théorie de l'Unité universelle*. Les marchands aujourd'hui sont libres, mais le corps social ne l'est pas dans ses relations avec eux; car on est forcé à faire des achats; on ne peut pas se passer de subsistances et vêtements qu'on obtient par achat; on est donc par le fait asservi aux vendeurs dont il faut essayer les fourberies » (44); et ailleurs il les compare à des « pirates coalisés ». Aussi considère-t-il que la liberté commerciale doit subir des restrictions, que l'Etat doit intervenir en faveur de la masse des consommateurs. Il n'est même pas effrayé par l'idée d'un monopole général. Au contraire, il y voit une mesure de protection extrêmement efficace. Mais le remède qu'il préconise avant tout autre, c'est l'organisation de la consommation. L'association tant de la production que de la consommation, c'est-à-dire le Phalanstère, lui paraît être le système qui permettra de remettre de l'ordre dans le monde économique désorganisé, par l'adaptation parfaite de la production à la consommation (il est à ce titre le grand ancêtre du coopératisme).

Ainsi il est remarquable de constater la place importante que tient la consommation dans le système

(44) FOURIER: *Théorie de l'unité universelle*, T. II, p. 203, 204.

fouriériste et le rôle de tout premier ordre qu'il assigne au consommateur à une époque où il semble totalement ignoré.

Après FOURIER, le consommateur va disparaître à nouveau du champ des études économiques. Seule la question sociale va retenir l'attention, à la suite de la brusque publication du « Manifeste du parti communiste » dans lequel KARL MARX expose sa hideuse doctrine de haine sociale. Quelques années s'écoulent et LE PLAY publie sous le titre « Les ouvriers européens » un recueil de monographies de familles ouvrières, remettant ainsi à l'honneur l'étude des faits de consommation (la méthode monographique repose en effet sur l'étude approfondie des différentes dépenses de consommation).

Mais c'est surtout à partir de 1870 que le consommateur va prendre une revanche éclatante. Entre 1871 et 1874 paraissent en Autriche, en France et en Angleterre, les ouvrages de KARL Menger, LÉON WALRAS et Stanley JEVONS. L'école psychologique dont ils sont les premiers représentants va fonder la valeur sur le besoin c'est-à-dire le désir de consommation. « Dès lors, écrit M. LAVERGNE, voici le consommateur hissé sur le pavois et son désir de consommation, son besoin placés au cœur même de la vie économique. » (45).

Tout récemment enfin sont nées les doctrines du solidarisme de LÉON BOURGEOIS et du coopératisme de Charles GIDE qu'il ne faut pas séparer l'une de l'autre. Pour les solidaristes, l'homme naît débiteur de la société; il a donc un certain nombre de devoirs sociaux

(45) B. LAVERGNE: *L'ordre coopératif*, p. 25.

à accomplir, et, en particulier, celui de ne point abuser de la liberté, condition première de la vie et du progrès humain; les monopoles et les trusts ne sont donc que des instruments d'oppression du plus grand nombre. La société ne peut rester indifférente en face d'eux, le « laissez-faire » des économistes libéraux est immoral, car ce n'est que la justification des excès de la force; il faut donc intervenir, apporter un remède aux abus de la liberté; ce remède sera l'association et en particulier la coopération.

Application pratique du solidarisme, le coopératisme de l'école de NIMES voit aussi dans la coopération le remède aux maux économiques. Mais parmi toutes les formes qu'elle peut revêtir, ses préférences vont à la coopérative de consommation; quoi de plus juste en effet? « La consommation, écrit M. GIDE, n'est pas un état pathologique, accidentel, intermittent, elle est l'acte normal et continu de la vie. » (46). « Le fait de la consommation est d'abord le plus universel de tous les faits économiques, car tout homme est avant tout un consommateur, et surtout un consommateur, sans être implicitement un « producteur ». (47).

La place centrale du consommateur dans l'économie moderne est donc bien mise en lumière. L'idéal de la nouvelle école c'est « le règne du consommateur ». Pour cela, une véritable révolution est nécessaire: l'ordre social organisé en vue de la production, en vue du profit doit disparaître. Bien loin que ce soit le pro-

(46) Ch. GIDE : *Essai d'une philosophie de la solidarité*, p. 222.

(47) STRAT : *Le rôle du consommateur dans l'économie moderne*, p. 115.

ducteur qui fasse la loi au consommateur, la production devra se plier aux besoins de la consommation; elle sera mise à son service et cela ne sera réalisable que grâce à la coopération.

Ainsi, depuis les premiers ouvrages d'économie politique on parle de consommation, mais ce n'est que tout récemment, FOURIER mis à part, que les économistes tels que MM. LÉON WALRAS, LÉON BOURGEOIS et surtout Ch. GIDE, ont mis en lumière le rôle primordial dans le monde économique du consommateur, de ce personnage que certains disent passif et faible, et qui dirige en fait la production. « Toute l'économie politique, disait en 1921, à la *Semaine Sociale* de Toulouse, M. Maurice DESLANDRES, toute l'économie politique a pour base la valeur, qui a sa mesure dans la correspondance d'une chose avec les besoins et les possibilités de paiement de l'acheteur. Toute la fin de la production est dans la consommation qui est, selon le mot de CAUWÈS, l'alpha et l'oméga de la production: l'alpha comme inspiration, puisque c'est elle qui suscite la production, l'oméga puisque c'est elle qui l'absorbe. »

Une fois l'importance de ce personnage mise en lumière, on s'est aperçu de tous les abus dont il était victime dans notre régime de liberté déchaînée et une infinité de règles nouvelles, d'organismes nouveaux sont venus à son secours. Notons d'ailleurs que cerremèdes, dus à l'initiative des intéressés eux-mêmes, sont antérieurs aux écrits des économistes. Mais, en règle générale, toutes ces mesures de protection sont de date très récente et ce sont elles que nous allons examiner maintenant.

CHAPITRE II

Protection du consommateur par l'Etat ou des collectivités administratives.

Tous les organismes créés par les collectivités administratives et l'Etat pour protéger le consommateur ont eu pour but essentiel de lutter contre les prix excessifs. Il est bien évident cependant que ceux qui, pendant la guerre, ont eu pour objectif l'approvisionnement du public, s'ils ont été avant tout préoccupés d'assurer des prix raisonnables, ont cherché également à procurer des marchandises loyales et de bonne qualité. Mais en règle générale c'est l'idée de lutter contre la vie chère qui a présidé à la formation des Conseils de consommateur, des Commissions d'études relatives au coût de la vie, des magasins communaux, des consortium et des baraques Vilgrain.

Les Conseils de Consommateurs ont été créés, dans chaque département, par un décret du 16 octobre 1920. Ils étaient ainsi composés :

« Article premier. —

Le Préfet, président;

2 membres désignés par le Conseil Général;

1 membre désigné par le Conseil municipal du chef-lieu de département;

1 membre de la Chambre de commerce du chef-lieu de département;

2 représentants des associations coopératives de consommation;

8 représentants des consommateurs choisis notamment parmi les membres des associations de consommateurs, de familles nombreuses, d'anciens combattants, etc... »

Ces Conseils de consommateurs étaient chargés d'étudier « les clauses de renchérissement des denrées », de proposer « toutes mesures susceptibles d'enrayer la hausse, d'améliorer les conditions de l'alimentation nationale », de signaler « les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter dans ce but aux règlements des foires et marchés », de saisir « les autorités compétentes des abus et actes délictueux ». Le décret prévoyait même la création à Paris d'un Conseil supérieur des consommateurs, consulté sur toutes les questions intéressant l'alimentation nationale, notamment sur les vœux et conclusions des Conseils départementaux.

Ce décret a sans doute été abrogé par des décrets postérieurs, mais le fait qu'on ait songé à créer de semblables organismes témoigne de l'évolution qui s'est produite et de l'importance que l'on reconnaît aujourd'hui au consommateur.

Alors que ces Conseils de consommateurs veillaient à la fois sur la qualité et sur le prix des produits d'alimentation, des décrets de 1919, 1920, 1921, 1922 venaient organiser la protection du public, mais seulement contre les prix exagérés. Ils comptaient y arriver en faisant l'éducation de ce public, en portant à sa connaissance les statistiques des prix payés dans les différentes régions, en fixant les prix normaux des marchandises courantes, en publiant les cours des mêmes denrées à la production et la consommation. En possession de tous ces éléments, le consommateur devait pouvoir se faire une idée de ce que le vendeur avait le droit de lui demander comme prix et résister à des prétentions excessives.

Par le décret du 19 février 1920, le gouvernement instituait une « Commission centrale d'études relatives au coût de la vie », ayant pour but « de suivre au jour le jour le mouvement des cours, d'éclairer l'opinion sur ce mouvement, de lui fournir périodiquement des indications objectives ». Le même décret prévoyait l'organisation de commissions régionales, afin que le consommateur puisse être renseigné sur les prix des différentes régions qui varient suivant des proportions assez considérables. Le ministre motivait son projet en disant que l'une des grandes causes d'exploitation du consommateur par le marchand réside « dans l'ignorance où chacun se trouve de la valeur réelle des choses et dans l'exploitation de cette ignorance par des intermédiaires trop nombreux, habitués à des bénéfices trop faciles. »

Un autre décret du 31 juillet 1919, abrogé peu après

par celui du 10 mars 1921, décidait que, dans chaque département, le service de la fixation des prix normaux des denrées et boissons alimentaires d'un usage courant serait confié à une commission composée de la façon suivante :

« Article premier. —

1° Le directeur des Services agricoles, président ;

2° 4 représentants du commerce ;

3° 2 représentants de l'agriculture ;

4° 2 ouvriers ;

5° 1 conseiller municipal de la commune chef-lieu du département, et un maire d'une commune rurale ;

6° 2 représentants des sociétés coopératives de consommation... »

Ainsi, toutes les catégories économiques, producteurs, commerçants, ouvriers, consommateurs étaient représentés dans ces commissions chargées de fixer les prix normaux de vente au public.

Le décret prévoyait dans le détail la façon dont la commission s'y prendrait pour accomplir son travail :

« Article 5. — ... elle tient compte de la rémunération du capital engagé, des salaires, du coût des matières premières ou du produit d'après sa rareté plus ou moins grande, des frais de transport et des charges de toutes natures, incombant à l'agriculteur, à l'industriel et au commerçant, auxquelles elle ajoute, comme bénéfice normal, une majoration du prix de revient, variable suivant les denrées, mais ne dépassant pas 15%. Dans le cas où les usages locaux ou des conventions ont mis en pratique des bénéfices inférieurs, les commissions devront s'y conformer. La commission

peut établir des prix différents pour une même marchandise à raison de la variation des éléments du prix de revient, suivant les localités... » Une fois ce prix normal fixé, la plus large publicité lui était donnée et le décret comptait par là non seulement faire l'éducation du consommateur, mais encore contraindre moralement le commerçant à vendre au prix ainsi fixé. C'est ce qui ressort des dispositions de l'article 7 qui décide que les affiches relatant les prix normaux seront adressés à tous les maires et que ceux-ci les mettront à la disposition « de tous les commerçants et autres intéressés qui, en apposant d'une façon très apparente lesdites affiches dans leurs magasins ou locaux de vente, indiqueront ainsi aux consommateurs qu'ils vendent les denrées faisant l'objet de leur commerce, aux prix normaux officiels affichés. »

A côté de ces organismes spéciaux chargés de donner des renseignements sur le coût de la vie dans les différentes régions ou chargés de fixer le prix normal des denrées alimentaires d'usage courant, l'Etat a eu l'idée de se servir de certains fonctionnaires existants, pour obtenir d'eux la statistique rapide des prix pratiqués dans les diverses régions de la France à la production et à la consommation. Ces renseignements sont en effet très utiles d'abord au consommateur qui, informé des écarts entre coût de production et prix de vente, peut se défendre contre les prétentions excessives des marchands, et ensuite à l'autorité publique qui est ainsi mieux à même de découvrir les abus de la spéculation illicite et de les réprimer.

Cette nouveauté fut le fait du décret du 30 janvier

1922. Tous les dix jours, la constatation des cours des marchandises, dont l'énumération est fixée par le décret, est faite dans les principaux marchés et foires du département. Ces renseignements recueillis sont envoyés au préfet le lendemain de leur constatation et le préfet « établit tous les dix jours...la moyenne des prix qui, pour chaque produit et pour chaque qualité, ont été pratiqués au cours de la décade envisagée sur les divers marchés du département... » La constatation et l'établissement de la moyenne des prix à la consommation se fait selon un processus absolument identique.

« Article 6: — Les constatations ainsi faites tous les dix jours par le préfet sont adressées dans les quarante-huit heures qui suivent l'expiration de la décade envisagée au ministère de l'Agriculture...

« Les renseignements ainsi obtenus sont périodiquement publiés pour servir de base à la constatation des écarts entre les prix à la production et les prix à la consommation... »

On voit dans cette réglementation le désir du législateur de mettre des renseignements vraiment précis, grâce à la fréquence des constatations et à la promptitude de leur publication, entre les mains du consommateur, afin qu'il soit à même de se défendre contre les intermédiaires trop âpres au gain.

Avec la guerre, ce mouvement de protection du consommateur devait s'intensifier: c'est qu'en effet la capacité productrice du pays diminuait alors dans des proportions inquiétantes, tandis que la consommation improductive augmentait d'une manière fantastique.

Le problème fondamental dont dépendait l'issue même de la lutte c'était celui de la consommation et du consommateur. C'est alors que, sous la direction de l'Etat et des communes, fut créée toute une série d'organismes nouveaux, chargés d'assurer aux meilleurs conditions le ravitaillement de la population. Nés pour faire face aux difficultés d'une situation exceptionnelle, ils disparurent lorsque cette situation prit fin. Si nous trouvons encore quelques magasins communaux, nous ne trouvons plus aujourd'hui ni consortium, ni baraque Vilgrain.

L'action communale avait pris naissance antérieurement à 1914, mais la guerre a donné une grande impulsion à ce mouvement. On a vu naître des magasins communaux de denrées alimentaires « non seulement dans des pays à large autonomie communale et avec une large expérience du socialisme d'Etat comme l'Allemagne, mais dans les pays totalement réfractaires, comme la France. » (48).

L'école libérale s'est toujours attaquée violemment à ce genre de mesures, dans lesquelles elle voit comme une étape vers la socialisation; nous n'avons pas à prendre parti sur ce point; si nous jugeons ces organismes au point de vue de la protection du consommateur, seul point de vue qui nous intéresse ici, il est bien évident qu'ils ont rendu de grands services. Ils ont permis à la population de se procurer à des prix abordables les marchandises de première nécessité. Pour ce faire, certaines municipalités ont organisé, comme cela

(48) STRAT : *Le rôle du consommateur dans l'économie moderne*, p. 168.

a été le cas à Montpellier, la vente directe au consommateur; d'autres ont régularisé les cours en jetant sur le marché, dans les périodes de hausse, une part du stock qu'elles avaient constitué dans ce but; d'autres encore (telle la Ville de Lyon) se sont adjointes un conseil d'achats composé des représentants des coopératives, des syndicats ouvriers, des consommateurs, et ont acheté en gros, donc en réalisant une économie, les produits nécessaires après indication, par chacun des membres du conseil, de la quantité retenue par le groupement dont il était le représentant. Comme la ville d'autre part gardait pour elle et se chargeait de vendre au public à un prix normal une partie des marchandises achetées, les commerçants n'ont pas osé vendre à des prix sensiblement différents et le coût de la vie s'est maintenu à un niveau raisonnable.

A côté de ces initiatives communales, l'Etat lui-même intervint. La défense du consommateur s'imposant à lui comme une nécessité de l'heure il se chargea en grande partie du ravitaillement national. Toute une série de mesures: prohibition de toute importation libre (décret des 11 mai 1916, 22 mars 1917, arrêté du 8 septembre 1917), contingentements, réquisition de la flotte marchande (loi du 15 février 1918), etc..., avait mis le commerçant français dans l'impossibilité d'acheter, d'importer ou d'exporter sans autorisation. L'Etat était ainsi logiquement amené à créer des consortiums. C'est ce qui fut fait. Le consortium est une sorte d'entente entre tous les membres d'une même catégorie professionnelle sous la direction des pouvoirs publics; un contrat est passé entre les uns

et les autres, par lequel l'Etat s'engage à fournir aux industriels ou aux commerçants les produits dont ils ont besoin et impose en échange les prix de vente aux consommateurs ; c'est ce dernier caractère qui nous intéresse et qui témoigne du souci de protéger le public contre des prix exagérés.

Ces consortiums ont bien souvent manqué leur but, il faut le reconnaître. Bien souvent, lorsqu'on apprenait qu'un consortium allait se créer, concernant tel ou tel produit, des spéculateurs accaparaient immédiatement la marchandise en question et lorsque, les formalités terminées, le consortium était mis sur pied, il trouvait en face de lui un seul vendeur bien décidé à lui tenir la dragée haute, et par les exigences duquel l'Etat était bien obligé de passer. Quoi qu'il en soit, s'il y a eu des mécomptes, ces organismes ont cependant été utiles au consommateur dans une certaine mesure et de toute façon l'idée de protection de l'acheteur contre des prix excessifs, qui avait présidé à leur formation, était excellente et intéressait notre étude. Et d'ailleurs, dans les conditions exceptionnellement difficiles dans lesquelles ils se sont créés, qu'aurait-on pu mettre à leur place ? quelle autre politique aurait pu être suivie ?

Pour les consommateurs de Paris et de sa banlieue, et toujours dans le but de mettre à leur disposition les denrées de première nécessité au plus juste prix, l'Etat organisa ce que l'on a appelé « les Baraques Vilgrain ». Le ministre du Ravitaillement importa des quantités considérables de produits, effectua le transport sur ses navires, dirigea les marchandises par

trains complets jusqu'aux centres derniers de la consommation. Ainsi, par la suppression de tous intermédiaires, le prix de revient était extrêmement bas. La vente se fit (à un prix supérieur au prix de revient, pour ne pas écraser le commerce libre) dans un certain nombre de baraquements et de magasins contrôlés, et même l'Etat céda une grande partie de ses approvisionnements aux commerçants à des prix tels que ceux-ci pouvaient encore les revendre au même taux que les établissements municipaux. L'avantage retiré de cette institution par les consommateurs est incontestable. La vie chère subsista quand même, mais les prix baissèrent dans une proportion appréciable.

Depuis quelques années enfin, une idée nouvelle chemine, dont il faut faire mention, et d'après laquelle les consommateurs doivent être associés à la constitution et à la direction de certains services ou de certaines entreprises d'intérêt public. Cette idée a déjà reçu plusieurs applications. (Nous empruntons les quelques exemples que nous citons à M. DESLANDRES, qui fit un cours sur la question à la *Semaine Sociale* de Strasbourg.) C'est ainsi que la loi du 27 mai 1921 a réservé, dans la société chargée des travaux d'aménagement et de l'exploitation des richesses hydrauliques du Rhône, une place considérable aux consommateurs, tant pour la formation du capital que pour la gestion de l'entreprise. — Autre exemple : Depuis la réorganisation de nos chemins de fer en 1921-22, le Conseil supérieur des chemins de fer, dont relèvent toutes les questions d'intérêt commun à tous les réseaux, est composé de 60 membres, dont 18 sont des

représentants des grands réseaux, 12 des représentants du personnel de ces réseaux, et 30 des « représentants des intérêts généraux de la nation »; or, parmi ces derniers, nous trouvons 23 consommateurs, 23 usagers.

Cette idée nouvelle de faire participer l'usager à la direction des entreprises d'intérêt public est très intéressante; elle est d'ailleurs logique; en effet, puisque le consommateur c'est tout le monde, si réellement l'idéal de toute société est d'assurer le « bien commun » de ses membres, la méthode toute indiquée est de faire participer le consommateur à la direction des organismes chargés des fonctions qui intéressent le plus la collectivité.

Avant d'en terminer avec cette étude, nous devons ajouter qu'un certain nombre de mesures protectrices nouvelles sont suggérées actuellement aux Etats-Unis, pour répondre au Plan Roosevelt, qui se préoccupe assez peu du consommateur. Nous sommes obligés d'en parler brièvement, étant donné l'intérêt que provoque dans le monde entier l'audacieuse expérience du président américain, et aussi à raison du bénéfice que l'on peut retirer de la connaissance de ces idées nouvelles.

Le président Roosevelt inaugure actuellement un système d'économie dirigée pour lutter contre la crise qui sévit de l'autre côté de l'Atlantique comme en Europe. Soutenu par la confiance de son peuple, qui aime voir à sa tête des dirigeants entreprenants, et qui préfère à l'inaction le mouvement à tout prix, dût-il aboutir à un échec, le président Roosevelt, après s'être fait donner au début de 1933 les pleins pouvoirs,

a adopté, dans l'espoir de rendre à l'industrie son ancienne prospérité, le programme suivant : élévation des salaires afin d'augmenter le pouvoir d'achat de la masse; et, pour que cette élévation n'ait pas comme conséquence immédiate la hausse des prix de vente et par contre-coup une diminution de la demande, fixation des prix, afin de les empêcher de croître, et large distribution de crédit aux industries étroitement réglementées, afin de leur permettre « de travailler temporairement à perte, de passer l'instant critique et d'amorcer la reprise ». (49).

Dans ce programme d'économie dirigée, l'Etat va intervenir sans cesse pour obliger les banques à ouvrir des crédits, pour imposer aux industriels l'observation des « codes » de réglementation des salaires, des prix de vente, etc...

Mais si le programme Roosevelt vise avant tout à réaliser la reprise des affaires, il prévoit seulement, en fait de mesures protectrices du consommateur, la création d'un certain nombre de « conseils de consommateurs », fonctionnant sous le nouveau « National Emergency Council » et sous la direction du « Consumers Council ».

Tout récemment, dans la *Revue Economique Internationale*, M. Paul-H. DOUGLAS, le directeur du « Bureau of Economic Education », proposait, pour sauvegarder les intérêts des consommateurs, que, parmi les autorités chargées de l'élaboration des codes et de la surveillance de leur application, il y ait des représen-

(49) Louis BAUDIN: *Le crédit*, p. 208.

tants des acheteurs et il préconisait les mesures suivantes : « que le plus de codes possible... exigent le classement des produits suivant certains standards définis et que les produits soient ensuite étiquetés à leurs grades respectifs; que le « *Bureau of Standards* » et le « *Bureau of Home Economies* » rendent accessibles au grand public les informations qu'ils possèdent au sujet des produits variés et qu'ils fournissent le même genre de services que le « *Consumers Research* » rend à ses membres (50)... enfin, ajoute-t-il, je crois qu'il devrait y avoir un département du consommateur... Ce département représenterait ce groupe de la même façon que le département du commerce représente maintenant le commerce et l'industrie, que le département du travail représente les intérêts des groupes d'employés, et le département de l'agriculture l'exploitation agricole... » (51).

Ces idées nouvelles de standards de qualité, de prix contrôlés par l'Etat et de ministère des consommateurs sont intéressantes. Les deux premières nous ramènent à un système plus sévère encore que celui qui existait à l'époque des corporations, et il serait à craindre qu'elles ne tuent l'initiative individuelle, qui est le propre du génie français.

Quant à croire que la création d'un nouveau ministère suffirait à faire disparaître les abus dont souffre le consommateur, ce serait avoir une confiance bien

(50) *Revue Econ. Intern.*, avril 1934 : « Le rôle du consommateur dans le programme Roosevelt », par Paul H. DOUGLAS, p. 129, 130.

(51) *Id.*, p. 132.

naïve dans la puissance, la compétence et l'impartialité du gouvernement.

Par contre, une représentation nationale des intérêts économiques serait une excellente chose, et les consommateurs trouveraient tout naturellement leur place dans le Conseil Economique ainsi créé, à côté des industriels, des commerçants, des ouvriers et des agriculteurs. Mais encore conviendrait-il de ne pas donner à cet organisme nouveau le pouvoir législatif, sans quoi les luttes stériles, les divergences incessantes entre intérêts opposés empêcheraient tout travail utile. Un pouvoir réglementaire vis-à-vis des organismes dont il émanerait, le pouvoir d'être leur porte-parole, seraient amplement suffisants.

CHAPITRE III

Protection du consommateur par le moyen de nouveaux organismes économiques autonomes.

Les initiatives des collectivités publiques en faveur du consommateur n'ont été, nous l'avons vu, que temporaires et assez limitées : elles n'ont visé en somme qu'à faire l'éducation du public en ce qui concerne les prix, et, pendant la guerre, à assurer un ravitaillement régulier.

Mais les intéressés eux-mêmes se sont réveillés. Ils ont d'abord créé entre eux des groupements de toutes sortes afin de lutter contre les abus d'une liberté déchaînée, et ces groupements de consommateurs ont fait d'ailleurs de l'excellent travail. Puis ils ont mené campagne pour faire appuyer par l'Etat tous les organismes, toutes les mesures susceptibles d'encourager la production de qualité et la loyauté dans le commerce.

Nous allons étudier toutes ces nouveautés en trois sections :

1. Les groupements de consommateurs.
2. Nouvelle orientation de la production vers la recherche de la qualité.
3. Nouveaux procédés commerciaux protecteurs de la loyauté.

SECTION I

Les groupements de consommateurs.

Dans notre monde instable d'après guerre, un fait nouveau s'est produit qui a secoué l'apathie de l'acheteur, lui a fait prendre conscience de lui-même et l'a poussé à s'organiser pour se défendre : Des associations de marchands et de fabricants se sont créées, qui tendent à l'élimination progressive et systématique de toute concurrence entre les vendeurs.

Avec la période d'affaires faciles d'après-guerre les consciences se sont éteintes; abandonnant les traditions de probité de ses pères et l'antique fierté de l'ouvrage bien fait, le marchand est devenu avant tout soucieux de gagner de l'argent et d'en gagner toujours davantage, quels que soient les moyens employés. Au lieu de se contenter, après 15 ou 20 ans de travail, d'une aisance modeste et tranquille, il a voulu édifier en quelques années une fortune. La fièvre de dépenses et de jouissances qui a suivi immédiatement la grande guerre a favorisé ses desseins. Mais cette période immorale de gains faciles ne pouvait pas durer, et, pour lutter contre le ralentissement des affaires qui s'est bientôt produit, les marchands, loin de s'ingénier à réduire leurs frais de production pour diminuer leur prix de vente, ont cherché à s'unir, de façon à abolir entre eux la concurrence et à jouir de la liberté d'imposer des prix élevés aux acheteurs désarmés et impuissants.

C'est alors que, lassé d'être toujours traité en « tailleur à merci », le consommateur s'est dressé, et a cherché, dans une impulsion nouvelle donnée aux formules anciennes de ligues de consommateurs et de coopératives de consommation, à s'armer pour la lutte contre les prétentions excessives des marchands.

Les ligues sociales d'acheteurs avaient été fondées en France au début du siècle par M^{me} Jean BRUNHES, pour faire (leur nom l'indique suffisamment) l'éducation sociale du consommateur. Celui-ci devait s'abstenir d'acheter les marchandises dont il avait besoin chez les fabricants qui n'assuraient pas à leurs ou-

vriers un minimum de salaire, de confort, d'hygiène, de repos, etc... C'était là une des principales obligations des adhérents. Elle découlait logiquement de l'objectif poursuivi par la ligue : la défense du plus faible, c'est-à-dire, à cette époque, de l'ouvrier trop souvent exploité. Mais les transformations du milieu économique après la guerre les ont amenées à s'intéresser également au « grand oublié » dont parle quelque part Ch. GIDE, au consommateur, devenu le plus faible en face du marchand trop exigeant... C'est en effet le consommateur qu'il faut défendre aujourd'hui contre les accaparements, contre les sabotages, les majorations de prix, etc... En vue de cette nouvelle activité, des modifications ont été faites dans l'organisation des ligues sociales de Paris et de plusieurs autres villes de France.

Désormais quatre commissions se partagent la tâche :

1° une commission de travail, qui poursuit le but primitif de la ligue : la défense du travailleur;

2° une commission d'information et d'éducation chargée de donner tous renseignements utiles pour diriger et éclairer les achats;

3° une commission de défense, qui doit provoquer, seconder, coordonner toutes mesures susceptibles de diminuer le coût de la vie. Celle-ci représente la nouvelle tendance, elle vise le nouvel objectif;

enfin 4° une commission d'extension chargée de propager les principes moraux qui doivent présider aux relations du monde économique.

Cependant, reconnaissons avec M. DESLANDRES, le

président de ce mouvement, que « la Ligue Sociale d'Acheteurs, dont l'organisation a été toujours, il faut le dire, très chétive et très précaire, qui n'a jamais été la grande mobilisation des acheteurs répondant à la voix de la conscience, au mot d'ordre du devoir qu'il aurait fallu, demeura en sommeil ou en léthargie »(52). Il y a eu de très beaux résultats obtenus grâce à elle en faveur du monde du travail, mais, pour la protection du consommateur, rien de bien marquant n'a été fait, parce que le mouvement n'a jamais pris une assez grande extension.

Une autre ligue fut créée peu de temps après la fondation de la Ligue Sociale d'Acheteurs, ce fut la Ligue des Consommateurs. Mais la guerre l'a privée de son chef et elle paraît définitivement morte depuis lors. La révolte du consommateur après la guerre s'est produite trop tard pour lui redonner l'impulsion nécessaire. Par le moyen d'affiches, de tracts, de conférences, de campagnes de presse, de démarches auprès des pouvoirs publics, elle a cherché, pendant sa trop courte vie, à réaliser le but qu'elle s'était assigné : « L'union et la défense des intérêts généraux des consommateurs français sous toutes leurs formes. »

Il existe d'ailleurs, aujourd'hui encore, quelques ligues analogues, mais elles ne sont pas très actives.

Si ces premières formules n'ont pas connu le succès qu'elles méritaient, la formule de la coopération a pris au contraire une extension considérable.

(52) Conférence de M. DESLANDRES: Sem. soc. de Toulouse, 1921, p. 246: « L'action des consommateurs organisés contre les abus économiques ».

Partie de la petite boutique des « Equitables Pionniers de Rochdale », l'idée a porté des fruits merveilleux : des coopératives de consommation se sont créées dans de nombreux pays, puis des coopératives de production et des coopératives de crédit. Les grands apôtres du mouvement croient trouver là le moyen de remettre l'économie au service du consommateur, ce qui n'aurait jamais dû cesser d'être, et de réformer par conséquent de fond en comble notre régime économique tel qu'il existe actuellement, exclusivement orienté vers la recherche du profit et la protection du producteur. L'école de Nîmes, d'ailleurs, n'y voit pas seulement l'instrument d'une révolution économique, mais aussi le seul moyen de réformer les mœurs commerciales et de ramener un peu de moralité dans les échanges. Mais laissons un instant la parole à M. Ch. GIDE, qui, dans une conférence faite il y a quelque trente ans, mettait en lumière d'une façon humoristique les avantages de la coopérative de consommation :

« Ce n'est point, par exemple, un médiocre avantage, disait-il, dans un temps où les journaux nous apprennent que trois cents habitants d'Hyères viennent d'être empoisonnés pour avoir bu du vin « de propriétaire » et un nombre à peu près égal d'habitants de Nîmes pour avoir mangé du pâté, que de pouvoir se procurer des denrées loyales, de bonne qualité, et qu'on puisse voir figurer sur sa table sans un juste sentiment de méfiance. Quand on a le privilège de vivre à une époque où, grâce aux progrès de la science, on a résolu le problème de fabriquer des aliments avec des denrées qui ne sont rien moins

qu'alimentaires, où l'on a réussi déjà à produire du café sans café, du chocolat sans cacao, du vin sans raisin, du beurre sans lait, et du lait, ô miracle ! sans vache ni chèvre ; quand on rencontre des industriels qui vous montrent, avec un sentiment de fierté bien légitime d'ailleurs, une appétissante confiture de groseilles faite avec de la gelée de varechs, sucrée avec de la saccharine, qui est un produit extrait de la houille, et parfumée avec de l'essence de groseille qui, elle-même, n'a jamais eu rien de commun avec la groseille, on ne peut s'empêcher de penser que les associations coopératives de consommation sont venues véritablement à leur heure, au moment psychologique. Elles nous apparaissent comme des instruments de salut public pour tous les consommateurs, mais plus particulièrement pour les classes ouvrières, qui sont moins en mesure de se défendre contre ces falsifications éhontées... qu'il faut reprocher du reste bien moins aux marchands qui s'en rendent coupables, qu'à cette déplorable organisation commerciale, à cette concurrence acharnée dont ils sont les premières victimes et qui leur fait en quelque sorte une nécessité de tromper pour vivre.

« Mais le développement de la coopérative de consommation tend justement à réformer ces mœurs commerciales, en modifiant radicalement cette organisation elle-même. » (53).

La coopérative de consommation est en effet créée pour prendre en main la défense des intérêts du con-

(53) Charles GIDE : *Conférences de propagande*, p. 46, 47.

sommateur. Isolé, celui-ci ne peut rien contre les marchands organisés et puissants. La coopérative lui fournit le moule dans lequel il pourra entrer, le groupement dont il pourra faire partie afin d'assurer son approvisionnement en produits de qualité, au prix juste et sans tromperie sur la quantité.

Afin de nous rendre compte exactement de ses avantages, parcourons rapidement les grandes lignes de la formule nouvelle.

Le consommateur se fait ici son propre fournisseur : marchand de détail, marchand de gros, et, dans une phase avancée de coopération, son propre fabricant, son propre producteur. Le chemin qui va du producteur au consommateur se raccourcit donc de plus en plus et les chances de fraude chez les différents intermédiaires disparaissent en même temps.

De plus, comme la coopérative ne cherche pas le profit, comme les bénéfices ne l'intéressent pas, puisqu'elle n'en garde rien et que ceux réalisés sont retournés en fin d'année aux coopérateurs au prorata de leurs achats, elle peut se permettre de rechercher avant tout la qualité; elle n'a pas besoin de la falsification pour vivre. Elle n'a pas davantage besoin d'utiliser les petits subterfuges couramment employés par le commerce pour ne pas livrer exactement la quantité demandée et payée : mouillage des aliments, poids réel légèrement inférieur à celui marqué lorsqu'il s'agit de vente de denrées en paquets, etc...

Ainsi le coopérateur est assuré de trouver des marchandises de qualité, vendues sans tricherie sur la quantité, dans ce magasin d'un genre nouveau qui a

pour but la défense du consommateur par la loyauté dans les échanges et non plus son oppression par la recherche du profit.

Mais ce n'est pas tout. Ces marchandises, il est également assuré de les trouver au plus juste prix.

« Pour les économistes, il n'y a pas de juste ni d'injuste prix, écrit Ch. GIDE; le prix des choses est déterminé par la loi de l'offre et de la demande, et, haut ou bas, il est ce qu'il doit être. Mais la conscience nous dit, elle, qu'il y a un juste prix des choses : c'est celui qui rémunère suffisamment le travail consacré à les produire, c'est celui qui permet au travailleur de vivre de son travail. Or l'organisation économique actuelle n'assure guère ce juste prix...

« Eh bien, les sociétés coopératives feront ce que les consommateurs d'aujourd'hui ne savent pas ou ne peuvent pas faire. Elles ne rechercheront pas, comme les grands magasins d'aujourd'hui, uniquement le bon marché. Elles n'accepteront et ne vendront que des articles dont la valeur suffira à rémunérer l'ouvrier qui les a confectionnés. Cela leur sera bien plus aisé encore le jour où elles auront pris assez de développement pour produire elles-mêmes... la plupart des articles qu'elles mettent en vente. Elles seraient inexcusables de ne pas se rendre compte de la quantité de travail employé à la production de ces articles et du juste prix auquel on peut les mettre en vente. » (54).

Ce juste prix pratiqué par la coopérative correspondra au prix de revient augmenté d'une quantité égale aux frais généraux, loyer, contributions, salaires,

(54) Ch. GIDE: *La Coopération*, p. 201.

amortissement, rémunération du capital... Ainsi la coopérative va devenir « l'organe naturel de régularisation des prix » (55). Vendant à un prix qui devrait être celui de tout commerçant honnête, elle oblige le commerce privé, concurrencé par elle, à vendre à son propre prix. Elle travaille donc dans l'intérêt, non seulement de ses membres, mais de tous les consommateurs, des adversaires comme des indifférents; elle sert l'intérêt général.

Protectrice du consommateur, la coopérative l'est encore de bien d'autres façons :

D'abord, par son principe de ne vendre qu'au comptant; alors que le commerce fait aux pauvres gens crédit aux heures difficiles et les habitue ainsi à l'imprévoyance et à l'endettement, la coopérative, elle, s'interdit la vente à tempérament : chacun ne pourra acheter que suivant ses disponibilités, il n'y aura donc pas ainsi de risques de dépenses exagérées.

Nous avons vu qu'elle vend au juste prix; l'expression n'est pas parfaitement exacte, car, si certaines coopératives vendent directement à ce prix, la plupart pratiquent les prix du commerce local; mais, et c'est là que les consommateurs y retrouvent leur compte, le trop perçu est ristourné en fin d'année à chacun des coopérateurs, au prorata de ses achats, et ainsi se constitue une épargne automatique : l'acheteur a mis de côté de l'argent sans même s'en apercevoir.

Autre différence avec le système capitaliste qu'il est nécessaire de souligner : la répartition des béné-

(55) Ernest POISSON: *La République coopérative*, 2^e éd., B. Grasset, Paris, 1920, p. 40, — cité par STRAT, p. 145.

fices se fait entre les acheteurs d'après le montant de leurs achats, et non pas entre les actionnaires d'après le nombre de leurs actions.

Mais le mouvement coopératif vise plus haut que la simple protection du consommateur, il vise à faire l'éducation de ce consommateur, à apporter dans le domaine des échanges quelques préoccupations d'ordre moral, et c'est pourquoi il est recommandé aux sociétés de ne pas distribuer en ristourne tous les bénéfices acquis, ce qui serait transformer le coopérateur en simple chasseur de bonis. Une partie des bénéfices sera au contraire affectée à des œuvres sociales d'éducation, d'instruction, de prévoyance ou de propagande.

Il faut ajouter que, pour les vrais animateurs du mouvement, la coopérative de consommation n'est que le premier stade d'une nouvelle organisation du monde économique basée sur la prépondérance du consommateur; après la suppression des intermédiaires, ils espèrent arriver à supprimer les producteurs eux-mêmes, et déjà les coopératives se sont lancées dans la production; des magasins de gros se sont créés. Les consommateurs ont même organisé des coopératives de crédit et sont ainsi devenus leurs propres banquiers.

Il y a cependant, croyons-nous, quelque utopie à voir dans cette organisation coopérative le remède à tous les maux. C'est assurément un moyen extrêmement remarquable de protéger le consommateur contre les prix excessifs et la mauvaise qualité des marchandises, mais prétendre trouver en elle la formule

magique qui permette de reconstruire entièrement l'économie du monde sur des bases nouvelles serait commettre une grave erreur.

C'est que la coopérative a de nombreux ennemis intérieurs et extérieurs. Les ennemis intérieurs ce sont ses propres faiblesses: elle ne peut pas s'adapter à tous les genres de commerce; la ristourne dont elle fait bénéficier ses adhérents est en fait très minime; d'autre part, pour la gestion, si les coopérateurs la conservent, ce sont des tiraillements incessants, c'est l'inexpérience; si elle est confiée à un spécialiste, ce sont des frais et c'est la difficulté de trouver un homme parfaitement intègre et incorruptible.

Les ennemis extérieurs, ce sont principalement les commerçants qui lui font une guerre à mort.

Ajoutons, pour en terminer avec les coopératives, que le gouvernement a constitué en 1918 un conseil supérieur de la coopération, où les coopératives de consommation sont représentées à part égale avec les coopératives de production.

Outre ces ligues et ces coopératives, une arme d'une précision merveilleuse est sans cesse entre les mains du consommateur: c'est la grève. La consommation est, qu'on le veuille ou non, la fin de la production; si elle cesse, la production s'arrête faute de débouchés. L'acheteur, trompé et exploité par le fabricant et par l'intermédiaire, peut donc arrêter net toute production et tout commerce en refusant d'acheter. Mais l'emploi de ce remède violent suppose des consommateurs organisés. Il est en effet impossible sans plan d'ensemble; si une partie seulement des acheteurs est décidée

à se mettre en grève aucun résultat ne sera obtenu; la production ne sera pas arrêtée et ce sont les grévistes qui se laisseront les premiers de la privation inutile qu'ils se seront imposée.

Ainsi, le consommateur a essayé de réagir, de lutter contre les abus dont il est trop souvent victime. Il est certes plus prudent de compter sur soi-même que de compter sur les autres, et il a raison de prendre l'initiative de créer des organismes spécialement chargés de le défendre. Mais les abus dont il souffre, s'il en est en partie responsable, sont principalement le fait du producteur et de l'intermédiaire. Dans ces conditions, l'idée de prendre des mesures préventives destinées à limiter la puissance de ces deux personnages, à les empêcher de nuire, devait logiquement venir à l'esprit. On a préconisé dans ce but certains modes de production particulièrement favorables à la qualité et certaine organisation des intermédiaires laissant moins de place à la falsification et à la cherté. Nous allons en traiter maintenant.

SECTION II

Nouvelle orientation de la production vers la recherche de la qualité.

La production de quantité, la production en série à la manière américaine a fait faillite. Le résultat, c'est

l'encombrement du marché par une quantité d'objets qui attendent en vain un preneur; c'est la mise en faille de bon nombre d'entrepreneurs, possesseurs de stocks importants de produits finis, mais incapables de se procurer l'argent liquide nécessaire à l'achat des matières premières; c'est, qu'on le veuille ou non, l'abaissement de la qualité. Il y a en effet un abîme entre ce que les Américains nomment « produit-standard », et ce que nous, Français, appelons « produit de qualité ».

Quelles sont donc les caractéristiques de ce produit de qualité?

On en donne généralement l'énumération suivante: harmonie dans les proportions, perfection dans l'exécution, diversité dans les types, adaptation au climat et aux traditions.

Or, la perfection dans l'exécution suppose un travail fait à la main, par un ouvrier qui incorpore à l'objet une partie de lui-même, un peu de son âme et de sa personnalité, qui le polit et le polit encore, insouciant du temps qu'il y consacre et de la peine qu'il prend. La machine ne doit jouer dans sa fabrication qu'un rôle effacé: elle ne doit pas se substituer au travail à la main, mais simplement intervenir pour le faciliter, le rendre moins pénible.

La production en série repose sur des principes complètement différents: pour produire beaucoup il faut diviser le travail; chaque ouvrier aura donc à faire une petite partie, toujours la même, dans un ensemble, afin d'acquérir toute la dextérité désirable. Il répétera toute la journée le même geste, comme un

automate, sans avoir à se servir un seul instant de son intelligence. Comment l'objet, qui sortira fini des mains du dernier ouvrier de la chaîne, aurait-il dans ces conditions un semblant d'âme ? Il se contentera de ressembler trait pour trait à des milliers d'autres objets qui ont suivi ou qui suivront la même filière que lui.

Mais ce n'est pas tout; la qualité exige, outre l'incorporation d'une partie de la personnalité de l'ouvrier dans le produit, la diversité; la production en série suppose au contraire un nombre de types extrêmement réduit. Duhamel a fait à ce sujet une comparaison saisissante entre la manière française et la manière américaine de concevoir la production dans une page admirable des « Scènes de la vie future ». Il écrit: « L'Amérique a fait comprendre qu'il était bien préférable, pour obtenir un bon rendement, de ne cultiver que deux variétés de pommes et qu'une seule « variété » de poires, si le mot variété souffre un tel contre-sens.

« Est-ce donc en cela que résident le luxe et le confort? Je suis né dans un pays qui, par son sol, ses êtres et ses œuvres, est divers, bigarré, changeant, ingénieux. Du lait, cette nourriture simple, élémentaire, nous savons faire, nous, Français, plus de cent espèces de fromages. Tous sont bons, sains, forts, substantiels, amusants. Tous ont leur histoire, tous ont leur affinité, leur rôle. A ce seul trait, je reconnais et j'admire le génie de ma patrie, à ce seul trait je comprends qu'elle ait produit tant de grands hommes, en toutes carrières... J'appartiens à un peuple de paysans qui cultivent

avec amour cinquante prunes différentes et qui trouvent à chacune un goût délicieusement incomparable. »

Il est certain que l'acheteur aime beaucoup à se procurer des choses qui paraissent lui avoir été spécialement destinées, avoir été faite selon ses goûts, et qui ont leur originalité propre; il a horreur du produit passe-partout, tiré à des milliers d'exemplaires, et susceptible d'être employé indistinctement dans les cinq parties du monde.

Les éléments caractéristiques du produit de qualité rapidement définis, il nous faut chercher maintenant quelles sont les mesures récentes qui ont été prises en vue d'organiser une production véritablement qualitative.

M. DUMAZ a, dans une thèse très remarquable, étudié avec soin cette question.

Pour lui l'artisan moderne, doté d'un outillage adapté et perfectionné grâce à l'électricité, est seul capable de se livrer réellement à cette production de qualité. Il préconise la protection attentive de l'artisanat là où il existe, l'extension de la formule artisanale partout où elle est susceptible de s'adapter et une série de mesures destinées à étayer cette organisation nouvelle de la production et à la défendre. Il prêche le retour à la terre des ouvriers de l'industrie, autrefois attirés par la concentration croissante; il prévoit une « auto-défense » des artisans par le moyen de la coopérative de production et de vente; il demande que soient prises des mesures douanières et fiscales protectrices de la qualité et destinées à supprimer les pri-

vilèges dont jouit actuellement la production de quantité.

Vouloir faire de l'artisanat la base d'une nouvelle organisation du monde économique serait une utopie. On ne peut pas faire reposer le monde sur une seule formule : les situations dissemblables réclament des solutions différentes; de même que la coopérative de consommation n'était pas, nous l'avons vu, la panacée universelle, de même l'artisanat ne s'adapte pas à toutes les formes de production.

L'artisan, en effet, s'il produit beau, produit cher; le travail des objets de luxe lui convient mieux que celui des objets d'usage courant. Pour une quantité de produits, nous préférons aujourd'hui, avec la manie du changement qui caractérise le monde moderne, un produit standardisé d'un prix modique à un produit de qualité au prix fort.

Cependant il faut reconnaître que l'artisan cherche avant tout à satisfaire le consommateur et à lui fournir une marchandise de qualité et qu'il est mieux placé pour atteindre ce but que n'importe quelle autre catégorie de producteur.

Tout d'abord l'artisan vit au milieu de sa clientèle, il peut connaître exactement ses besoins et y adapter sa production. Le grand industriel, au contraire, produisant en quantités énormes, est obligé, pour écouler ses produits, de se faire une clientèle dans toutes les parties du monde, ou tout au moins dans des régions diverses et éloignées du centre de production. Il ne peut donc pas être renseigné d'une manière suffisante sur les désirs exacts de cette clientèle.

D'ailleurs, même les connaîtrait-il exactement, qu'il lui serait bien difficile d'en tenir compte. En effet, s'il voulait le faire, il lui faudrait alors autant de types différents de marchandises que de clients, ce qui est incompatible avec la production en série.

Le consommateur, outre qu'il est assuré de trouver chez l'artisan voisin un produit de qualité correspondant exactement à ses goûts, a de plus l'avantage incontestable de pouvoir, s'il est mécontent, se plaindre au producteur lui-même, exercer des représailles en allant se fournir chez un concurrent. Au contraire, lorsqu'il a acheté chez un commerçant un produit de série, il se heurte d'abord à la difficulté d'en connaître exactement l'origine : souvent, il ne trouvera qu'un vague « Made in U.S.A. » ou « Made in Germany », dissimulé le plus possible ; il en sera donc réduit à se plaindre à l'intermédiaire qui lui a vendu le produit et ses remontrances, n'atteignant pas le véritable responsable, ne produiront pas d'effet. Il pourra toujours, il est vrai, changer de fournisseur ; mais le concurrent lui présentera le même produit, ou un produit similaire et qui ne vaudra pas davantage. Il ne lui restera plus qu'à se résigner et à s'adapter à la médiocrité.

C'est de la constatation de tous les avantages qui découlent pour le consommateur de la production artisanale, qu'est né le mouvement récent en faveur de la protection des artisans, mouvement qui a entraîné le législateur. Il a fallu les soutenir de toutes les façons contre la grande industrie. La loi du 27 décembre 1923 a organisé le crédit à l'artisanat. L'arti-

cle 10 de celle du 30 juin 1923 les a fait bénéficier de faveurs fiscales: les petits artisans sont exonérés de la taxe sur le chiffre d'affaires et ne sont plus soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais à celui moins élevé sur les salaires. Enfin, la loi du 26 juillet 1925 a créé, sous l'impulsion de l'artisanat alsacien déjà doté de ce genre d'organisation, des « Chambres de Métiers », qui représentent officiellement les artisans pour la défense de leurs intérêts corporatifs et matériels. Elles jouent désormais auprès des pouvoirs publics le rôle que jouent déjà, chacune dans leur sphère, les Chambres de Commerce depuis 1898 et les Chambres d'Agriculture depuis 1919. Ajoutons que, depuis 1932, et cela est symptomatique, le titre de « Conseiller de métier » a été donné à des personnes « susceptibles d'apporter un concours utile et désintéressé à la cause de l'artisanat ». Elles sont chargées d'aider les artisans par des conseils, des avertissements, une propagande faite auprès du grand public, et de renseigner les autorités administratives sur les mesures propres à encourager ou à développer l'artisanat.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que ce mouvement en faveur de l'artisanat a été puissamment aidé par la découverte de l'électricité et l'invention de l'automobile. L'électricité permet à l'artisan d'effectuer avec plus de rapidité, moins de main-d'œuvre et de fatigue, un travail ayant la même valeur artistique et la même qualité que celui que faisaient entièrement à la main les artisans d'autrefois. L'automobile a réveillé les coins les plus perdus de nos campagnes. Touristes et

voyageurs parcourent les hameaux les plus lointains, et leur circulation a rendu indispensables la présence, dans tous les villages, de certains groupes d'artisans : en particulier réparateurs, mécaniciens, etc... Pour attirer les visiteurs, la plupart des petites agglomérations, soucieuses de conserver leur pittoresque, ont favorisé la renaissance des industries locales et ont encouragé les anciens artisans à se réinstaller. Enfin, aux artisans, anciennement ou récemment établis, l'auto permet d'étendre leur clientèle et d'augmenter leur production. Avec l'élargissement de leurs débouchés, la prospérité est revenu.

A côté de ce renouveau de la production artisanale, il faut citer également la place de plus en plus importante prise par les syndicats de producteurs. C'est qu'eux aussi peuvent contribuer à la protection de l'acheteur, s'ils veulent bien se donner la peine de défendre la qualité menacée; en effet, « si l'individu pris isolément peut céder à la tentation mauvaise d'édifier en peu de temps une fortune scandaleuse, sans s'inquiéter de la répercussion de ses actes sur l'ensemble de la société et l'avenir du groupement économique auquel il appartient, une collectivité permanente d'intérêts durables (telle qu'un syndicat comprenant une partie notable des producteurs ou des intermédiaires d'une région déterminée), ne peut tenir des raisonnements de ce genre »(55^{bis}) et doit s'efforcer

(55^{bis}) TOUBEAU: *Législation des fraudes et falsifications sur les produits alimentaires*, p. 2-3.

au contraire de lutter contre la fraude, dont les conséquences sont désastreuses, non seulement pour le consommateur, mais pour le producteur lui-même en raison du discrédit qu'elle jette sur toute une catégorie de production.

A côté des avantages indiscutables qu'elle procure aux producteurs (nous n'avons pas à y insister, nous sortirions des limites de notre sujet), cette organisation professionnelle assure au consommateur une protection à la fois préventive et répressive contre les falsifications de toutes sortes.

Et d'abord, une protection préventive par la possibilité qu'elle donne de se tirer d'affaires, sans avoir, comme cela est trop souvent le cas en régime de liberté illimitée, la quasi-obligation de recourir à la fraude : en effet, l'industriel, victime d'une concurrence acharnée, ne peut assurer l'écoulement de ses produits qu'en vendant meilleur marché que ses concurrents ; pour obtenir ce résultat, il va diminuer ses frais généraux, réduire son personnel, diminuer les salaires, conserver de vieilles méthodes désuètes, un outillage démodé, et trop souvent recourir à la fraude.

Le syndicat peut, au contraire, moraliser l'industrie en fixant pour ses adhérents un prix de vente raisonnable et suffisamment rémunérateur pour permettre de rester honnête. Il peut par ce moyen créer entre ses membres une émulation tendant à l'obtention, non plus du prix le plus bas, mais de la qualité la meilleure. Tous vendant aux mêmes conditions, la clientèle s'adressera de préférence à celui ou à ceux qui fourniront le produit le plus parfait.

Cette organisation professionnelle assure en second lieu au consommateur une protection répressive ; toute une série de lois récentes reconnaissent en effet aux syndicats le droit d'intervenir en justice pour assurer la répression des fraudes qui mettent en danger la réputation de la profession dont ils sont chargés de défendre les intérêts. C'est ainsi en particulier qu'au moment de la crise viticole du début du siècle, la question s'est posée de savoir si les syndicats de viticulteurs pouvaient réellement se porter partie civile en matière de fraudes intéressant leur profession et déterminer ainsi l'engagement de poursuites. La jurisprudence fut divisée. La question fut tranchée par la loi du 29 juin 1907 article 9, qui donne aux syndicats viticoles de producteurs le droit d'intervention. Depuis lors, ce droit a subsisté.

Il y a seulement à cette action syndicale deux inconvénients, dont il faut parler brièvement; d'abord, les syndicats se forment librement, sans garanties spéciales, et, leur patrimoine étant peu important, ils sont sans responsabilité effective; il faut donc prendre des précautions pour empêcher que leur droit d'agir ne devienne une arme contre les non-syndiqués et qu'ils ne se livrent au chantage par le moyen de citations abusives. C'est pourquoi, par exemple, l'article 1^{er}, par. 2, de la loi du 6 mai 1919, exige que le syndicat ait au moins six mois d'existence pour pouvoir agir. Il faut également édicter les mesures nécessaires pour éviter que les divers syndicats d'une même profession, par le simple fait d'actions successives, n'en arrivent à imposer au condamné des frais excessifs.

Ajoutons que certains de ces groupements professionnels, préoccupés avant tout, comme jadis nos corporations, d'assurer, dans l'intérêt du public et de la profession, la loyauté dans la production, ont institué, en collaboration avec l'administration, un service très efficace de recherche et de répression des fraudes ; c'est ce qu'ont fait en particulier les grandes associations viticoles du Midi : la C. G. V. (groupement des syndicats de Béziers, Montpellier, Narbonne, Carcassonne et Perpignan) et la C. G. V. du Sud-Est (dont le siège est à Nîmes).

Fait non moins important à signaler que cette résurrection de l'artisanat et cette action de plus en plus importante des syndicats de producteurs, le système des marques se répand chaque jour davantage et toute une législation nouvelle s'est développée ces dernières années pour le protéger. Il est, en effet, essentiellement favorable à la loyauté dans la production, car la réputation d'une marque est extrêmement coûteuse à établir et ne peut se maintenir que si les clients sont satisfaits; dès lors, le producteur n'a pas intérêt à vendre sous sa marque propre des produits sans valeur et le consommateur a toutes les chances de se procurer, sous le couvert d'une marque, un produit de qualité.

A côté de la marque individuelle que le fabricant peut apposer sur les produits, les syndicats de producteurs et les syndicats régionaux apposent souvent des marques collectives, garantissant la qualité et l'origine. Ces dernières présentent une grande utilité et certaines ont su se faire apprécier en France et à

l'étranger, comme c'est le cas pour la marque d'origine « Unis-France », déjà admise dans plusieurs grands pays au lieu et place du certificat d'origine. Et le jour où l'emploi des marques collectives, contrôlé par les associations jouissant d'une grande autorité, se sera généralisé, le jour où chaque acheteur sera sûr, par la seule inspection d'une marque collective, de faire l'acquisition d'un produit français offrant la double garantie d'une origine assurée et d'une fabrication honnête, un progrès considérable aura été réalisé.

Quant à l'idée de créer une marque nationale, idée qui a déjà inspiré deux projets de loi, l'un de 1927 et l'autre déposé par M. TARDIEU le 28 mai 1931, elle est à repousser. La marque collective suffit à garantir efficacement origine et qualité, la marque nationale n'ajouterait aucune garantie supplémentaire et le contrôle qu'elle nécessiterait de la part de l'Etat serait indésirable et à peu près impraticable.

A côté de la marque, il faut dire un mot du label: c'est, d'après la définition qu'en a donnée Ch. GIDE « l'étiquette syndicale apposée sur les articles fabriqués dans les établissements qui se conforment, pour les salaires et les conditions de travail, aux tarifs syndicaux ». (56). Ce label possède la curieuse propriété de solidariser les intérêts des ouvriers, des fabricants et des consommateurs. Il atteste que l'ouvrier a travaillé dans de saines conditions et a été justement rétribué; il donne au produit un signe distinctif, une sorte de marque qui a bien sa valeur; enfin, il garan-

(56) Ch. GIDE: *Economie sociale*, p. 96.

tit au consommateur un travail soigné, et il lui permet de faire son devoir en encourageant, par l'achat, le producteur honnête et soucieux du sort de ses ouvriers.

Ainsi, nous avons rencontré trois genres de mesures préconisées pour mettre fin aux abus dont souffre le consommateur par le fait du producteur: la protection et le développement partout où elle peut s'adapter de la production artisanale essentiellement qualitative, l'action de plus en plus efficace des syndicats de producteurs dans la lutte contre la fraude et enfin l'emploi des marques individuelles et collectives et des labels.

SECTION III

Nouveaux procédés commerciaux protecteurs de la loyauté.

D'autres abus, nous l'avons déjà dit, et ce ne sont pas les moins criants, sont le fait du commerce et pour y remédier on a proposé toute une nouvelle organisation des intermédiaires.

Aujourd'hui, les vendeurs s'entendent entre eux pour faire la loi à l'acheteur. Nous avons vu que c'était là une innovation lourde de conséquences. Ainsi ligüés, ils peuvent, en effet, opérer des prélèvements excessifs. Le résultat, c'est le pullulement des intermédiaires au même échelon et la succession rapide au même poste de commerçants qui édifient en quelques années une fortune sur le dos du consommateur.

Aujourd'hui, à côté des véritables intermédiaires, et entre eux et le consommateur, se glissent une quantité d'individus (représentants, agents, placiers), qui touchent des commissions, ce qui a pour effet d'élever d'autant les prix. D'autre part, certaines personnes s'improvisent commerçants à la faveur de circonstances qui leur paraissent propices au gain, et sont généralement portées à employer des procédés de spéculation qui discréditent le commerce normal et rendent plus critique la situation du consommateur.

Aujourd'hui enfin, à côté de cette poussière d'intermédiaires parasites, nous trouvons de grands organismes commerciaux, magasins à succursales multiples, grands magasins, magasins à prix uniques, qui semblent à première vue protecteurs du consommateur, mais qui, en réalité, l'exploitent déjà par certains côtés, l'attirent et le poussent à des achats inutiles, en attendant le moment où le monopole exclusif leur permettra une exploitation certaine et intégrale.

En face de cette situation, le consommateur a certainement intérêt à soutenir le petit commerce; mais

il faut reconnaître que si celui-ci ne modifie pas sa manière de faire habituelle, s'il continue à voler le consommateur, en lui imposant des prix trop élevés, il finira par succomber et le champ sera laissé libre aux exactions des grands organismes commerciaux.

Aussi plusieurs réformes sont-elles préconisées et déjà appliquées partiellement.

Une arme excellente dont peut tout d'abord disposer le petit commerçant, c'est l'achat en commun : le groupement des commandes d'un certain nombre d'entre eux et l'achat direct au fabricant, au producteur lui-même, leur permet de supprimer une catégorie au moins d'intermédiaires, le marchand de gros, et d'abaisser leur prix de vente pour les marchandises ainsi obtenues, au grand avantage du consommateur. Il existe de nombreux et importants groupements d'achats en commun : L'un des premiers, qui vit le jour en 1899, fut « la Société auxiliaire de l'Alimentation » ; elle a créé en particulier un entrepôt où sont conservées les marchandises acquises en gros et destinées à être revendues à ses sociétaires. Différentes corporations, celles des pâtisseries, des confiseurs, des charcutiers, ont organisé avec beaucoup de succès l'achat en commun. Mais ce mouvement est freiné par l'esprit d'indépendance, qui est le propre de nombreux commerçants.

A la Semaine sociale de Mulhouse, en 1931, M. GARRIGOU-LAGRANGE préconisait un autre remède très original. Pour lui, la chaîne des intermédiaires n'est pas trop longue ; ce sont les prélèvements opérés à chaque chaînon qui sont excessifs. Il propose donc que

des conventions collectives de prix soient signées par les différents producteurs et intermédiaires entre les mains desquels passe un même produit; par exemple par les agriculteurs, les marchands de grains, les courtiers en grains, les meuniers, les boulangers, etc... Des représentants des consommateurs auraient voix au chapitre lors de l'élaboration de ces conventions, afin que l'entente ne risque pas de « consolider les prélèvements abusifs ». Ainsi, sans suppression d'intermédiaires, les bénéfices réalisés par chacun pourraient être réduits à de plus justes proportions.

Enfin, un dernier moyen de moraliser le commerce met en jeu le système des marques que nous avons déjà rencontré comme protecteur de la production de qualité. C'est le procédé nouveau de vente sous marque. Autrefois le petit commerçant était à peu près entièrement libre de ses actes; il achetait les produits dont il avait besoin aux fournisseurs qui lui plaisaient et aux conditions qu'il voulait bien accepter; il les revendait à un tarif qu'il déterminait lui-même. Aujourd'hui il n'en est plus du tout ainsi; le producteur, propriétaire d'une marque, fait une très large publicité destinée à atteindre le consommateur lui-même; ce dernier, frappé par les réclames qu'il a sans cesse sous les yeux, demande au commerçant chez lequel il s'approvisionne de lui fournir tel ou tel produit dont le nom lui est connu. Le commerçant, pour satisfaire son client, est donc obligé de s'adresser à un producteur déterminé qui va le contraindre, non seulement à payer le produit à un prix établi d'avance, ce qui est normal, mais encore à le revendre à un prix imposé.

Ainsi le bénéfice net que le commerçant peut retirer de la vente d'un objet est fixé une fois pour toutes par le producteur lui-même, et comme celui-ci a tout intérêt, pour augmenter son chiffre d'affaires, à fixer le prix de vente au plus juste prix, il devient impossible à l'intermédiaire de prélever sur la vente un bénéfice excessif. Seule la façon plus ou moins habile dont il saura gérer son magasin, diminuer ses frais généraux, augmenter le nombre de ses ventes, lui permettra de modifier son bénéfice global.

Et ainsi la vente sous marques contribue à assurer une fixité relative des prix et à établir le prix juste.

Ajoutons, pour en finir avec cette étude d'une organisation plus saine du commerce, que tous les intermédiaires ne sont pas à mettre dans le même sac, bien loin de là; et que c'est principalement au commerce honnête qu'incombe la tâche d'éliminer celui qui ne l'est pas. Un membre du gouvernement suggérerait, il y a quelques années, aux commerçants d'introduire dans leurs groupements des conseils de discipline chargés, disait-il, dans une formule particulièrement heureuse, d'exclure de la corporation « tous les mercantis qui sont au commerce ce que sont les politiciens à la politique ». (57).

Ce serait une excellente mesure, mais qui ne sera probablement jamais appliquée, car il est très remarquable de constater que les commerçants les plus hon-

(57) Formule employée par M. COLRAT et rapportée par M. DUTHOIT, à la Semaine sociale de Toulouse, 1921, dans son cours sur « La justice dans les relations économiques ».

nêtes, ceux qui souffrent le plus des agissements déloyaux de leurs confrères, ont le sens de l'honneur trop haut placé pour s'abaisser à demander une sanction contre les brebis galeuses du troupeau.

CHAPITRE IV

Protection du consommateur grâce à des mesures législatives et réglementaires.

Nous avons vu la protection du consommateur assurée par toute une série d'organismes d'Etat (conseils de consommateurs, commissions du coût de la vie, et, pendant la guerre, consortiums, baraques Vilgrain), par des organismes dus à l'initiative des collectivités publiques (magasins communaux), par des ligues et des coopératives fondées par les intéressés eux-mêmes (ligues de consommateurs, coopératives de consommation); nous avons parcouru les grandes lignes d'une nouvelle organisation de la production, orientée avant tout vers la recherche de la qualité, et les différentes mesures prises par les intermédiaires pour remettre en honneur parmi eux les vieilles traditions de loyauté dans la marchandise et de justice dans les prix, qui ont toujours fait la réputation du commerce français.

Laissons de côté maintenant l'étude de tous ces

organismes, de toutes ces méthodes de production et de vente, pour tâcher de mettre un peu d'ordre dans le fatras des mesures législatives et réglementaires extrêmement nombreuses, qui déterminent aujourd'hui le prix auquel chaque produit doit être vendu, les éléments qui doivent entrer dans sa composition et les indications d'origine qu'il doit revêtir. Toute cette législation nouvelle a été inspirée encore par le souci de protéger le consommateur, qui désormais est à peu près certain lorsqu'il achète (du moins le législateur le croit), de payer le juste prix et de se procurer un produit dont la qualité est loyale et dont l'origine est indiquée avec exactitude.

SECTION I

Mesures législatives et réglementaires concernant les prix de vente.

Et tout d'abord, au point de vue du prix de vente des produits, deux sortes de mesures ont été prises : l'une préventive, la taxation ; l'autre répressive, la lutte contre la spéculation illicite.

En période de déséquilibre économique, l'Etat s'est servi parfois de la taxation pour mettre un frein à la hausse vertigineuse des prix. Sans remonter jusqu'à Charlemagne et à Philippe le Bel, qui, paraît-il, en usèrent, la Convention en a donné un exemple fameux avec le « Tableau général du Maximum de la République française », mis en vigueur par décret du 6 Ventôse an II. Les résultats furent d'ailleurs concluants : quelques mois à peine s'étaient écoulés que l'assemblée décrétait la suppression des mesures de taxation : « La loi du maximum, déclarait-elle, anéantissait de jour en jour le commerce et l'agriculture ; plus cette loi était sévère, plus elle devenait impraticable. C'est donc cette loi si désastreuse qui nous a conduits à l'épuisement. Dorénavant les approvisionnements de la République sont confiés à la concurrence et à la liberté, seules bases du commerce et de l'agriculture. » (58). Le XIX^e siècle ne connut pas de mesures de ce genre et c'est la grande guerre qui les remit en honneur. Une première loi du 16 octobre 1915 taxa le blé et autorisa le gouvernement à taxer la farine. Puis la loi plus générale du 20 avril 1916 fixa, pour la durée de la guerre et les trois mois suivant la cessation des hostilités, le prix maximum d'un grand nombre de denrées. Enfin, la loi du 10 février 1918 autorisa le gouvernement à taxer par décret les produits autres que ceux prévus par ces lois, sauf à obtenir des Chambres, dans le mois, la ratification des mesures prises. A partir de ce moment, des décrets fort nombreux se

(58) Citation rapportée par STRAT dans sa thèse sur : *Le rôle du consommateur dans l'économie moderne*, p. 187.

succédèrent. Toute cette réglementation a cessé de s'appliquer depuis bon nombre d'années. Mais depuis lors, et malgré les résultats bien peu efficaces obtenus par la taxation pendant la guerre, des gouvernements récents ont cru trouver dans cette formule le moyen de mettre fin à la crise dont souffre actuellement l'agriculture française et en particulier de résoudre le problème du blé. Ils ont complètement échoué, et le ministère FLANDIN vient de faire annuler par le Parlement les dispositions votées l'an dernier.

Dans l'ensemble, par conséquent, la taxation a abouti à un échec, et cela est logique; en effet, la taxation, écrit Ch. GIDE, « se propose un problème dont les données sont contradictoires. Dans le but de faire baisser les prix, elle tend à la fois à restreindre l'offre et à augmenter la demande », et il ajoute: « Il n'est au pouvoir d'aucun législateur ni d'aucune puissance humaine de fixer les prix, pas plus que de fixer à un certain degré la colonne de mercure du baromètre ou du thermomètre; on peut, il est vrai, l'empêcher de monter par force, mais l'instrument se cassera; même aventure attend le législateur imprudent qui prétend dire à la hausse des prix: « Tu ne monteras pas plus haut ! »

Charger l'Etat de fixer le juste prix des choses est à la fois une erreur et une faute.

Une erreur, en ce que la taxation a pour résultat d'amener les gens à croire que l'autorité publique est à ce point puissante que, par l'organe d'un maire, d'un

(59) Ch. GIDE: *Revue d'éc. pol.*, 1916, p. 168.

préfet ou d'un ministre, elle peut stabiliser les prix et supprimer la vie chère. Dès lors, convaincus que l'Etat peut tout, ils le harcèleront de demandes dès que les affaires ne marcheront pas très bien, ils le pousseront à s'ingérer de plus en plus dans l'économie et le pays ira droit à l'étatisme, première étape vers la voie qui mène au socialisme et au communisme.

C'est une faute parce que l'Etat est incapable d'établir une taxe juste. Pour ce faire, il lui faudrait pouvoir se renseigner sur le coût de production ; or cela est impossible, car les vendeurs ne se feront pas faute d'enfler leur prix de revient, s'ils le connaissent, comme c'est le cas dans l'industrie, ou seront bien obligés de se taire, s'ils l'ignorent, comme il arrive dans l'agriculture. De plus, le coût de production varie avec chaque producteur. Dans ces conditions, lequel prendre pour base ? En admettant même que le choix soit possible, qu'il soit fait et que la taxe soit fixée, les conditions économiques se modifiant continuellement, le prix de revient va varier et la taxe ne sera plus adaptée. Il faudra alors la modifier sans cesse, sans quoi elle ne sera respectée que par intermittence, tant qu'elle reflétera et consacrera le prix du marché.

Incapable de fixer la taxe au prix juste et désireux de ne pas avoir à la modifier sans cesse, que fait l'Etat ? Il l'établit *grosso modo*, et alors, ou bien son chiffre est trop élevé et elle ne sert à rien d'autre qu'à décevoir le consommateur, ou bien il est trop bas et elle est ruineuse pour le producteur.

Il n'est qu'un cas où l'ingérence de l'Etat dans les

prix puisse être légitime, c'est celui où un produit de première nécessité est l'objet d'un monopole de fait. Le pape lui-même l'a déclaré dans l'encyclique « *Quadragesimo Anno* » : « Il y a certaines catégories de biens, a-t-il écrit, pour lesquelles on peut soutenir avec raison qu'ils doivent être réservés à la collectivité, lorsqu'ils en viennent à conférer une puissance économique telle qu'elle ne peut, pour le bien public, être laissée dans les mains de personnes privées. »

Ce cas mis à part, « laissons donc vendeurs et acheteurs débattre les prix. Laissons les producteurs, dont les conditions de production sont si différentes, fixer eux-mêmes, comme l'intérêt et le devoir les y engagent, leur propre prix de revient sur le prix moyen du marché, plutôt que de remettre à l'Etat la tâche surhumaine, la tâche impossible, de fixer, non sans arbitraire ni violence, le prix unique du marché sur les frais toujours variables et souvent inconnaisables des entreprises de chaque région. Laissons les consommateurs, dont les besoins sont si mobiles, les désirs si instables, les ressources si inégales, acheter ce qu'ils veulent, où ils veulent, au prix qu'ils veulent, sous leur propre responsabilité. Qu'ils se défendent en opposant aux unions du commerce, aux syndicats de l'industrie, les ligues d'acheteurs, les conseils de consommateurs. » (60).

Mais si l'intervention du législateur est néfaste et inopérante, lorsqu'il s'agit de fixer, par la taxation, les prix de vente des marchandises, elle est au contraire

(60) Article du *Journal des Economistes*, avril 1934, p. 34.

indispensable lorsqu'il s'agit de réprimer la « spéculation illicite ».

Et d'abord, qu'est-ce au juste que la spéculation illicite ? Elle consiste, de la part de producteurs ou de commerçants isolés ou de groupements de producteurs ou de commerçants, à manœuvrer de façon à provoquer, ou à tenter de provoquer, la hausse ou la baisse artificielle des cours des marchandises et des effets publics ou privés, dans le seul but de profiter des écarts pour faire sur le dos des consommateurs des bénéfices exagérés.

La spéculation illicite a toujours existé et dans le code pénal nous trouvons deux articles qui en traitent : l'article 419 punit de un mois à un an de prison et d'une amende de 500 à 10.000 francs « tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des suroffres faites au prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendent à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce ». Et l'article 420 augmente les peines prévues, si la spéculation a porté sur les denrées de première nécessité.

Mais ces articles du code pénal étaient assez incomplets. Tout d'abord, ils ne punissaient que le délit consommé, la tentative de spéculation leur échappait ;

ensuite, il n'y avait délit que s'il était fait emploi de moyens frauduleux : le spéculateur assez adroit pour ne pas utiliser ces moyens n'était donc pas inquiété, quelle qu'ait été l'immoralité du but poursuivi par lui. Enfin la fraude la plus courante, l'accaparement, n'était punie que si elle était le fait d'une collectivité : l'individu assez puissant pour accaparer seul un produit ne tombait pas sous le coup de la loi.

Le texte était ainsi à la fois trop large et trop étroit; trop large en ce que, pris à la lettre, il semblait condamner toutes les ententes, alors que celles-ci sont parfois utiles et même nécessaires; trop étroit en ce qu'il ne permettait pas de réprimer la spéculation ou même les tentatives d'accaparement émanant d'individus isolés, disposant de ressources financières puissantes.

Aussi toute une série de lois nouvelles sont venues modifier et compléter récemment les articles 419 et 420 du code pénal. Ce sont les lois des 20 avril 1916, 23 octobre 1919 et 3 décembre 1926.

Depuis la première de ces lois, la tentative est punie ainsi que l'accaparement individuel; de plus, autre nouveauté d'importance, le délit existe même s'il n'y a pas emploi de moyens frauduleux, par le seul fait qu'il y a eu hausse provoquée dans un but de spéculation illicite, c'est-à-dire de spéculation non justifiée par les besoins d'approvisionnements ou par de légitimes prévisions industrielles ou commerciales.

La loi de 1916 avait une durée d'application limitée à un délai de trois mois après la cessation des hostilités. La loi du 23 octobre 1919 n'intervint que pour en

prolonger l'existence de trois ans encore. Elle n'apporta que des innovations de détail (aggravation des pénalités et répression de la spéculation illicite sur les loyers).

Toutes ces mesures vinrent à expiration en 1922. Mais les grandes lignes de la législation de 1916 et de 1919 ont été remises en vigueur par la loi du 3 décembre 1926, et c'est sous le régime de cette loi que nous vivons actuellement.

Aujourd'hui, les sanctions s'appliquent aux spéculations isolées comme aux spéculations collectives, à la tentative comme au délit consommé. De plus, grâce à cette nouvelle législation, les ententes, qui sont de plus en plus nombreuses, ne tombent pas toutes sous le coup de la loi, comme c'était le cas sous le régime du code pénal; et c'est une très heureuse innovation, car bon nombre d'entre elles jouent aujourd'hui un rôle extrêmement utile et ne cherchent aucunement à provoquer des écarts de cours dans le seul but d'en faire profiter leurs membres. Désormais, on devra distinguer entre les bonnes et les mauvaises unions et la loi ne frappera que celles qui altéreront les prix « dans le but de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande ».

Et ainsi le bénéfice exagéré constitue le critère de la distinction entre les bonnes et les mauvaises ententes.

Mais il ne faudrait pas croire pour autant que la spéculation illicite consiste dans le simple fait de réaliser des « bénéfices excessifs ». Certaines propositions de lois et certaines décisions de jurisprudence ont

tenté de créer un « délit de bénéfice anormal », mais elles ont suscité les protestations unanimes de tous les commerçants, et cela se comprend aisément : d'abord la réalisation d'un bénéfice n'est pas nécessaire pour qu'il y ait spéculation illicite; le spéculateur peut fort bien s'être trompé dans ses prévisions; d'autre part, il se peut que le marchand, en écoulant au juste cours du moment des stocks normaux honnêtement acquis, réalise un bénéfice énorme, dû à la différence des cours entre le moment où il a constitué ses stocks et celui où il les vend, sans pour autant qu'il y ait eu de sa part accaparement à l'origine ou vente à un prix usuraire.

Cette législation répressive de la spéculation illicite a eu d'excellents résultats; elle a été extrêmement utile et elle l'est encore. Voici d'ailleurs le jugement autorisé que M. DUTHOIT portait sur elle, à la Semaine sociale de Toulouse :

« Il faut enregistrer comme un fait significatif, disait-il, les nouveaux progrès, depuis quelques années, d'une législation anti-usuraire qui déjà avant la guerre avait commencé à surgir dans la plupart des pays, en lutte ouverte avec les excès anarchiques de la liberté contractuelle. Ces lois sur la spéculation illicite par exemple, n'apparaissent-elles pas, si on les étudie dans leur esprit plutôt que dans le détail de leur réglementation, comme un tardif hommage à la sagesse prévoyante des siècles chrétiens, qui n'admettaient point que le lucre ait libre carrière ? On dit que ces lois ne sont pas toujours observées et efficaces. Cela prouve-t-il leur inutilité ? Non, mais simplement

leur insuffisance. Car la loi ne saurait jamais suppléer tout à fait les consciences...

« Il faut qu'à la séparation de l'économique et du moral soit substituée la compénétration de l'économique et du moral. » (61).

Avant d'en terminer avec les mesures législatives concernant le prix des produits, il nous faut ouvrir une brève parenthèse pour parler des lois de finances, des lois fiscales et douanières dont l'objet est parfois, cela semble quelque peu paradoxal, de protéger le consommateur.

En effet, certains impôts nouveaux, certains droits de douane sont créés, non pas dans le but de fournir de nouvelles ressources au Trésor, mais dans celui d'écarter l'acheteur de tel ou tel produit, dont la consommation est jugée anti-hygiénique ou dangereuse. Le produit verra son prix augmenter du montant de l'impôt et le nombre des tractations dont il faisait l'objet diminuera sensiblement.

C'est ainsi que, pour favoriser l'écoulement des vins naturels, on a soumis les vins de raisins secs au régime fiscal de l'alcool et grevé de droits de douane élevés l'importation des raisins secs eux-mêmes.

De même, avant la loi du 16 mars 1915 interdisant (art. 1^{er}) « la fabrication, la vente en gros et au détail, ainsi que la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires », les articles 15, 16 et 17 de la loi de finances du 30 janvier 1907 avaient, dans le but de diminuer la consommation de ces boissons nocives, établi une surtaxe sur les absinthes et similaires.

Cette parenthèse fermée, nous pouvons résumer

(61) DUTHOIT: Semaine sociale de Toulouse, 1921, p. 29.

cette législation destinée à assurer, dans l'intérêt du consommateur, plus de justice et plus de fixité dans les prix, en disant que, en ce qui concerne la taxation, le législateur a abouti à un échec complet, mais que, au contraire, la lutte contre la spéculation illicite a donné d'excellents résultats.

SECTION II

Mesures législatives et réglementaires concernant la pureté des produits.

En cette matière les prescriptions imposées au producteur et à l'intermédiaire abondent. Nous pouvons essayer de les ranger en plusieurs catégories selon les différentes idées auxquelles elles correspondent.

Tout d'abord certaines d'entre elles définissent avec minutie les éléments qui doivent entrer dans la composition de tel ou tel produit vendu sous tel ou tel nom, et les manipulations qu'il est permis de lui faire subir, tout en conservant le droit de le vendre sous ce nom; d'autres déclarent impropres à la consommation certains produits de qualité trop inférieure, et cherchent par ce moyen à les écarter du marché. En un mot, ce

premier groupe de mesures a pour but de donner la définition exacte des caractéristiques que doit revêtir un produit pour pouvoir être vendu sous le nom de vin, de bière, de lait, de fromage, etc., etc...

Les exemples abondent et l'énumération en serait fastidieuse. Nous nous contenterons d'en citer quelques-uns pour fixer les idées :

En apportant aux paragraphes 7, 8 et 9 de l'article 2 du décret du 28 juillet 1908 relatif aux sirops et liqueurs les modifications décidées par les décrets des 24 septembre 1925 et 9 avril 1934, nous obtenons la rédaction suivante :

« Article 2. —

« 7) ... la dénomination « sirop de cassis » est réservée au sirop composé exclusivement de sucre ou de sirop de sucre et de jus de baies de cassis, ce dernier pouvant être additionné pour 100 litres de 5 litres au plus de jus de groseilles et de framboises;

« 8) La dénomination « liqueur de cassis » ou « cassis » est réservée à la liqueur obtenue par addition de sucre ou de glucose au produit de la macération de baies de cassis dans de l'eau-de-vie.

« La teneur alcoolique de cette liqueur doit être de 15° au minimum.

« Est tolérée l'addition aux baies de cassis mises en macération, soit de bourgeons, soit de framboises et de groseilles, pourvu qu'elle ne dépasse pas, pour 100 kilos de baies de cassis, ou 2 kilos de bourgeons, ou 50 kilos de framboises et de groseilles;

« 9) La dénomination « crème de cassis » est réservée aux liqueurs de cassis d'une richesse alcoolique

de 15° au minimum et renfermant au moins 400 gr. de matières sucrées par litre. . . . »

Peut-on rêver réglementation plus minutieuse ? Difficilement, et cependant la législation sur les cidres et poirés vient nous apporter la preuve que cela est possible. L'article 2 du décret du 28 juillet 1908, modifié par celui du 20 août 1930, est en effet ainsi conçu :

« Article 2. — La dénomination de cidre ou de poiré est réservée au cidre ou poiré contenant au moins :

« 4° d'alcool acquis ou en puissance;

« 13 grammes d'extrait sec à 100° (sucre déduit) par litre;

« 1 gr. 3 de matières minérales (cendres) (sel provenant du salage déduit) par litre.

« Tout cidre ou poiré présentant dans sa composition des quantités d'alcool, d'extrait ou de matières minérales inférieures à l'une quelconque des limites fixées ci-dessus, mais contenant cependant au moins :

« 2°5 d'alcool acquis ou en puissance;

« 7 gr. d'extrait sec à 100° (sucre déduit) par litre;

« et 0 gr. 8 de matières minérales (cendres) (sel provenant du salage déduit) par litre,
doit être dénommé « petit cidre » ou « petit poiré ».

Ces deux exemples suffisent à nous montrer avec quelle précision sont définis les éléments qui doivent entrer dans la composition d'un produit vendu sous un nom déterminé.

La même richesse de détails se retrouve à propos des manipulations permises, dans les lois et décrets sur les vins, les vinaigres, les vermouths, les apéritifs, les liqueurs et sirops, les cidres et poirés, les bières, les eaux minérales, les produits de laiterie, etc...

A propos de chaque catégorie de produits, un article de la législation qui en traite donne la liste, variable de longueur suivant les cas, des manipulations autorisées.

C'est ainsi que l'article 14 du décret du 25 mars 1924, qui fixe le statut des produits laitiers et a été retouché sur certains points par la loi du 29 juin 1934, déclare : « Ne constitue pas une manipulation et pratique frauduleuse aux termes de l'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905, l'emploi, dans la préparation de la caséine, de bicarbonate de soude ou de phosphate de soude, à la condition toutefois que la quantité de ces sels employés ne dépasse pas au total 8% de la caséine sèche. »

De même, l'article 6 du décret du 31 janvier 1930, relatif aux vermouths et apéritifs à base de vins, est ainsi conçu : « Ne constitue pas une pratique frauduleuse réprimée par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, l'emploi, dans la préparation des boissons visées ... de sucre ou de glucose, à la condition que l'une des indications « sucré » ou « glucosé » soit inscrite sans abréviation, d'une manière apparente, sur les fûts et récipients contenant les boissons ainsi préparées. »

Quant aux mesures décrétant impropre à la consommation tel ou tel produit, nous en trouvons des exemples nombreux; en particulier, dans la législation sur les vins (nous en parlerons dans notre troisième chapitre), dans le décret du 31 janvier 1930, dont l'article 2 est ainsi conçu :

« Article 2. — Ne peuvent être considérés comme vins de liqueur propres à la consommation : les vins de liqueur atteints d'acescence simple et ayant une

acidité volatile exprimée en acide surfurique supérieure à 2 grammes par litre;

« les vins de liqueur atteints d'autres maladies, avec ou sans acescence, dont l'aspect et le goût sont anormaux... etc. »

Corrélativement à cette première catégorie de mesures, d'autres mesures, répressives celles-là, sont prises et punissent ceux qui couvrent d'un nom déterminé des produits qui légalement n'y ont pas droit, parce qu'ils ne contiennent pas les éléments prescrits, ou parce que d'autres manipulations que celles autorisées leur ont été appliquées.

Dans tous les décrets, dans toutes les lois, la même formule revient comme un *leit-motiv* :

« Il est interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre sous (telle) dénomination, un produit autre que celui obtenu (de telle et telle façon)... ». Suit l'énumération des procédés de fabrication autorisés, des éléments qui doivent entrer dans la composition du produit, des caractéristiques qu'il doit revêtir.

Un troisième groupe de mesures traite des indications dont seront revêtues les marchandises. Certains articles obligent les fabricants et les intermédiaires à apposer sur les produits fabriqués et mis en vente des indications déterminées dont l'objet est d'éclairer le consommateur sur l'identité véritable du produit qu'il achète ; d'autres interdisent l'emploi d'indications tendancieuses qui pourraient induire en erreur l'acheteur trop crédule.

Et d'abord, pour chaque catégorie de produit, la

législation spéciale prévoit certaines mentions obligatoires. Pour n'en donner qu'un exemple, l'article 7 du décret du 28 juillet 1908 sur les bières, déclare :

« Article 7. — Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des bières, il doit être apposé d'une manière apparente sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle la bière est mise en vente.

« Cette inscription n'est pas obligatoire pour les bouteilles ou récipients dans lesquels la bière est emportée séance tenante par l'acheteur ou servie par le vendeur pour être consommée sur place.

« Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviation et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit. »

Certaines mentions sont interdites; et la même formule ou une formule analogue à celle de l'article 27 du décret du 25 mars 1924 (que nous avons défini comme fixant le statut des produits laitiers) se retrouve dans chaque législation spéciale. Voici cet article :

« Article 27. — L'emploi de toute indication ou de tout signe tendant à faire croire faussement que les produits visés au présent décret ont été produits et manipulés sous un contrôle officiel, de même l'emploi de toute indication ou de tout signe susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur le poids, sur le volume, sur la nature ou sur l'origine desdits produits, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'origine attribuée à ces produits doit être considérée comme la cause principale

de la vente, sont interdites en toutes circonstances et sous quelque forme que ce soit, notamment :

- « 1) sur les récipients et emballages,
- « 2) sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tous autres appareils de fermeture,
- « 3) dans les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix-courants, enseignes, affiches, tableaux-réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité... »

Cette réglementation minutieuse pourrait paraître suffisante. Tel n'est cependant pas l'avis du législateur qui a pris de plus une quantité de mesures préventives, destinées à supprimer certaines occasions de fraude, à interdire certains moyens de fraude, ou, si cela est impossible, à mettre le consommateur en garde contre les tromperies dont il pourrait être l'objet.

C'est ainsi que l'article 4 de la loi du 26 juillet 1925 interdit « la pénétration, réception ou présence de tout lait autre que le lait de brebis, de tout produit fromager provenant d'un autre lait que le lait de brebis, dans les fromageries, les laiteries et locaux d'affinage où est préparé, fabriqué et affiné le fromage de Roquefort ».

C'est ainsi encore que, dans la loi du 16 avril 1897, modifiée par celle du 28 février 1931, les dispositions suivantes sont prises :

« Article 3. — Il est interdit à quiconque se livre à la fabrication ou à la préparation du beurre, de fabriquer et de détenir dans ses locaux et dans quelque lieu que ce soit, de la margarine ou de l'oléo-margarine, ni d'en laisser fabriquer et détenir par une autre personne dans les locaux occupés par lui.

« La même interdiction est faite aux entrepositaires, commerçants et débitants de beurre. » Ainsi une occasion de fraude est supprimée.

Par d'autres dispositions le législateur écarte certains moyens de fraude : l'article 3 du décret du 31 janvier 1930 interdit notamment la vente ou la détention sans motifs légitimes de produits propres à effectuer des manipulations interdites, « et notamment des substances destinées :

à améliorer et bouqueter les moûts et les vins de liqueur en vue de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles, leur espèce...;

à guérir les moûts ou les vins de liqueur de leurs maladies en dissimulant leur altération;

à fabriquer des vins de liqueur artificiels;

à masquer une falsification du vin de liqueur en faussant les résultats de l'analyse... »

Prévoyant encore que ces mesures ne suffiront pas à écarter tout risque de fraude, le législateur oblige parfois ceux qui exercent une profession dans laquelle les tentations sont plus nombreuses à faire une déclaration afin que l'administration puisse les surveiller. C'est le cas par exemple des fabricants de margarine (art. 4 et 6 de la loi du 16 avril 1897) qui peuvent facilement être tentés d'écouler, sous le nom de beurre, après certaines manipulations évidemment, une partie de leur production.

Craignant même que cela ne soit pas suffisant et que l'acheteur naïf se laisse tromper, l'article 5 de la même loi oblige à mettre, sur les locaux dans lesquels on fabrique ou on vend de la margarine, une enseigne

portant « en caractères apparents d'au moins 30 cm. de hauteur, les mots « fabrique, dépôt ou débit de margarine » ... »

Que penser de cette réglementation si détaillée et si minutieuse ? On peut lui faire et on lui a fait deux graves reproches : d'abord elle croit possible d'imposer des compositions fixes aux produits et en particulier aux produits naturels; elle veut définir l'indéfinissable. En réalité, elle livre le producteur et le vendeur au bon plaisir des fantaisies administratives et aboutit souvent à des absurdités. Ensuite, elle ne peut jamais être complète, et le législateur est sans cesse obligé de reprendre son œuvre; c'est qu'en effet les fraudeurs sont ingénieux; à peine une loi est-elle votée punissant certaines catégories de falsifications que d'autres procédés sont découverts et mis en pratique et le législateur doit intervenir de nouveau.

La vérité est que, dans ces matières, c'est aux particuliers à se défendre eux-mêmes et à signaler les fraudes et les fraudeurs dont ils sont victimes. La multiplication et la soi-disant précision des textes n'aura pas pour effet d'augmenter le zèle des inspecteurs de police chargés de veiller à la loyauté des transactions. Elle ne servira qu'à faire perdre complètement l'habitude d'agir par eux-mêmes aux consommateurs convaincus que l'administration veille sur eux et qu'ils peuvent s'endormir dans une douce quiétude.

SECTION III

Mesures législatives et réglementaires concernant l'origine des produits

Le législateur s'est préoccupé, nous l'avons vu, d'assurer à l'acheteur des prix justes, et autant que possible fixes; il a voulu le protéger contre les falsifications de produits et a pris dans ce but une infinité de mesures dont nous venons d'étudier les grandes lignes; il nous reste à examiner brièvement ce qu'il a fait pour empêcher les tromperies sur l'origine des marchandises.

Il a d'abord pris indirectement la défense du consommateur par le vote des lois du 6 mai 1919 et 22 juillet 1927, sur les appellations d'origine. — Article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919 : « Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action... » pour se défendre. Ainsi le producteur, qui bénéficie de la possibilité d'apposer sur ses marchandises un nom de lieu renommé pour la qualité de ses produits, pourra agir en justice contre ceux qui tenteraient de se servir de cette appel-

lation pour couvrir une marchandise qui n'y a pas droit; le consommateur y trouvera indirectement son compte, car il sera sûr (du moins le législateur le croit) de n'être pas trompé sur la qualité et sur l'origine lorsqu'il achètera un produit recouvert d'une appellation.

Nous retrouverons plus loin ces lois de 1919 et de 1927. Nous n'y insistons pas.

Le législateur est intervenu également pour protéger directement l'acheteur contre les fausses indications d'origine. Dans ce but, à deux ans de distance, deux lois sont intervenues et il est curieux de constater les progrès que la réglementation a faits en si peu de temps.

La première, celle du 26 mars 1930, n'est qu'une loi répressive : elle n'intervient qu'une fois la tromperie consommée, pour donner à toute personne intéressée le droit de poursuivre le fraudeur.

Voilà ce qu'en disait, lors de la discussion à la Chambre des députés, le rapporteur M. Julien DURAND : « La proposition de loi... a pour objet de combler les lacunes de notre législation, en interdisant toute pratique de nature à faire croire que des produits, s'ils sont étrangers, ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française, et, dans tous les cas, qu'ils ont une origine différente de leur véritable origine française ou étrangère...

« La proposition ne se limite pas d'ailleurs à ce genre de concurrence déloyale par fausse indication de provenance. Elle tend à donner une énumération aussi complète que possible des manœuvres auxquel-

les la fertilité de l'esprit des fraudeurs peut recourir, en particulier des manœuvres, même verbales, tendant à faire attribuer à un produit une origine inexacte. » (62).

Mais ces mesures de répression ont été bientôt jugées insuffisantes; en effet, si le consommateur trompé peut poursuivre et faire condamner le fraudeur, il n'en reste pas moins qu'il a été trompé et a subi un préjudice. Aussi, en ce qui concerne les produits importés, une loi du 20 avril 1932 est venue décider (art. 1^{er}) que « des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique... pourront déclarer obligatoire, pour les produits introduits en France qu'ils détermineront, l'apposition de marques indiquant l'origine ». En vertu de ce texte, de très nombreux décrets ont été pris (tels ceux des 8 et 25 mars 1933, 4 août 1933, 26 février 1934, 18 et 28 juin 1934, etc...), et il y a aujourd'hui une quantité d'objets étrangers, qui, pour le plus grand avantage des consommateurs, ne peuvent passer la frontière française que s'ils sont revêtus d'une indication d'origine.

Ajoutons qu'avant ce texte, d'ordre général, quelques rares dispositions prévoyaient déjà cette obligation, mais seulement pour certaines catégories de produits étrangers; elles concernaient notamment les vins (loi du 1^{er} février 1899), les conserves de sardines, de légumes, et les prunes (loi du 11 juillet 1906), les noix et cerneaux (loi du 9 août 1930) et le miel (loi du 26 mars 1931).

(62) Rapport Julien DURAND, 17 janvier 1930. (Documents parlementaires, Chambre, J. O., n° 2745, p. 11.)

*
* *

Il nous reste à porter un jugement d'ensemble sur toutes ces mesures prises par l'Etat, les particuliers et le législateur, en vue de protéger le consommateur. Et voici l'idée qui nous semble jaillir de cette étude : partout où les particuliers se sont organisés pour se défendre, ils ont obtenu des résultats ; lorsque les consommateurs, par exemple, ont secoué leur apathie et pris conscience de leur force, ils ont créé des ligues qui leur ont rendu de grands services et surtout des coopératives qui ont connu et connaissent un succès de plus en plus grand et très mérité ; lorsque l'Etat s'est contenté d'intervenir pour apporter aux initiatives individuelles l'appui de son autorité, pour aider par exemple le développement de l'artisanat, pour donner aux syndicats de producteurs une action en justice afin de défendre, contre les fraudeurs, la réputation de leur production, il a fait de l'excellente besogne ; mais lorsque l'Etat a voulu s'ingérer davantage dans l'économie, qui n'est pas de son ressort, lorsqu'il a pris l'initiative de taxer les prix pour les empêcher de monter, de définir avec minutie la composition des produits afin de faire disparaître la fraude, il a complètement échoué.

Il n'a abouti qu'à réaliser une réglementation tracassière, souvent stupide et toujours incomplète, qu'il doit remettre sans cesse sur le chantier, parce qu'elle ne donne satisfaction à personne.

TROISIÈME PARTIE

Un exemple : Ce qui a été fait pour protéger le consommateur de vin.

Nous avons assisté dans notre première partie à la renaissance de l'idée de justice commutative qui avait dominé autrefois l'économie médiévale ; nous avons vu comment les principes révolutionnaires de liberté des contrats et d'autonomie de la volonté ont été battus en brèche et comment les particuliers, le législateur et la jurisprudence se sont ingéniés à apporter des restrictions de plus en plus nombreuses à la liberté illimitée de contracter, afin de faire disparaître autant que possible les injustices et les abus dont elle était la cause.

Nous en sommes arrivés à cette conclusion que si la liberté est encore aujourd'hui la règle, du moins le plus faible des contractants a presque toujours à sa disposition les moyens de faire annuler le contrat injuste qu'innocemment il a signé, ou de faire réduire les obligations excessives qu'il s'est engagé à remplir.

En possession de ce premier résultat, nous avons étudié avec plus de détails dans notre seconde partie, non plus le contractant en général et les mesures prises pour le protéger contre les injustices, mais l'une seulement des physionomies que peut prendre le contractant, celle de consommateur.

Dans ce but, nous avons parlé des organismes créés par l'Etat, les uns pour permettre au consommateur de faire entendre sa voix, les autres pour lui assurer, pendant la grande guerre, un approvisionnement en produits de qualité et au plus juste prix; nous avons étudié les ligues et les coopératives fondées par les intéressés eux-mêmes, les moyens mis en œuvre pour orienter la production vers la recherche de la qualité, les procédés de vente employés pour supprimer les fraudes dues aux intermédiaires; et enfin les grandes lignes d'une législation nouvelle, extrêmement abondante, fixant le prix de vente des produits, définissant les éléments qui doivent entrer dans la composition de chaque marchandise, protégeant les indications d'origine contre les emplois qui pourraient en être frauduleusement faits.

De toutes ces mesures, seules les lois définissant la composition des produits et réglementant l'emploi des indications d'origine constituent vraiment une innovation. Ces lois sont d'autre part à l'avant-garde des mesures prises et témoignent d'une façon patente de l'évolution considérable qui s'est produite ces dernières années, évolution qui nous ramène aux conceptions de justice du moyen-âge chrétien, à la lutte contre la marchandise déloyale par le moyen d'une régle-

mentation presque aussi rigoureuse et détaillée que celle des anciennes corporations.

En raison de l'intérêt qu'il y a d'étudier à fond un exemple de cette législation toute nouvelle (et aussi, il faut bien le dire, parce que, en tant que bourgeois non soucieux de conserver la réputation de qualité de nos grands vins, cette question m'intéresse spécialement), nous allons consacrer cette dernière partie à l'étude des mesures législatives qui ont été prises en vue de protéger le consommateur contre les vins de mauvaise qualité et les vins falsifiés.

Nous allons voir successivement :

1° Les mesures prises en vue de garantir au consommateur la qualité des vins ;

2° Celles destinées à le protéger contre les fraudes sur la quantité ;

Et enfin 3° ce qui a été fait pour lui assurer l'exactitude de l'indication d'origine apposée sur la bouteille.

CHAPITRE 1^{er}

I. — Mesures prises pour garantir au consommateur la qualité des Vins.

Le moyen-âge avait, avant tout, nous l'avons vu, le souci de la qualité. Deux ordonnances des ducs de Bourgogne sont à ce point de vue particulièrement significatives.

L'une, datée de 1395 et signée par Philippe le Hardi, enjoint aux Bourguignons d'arracher, dans le plus bref délai et sous peine d'amendes considérables, les vignes plantées en gamay, parce que ce plant, prétend-il, ne produit que du mauvais vin.

Une autre ordonnance, rendue par Philippe le Bon en 1441, interdit de planter la vigne dans certaines parties du territoire dijonnais qui, par la nature de leur sol ou leur exposition ne conviennent pas à cette culture.

Et à différentes époques des mesures restrictives analogues furent prises à nouveau par les ducs de Bourgogne, puis par le roi lorsque la province fut rattachée à la couronne.

Avec la Révolution, liberté absolue est laissée aux viticulteurs comme à tous autres citoyens et ce régime durera jusqu'au milieu du XIX^e siècle. La première loi en la matière est une loi du 5 mai 1855 qui étend aux boissons les dispositions de la loi du 27 mai 1851 sur la falsification des denrées alimentaires. Depuis lors, il n'y a pas moins de quinze lois qui soient intervenues et une quantité de décrets ont été pris.

La première loi date du 29 juillet 1884 et elle est seule de son espèce; en effet nous n'en retrouverons plus dont le but soit de pousser par tous les moyens à la production du vin (en particulier, elle favorise le sucrage qui, vingt ans plus tard, sera sévèrement réglementé). C'est que nous sommes alors en pleine crise: le phylloxéra ravage depuis 1880 le vignoble français et la production a diminué dans de telles proportions que le marché du vin ne peut plus répondre aux demandes de la consommation.

Mais peu à peu le vignoble va renaître; les courageux viticulteurs vont replanter leurs vignes avec des plants américains résistant au phylloxéra sur lesquels ils grefferont les bons plants de France; la replantation sera difficile et coûteuse, mais qu'importe puisqu'il s'agit de reconstituer une de nos plus grandes richesses nationales. La vigne va s'étendre de plus en plus: le spectre de la production déficitaire va disparaître; c'est au contraire la surproduction qui va devenir le danger. La période « protectionniste » commence et les lois vont se multiplier.

La première mesure prise par le législateur, et cela était logique, a été de donner une définition du vin. Ce

fut l'objet de la fameuse loi Griffe du 14 août 1889. Mais les décrets du 3 septembre 1907, aujourd'hui abrogé, et du 19 août 1921 sont intervenus pour retoucher la définition incomplète qu'elle avait donnée: Désormais (art. 1^{er} du décret du 19 août 1921) « aucune boisson ne peut être détenue ou transportée en vue de la vente, mise en vente ou vendue sous le nom de vin que si elle provient exclusivement de la fermentation du raisin frais ou du jus de raisin frais ».

Ainsi le vin doit être strictement naturel, aucun produit étranger ne doit entrer dans sa composition. Cette mesure a été prise pour prévenir la fraude et les falsifications et elle est essentiellement protectrice du consommateur.

Mais un vin naturel peut très bien ne pas être bon; en effet en employant des cépages très productifs, des procédés culturaux blâmables (taille longue, abus d'engrais), en cultivant la vigne dans les terrains d'alluvions qui donnent d'énormes rendements, en utilisant certains procédés de vinification, on arrive à obtenir un produit naturel mais de qualité très inférieure et dont la composition est différente de celle d'un vin normal, soit que l'analyse décèle la présence de substances que le produit ne devrait pas normalement contenir, soit qu'elle révèle au contraire l'absence de certains éléments constitutifs. Un tel liquide peut être utilisé pour la vinaigrerie ou la distillerie, mais il ne peut prétendre à l'appellation de « vin ». Ce serait en effet favoriser toutes les tromperies que de permettre la vente comme vin d'un breuvage ne

possédant pas les qualités sur lesquels le consommateur est en droit de compter.

C'est dans ces conditions que le législateur est intervenu pour décider que toute une série de vins de composition anormale seraient désormais impropres à la consommation.

Quels sont ces vins?

Ce sont tout d'abord ceux obtenus par « surpressurage » des marcs et des lies (décret du 19 août 1921 modifié par décret du 1^{er} février 1930, art. 1). En effet, lorsqu'après avoir pressé les marcs et retiré la quantité de vin habituellement obtenue par pressurage suivant les usages locaux, loyaux et constants, on procède à un surpressurage au moyen d'appareils puissants, le liquide qui s'écoule est essentiellement constitué par l'eau de végétation des rafles et des pellicules et sa composition diffère profondément de celle du vin. Il était donc logique de chercher à faire disparaître du marché ces boissons n'ayant de vin que le nom. La mesure prise a été efficace et le résultat a été obtenu. (Ajoutons que la loi du 8 juillet 1933 (art. 4) s'est montrée plus rigoureuse encore et a voulu exercer une surveillance sur le simple pressurage des lies. Désormais tout viticulteur qui veut y procéder doit en faire la déclaration à la recette buraliste des contributions indirectes trois jours à l'avance.)

A cette première catégorie de vins impropres à la consommation, le décret du 19 août 1921, modifié par le décret du 1^{er} février 1930, ajoute les vins malades, et là les précisions sont si minutieuses qu'il est intéressant de citer le texte même de l'article :

« Article 1^{er}. — Ne peuvent être considérés comme vins propres à la consommation :

les vins atteints d'acescence simple, ayant une acidité volatile: 1) supérieure à 1 gr. 80 par litre, exprimée en acide sulfurique, 2) supérieure à 1 gr. 50 seulement, mais présentant nettement à la dégustation les caractères des vins piqués, bien que les éléments constitutifs ne soient pas sensiblement modifiés et que leur aspect soit resté normal;

les vins atteints d'autres maladies, avec ou sans acescence, dont l'aspect et le goût sont anormaux et caractérisés:

soit par une teneur en acide tartrique total, exprimée en bitartrate de potassium inférieure à 50 centigrammes par litre;

soit par la présence de deux au moins des trois caractères suivants:

acidité volatile supérieure à 1 gr. 50 par litre exprimée en acide sulfurique,

teneur en acide tartrique total, exprimée en bitartrate de potassium inférieure à 1 gr. 25 par litre,

teneur en ammoniacque supérieur à 20 milligrammes par litre. »

Une fois le marché débarrassé des vins de surpresurage et des vins malades, un grand progrès était déjà réalisé. Mais d'autres mesures bien plus radicales devaient être prises par les lois du 1^{er} janvier 1930 et du 4 juillet 1931.

Ces lois, il faut le reconnaître, n'ont pas été inspirées par le souci de protéger le consommateur, mais par celui de lutter contre la mévente des vins, due non

pas tant à une production exagérée qu'à une production de qualité de plus en plus mauvaise.

Le commerce des vins est en grande partie responsable de ce déclin de la production qualitative (nous ne parlons pas ici des vins à appellations d'origine, — nous en traiterons spécialement dans notre troisième chapitre, — ils sont soumis à un régime tout à fait particulier). Atteint de la maladie de l'époque, persuadé que le seul moyen d'augmenter ses affaires était de façonner un produit standard, un vin neutre, sans caractères propres, qu'on imposerait à la clientèle en l'attirant par le bon marché, le commerce a abandonné les vieilles habitudes qui avaient fait sa fortune. Pour obtenir ce vin standard, à bon marché, il s'est procuré à bas prix des vins incomplets qui ont apporté, l'un sa couleur, l'autre son degré, etc..., et il a procédé à de savants coupages. Ces mélanges ont donné un produit sans caractère, sans qualité, dont le consommateur s'est bien souvent détourné, et cette nouvelle manière de procéder a permis d'utiliser des vins anormaux, produits dans des conditions exceptionnelles de rendement, et imbuables sans préparation ni coupage; elle a ainsi encouragé les viticulteurs à produire en grande quantité des vins de qualité mauvaise. C'est là une des principales causes de la crise dont souffre actuellement la viticulture et dont les multiples lois qui se succèdent ne parviennent pas à la guérir.

Cependant les lois de 1930 et de 1931 ont imaginé un remède, dont la nouveauté et l'audace ont surpris, mais qui a été efficace. Il a servi à protéger à la fois

le consommateur et le producteur, ce qui a étonné bon nombre de gens qui ne veulent pas comprendre que les intérêts des uns et des autres vont de pair, et qu'en veillant sur la qualité le législateur rend service au consommateur évidemment, mais tout autant au producteur, qui ne verra plus désormais la clientèle se détourner de ses produits.

L'article 2, par. 3 de la loi du 1^{er} janvier 1930, décide que: « en ce qui concerne les vins n'ayant pas droit à une appellation d'origine, un décret du ministre de l'Agriculture pourra... fixer chaque année, pour chaque région, la composition en-dessous de laquelle les vins provenant desdites régions devront être considérés comme impropres à la vente hors du département. » Les mots « impropres à la consommation » contenus dans le projet de loi avaient été remplacés dans le texte définitif par les mots « impropres à la vente hors du département » à la suite d'une intervention véhémente de M. DE MONICAULT. (62^{bis}).

Cette substitution de termes, ajoutée au fait que l'article ne prévoyait qu'une simple possibilité et non pas une obligation, aboutissait à enlever une bonne part de son efficacité à la nouvelle disposition.

Aussi la loi du 4 juillet 1931 (art. 6) intervint-elle pour obliger le gouvernement à prendre chaque année et pour chaque région des décrets fixant la composition minima que devraient présenter les vins récoltés pour ne pas être déclarés impropres à la consommation.

Par application de ces textes, des séries de décrets

(62^{bis}) Déb. Parl. 29 décembre 1929 (J. O., p. 4822).

ont été pris en date des 28 juillet 1930, 28 décembre 1931, 18 novembre 1932 et 15 juillet 1933. Tous sont conçus dans des termes analogues, seuls les chiffres varient. Voici, pris au hasard à titre d'exemple, l'un des six décrets de novembre 1932:

« Article 1^{er}. — Sont considérés comme propres à la consommation les vins de la récolte 1932 d'un titre alcoolique égal ou supérieur à 10%, préparés suivant les usages locaux, loyaux et constants, consacrés ou définis par les règlements d'application de la loi du 1^{er} août 1905 et produits dans les départements suivants: Alger, Oran, Constantine.

« Article 2. — Sont également considérés comme propres à la consommation les vins de la récolte 1932 ci-dessus visés titrant moins de 10%, mais seulement si leur composition répond aux conditions ci-après:

« 1° La quantité d'alcool total en poids par gramme d'extrait sec réduit doit être au moins égale à 2°5 pour les vins rouges et 3° pour les vins blancs;

« 2° L'acidité fixe par degré d'alcool doit être au moins égale à:

0,65 pour les vins titrant 7° d'alcool total.

0,55 — — — — 7°5 — —

0,47 — — — — 8° — —

0,42 — — — — 8°5 — —

0,37 — — — — 9° — —

0,33 — — — — 9°5 — —

« L'extrait réduit est la quantité d'extrait sec à 100° déterminée par la méthode officielle diminué de la quantité de sucre excédant 1 gramme.

« L'acidité fixe est l'acidité fixe évaluée en acide sulfurique,

« Le degré alcoolique total est le degré alcoolique mesuré par distillation, augmenté, le cas échéant, de 1° par 18 gr. de sucre non fermenté par litre de vin.

« Article 3. — Les contrevenants... seront poursuivis...

« Article 4. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux vins vendus sous une appellation d'origine dans les conditions prévues par la loi du 6 mai 1919, aux vins mousseux, aux vins de liqueur, ainsi qu'aux vins destinés à la préparation d'eaux-de-vie ayant droit à une appellation d'origine, et effectivement employée à cet usage.

« Article 5. — Le ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution... »

Ainsi, grâce à toutes ces mesures, le Parlement a formellement consacré le principe que, pour être livré au commerce, puis offert au consommateur, il ne suffit pas qu'un vin soit naturel, c'est-à-dire n'ait fait l'objet d'aucune addition de produits étrangers; certes, cette condition d'intégrité doit être avant tout remplie, mais il faut en outre que le vin ne soit atteint d'aucune maladie et présente, au point de vue de sa composition, certains caractères essentiels, sans lesquels il n'est pas vraiment le produit que l'acheteur attend, qu'il est en droit d'obtenir, lorsqu'il s'adresse aux producteurs d'une région déterminée.

Mais le législateur, bien décidé à faire disparaître du marché ces vins naturels mais anormaux, sous quelque forme qu'ils se présentent (cela afin de désengorger le marché plus peut-être que pour protéger le consommateur), a été obligé de réglementer minutieu-

sement les vins de coupage et de soumettre à certaines formalités les vins importés.

C'était très bien de déclarer impropres à la consommation les vins de qualité inférieure, mais cela ne suffisait pas à les écarter définitivement; ils pouvaient toujours servir à des coupages et à des mélanges, dont le produit pouvait être vendu librement.

Aussi l'article 2 du décret du 19 août 1931 interdit-il le mélange des vins de surpressurage et des vins malades avec d'autres vins. Il est en effet notoire que dans le mélange d'un vin altéré avec un vin normal, c'est toujours le vin altéré qui l'emporte, même si la quantité introduite est infime en proportion de la quantité de vin normal.

Quant aux vins déclarés impropres à la consommation par décrets, comment empêcher qu'ils n'entrent pour partie dans les coupages? Le coupage est une opération normale et parfaitement licite; son but est de permettre, par le mélange judicieux de vins différents, de corriger les défauts des uns par les qualités des autres, et d'arriver ainsi à un heureux équilibre de l'ensemble. Comment interdire au commerce de recourir à cette opération pour la faire servir, en la détournant complètement de son but, à la fabrication d'un vin standard de qualité inférieure, obtenu à l'aide de vins anormaux à bas prix? Cela paraît presque impossible au premier abord; cependant si l'on exige, comme le fait l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} janvier 1930, qu'un vin de coupage titre au moins 9° d'alcool réel et renferme une somme alcool-acide égale ou supérieure à 12,5, la proportion de vins de faible teneur en alcool

et en principes acides qui peuvent entrer dans sa composition est pratiquement nulle.

Malheureusement cette loi de janvier 1930 était à peine votée que le législateur revint sur sa décision et adopta, dans l'article 1^{er} de la nouvelle loi, datée du 19 avril 1930, l'amendement GAUMET qui rabaisait à 8° et à un total alcool-acide égal à 12, les éléments des vins de coupage propres à la consommation et provoquait ainsi la réapparition sur le marché d'une quantité de petits vins. Le résultat fut en fait de rendre complètement inefficace la mesure précédemment prise. On s'en rendit rapidement compte et les lois du 8 juillet 1933 et du 24 décembre 1934 sont intervenues pour remettre en vigueur les dispositions de la loi de Janvier 1930. (La dernière loi, votée en hâte sous la férule de M. FLANDIN, s'est même montrée plus rigoureuse: le degré alcoolique imposé n'est plus de 9, mais de 9°5.)

Mais cette réglementation serait incomplète si elle se bornait à imposer aux coupages un minimum de composition. Elle serait même dangereuse puisqu'elle constituerait un encouragement à l'importation de vins étrangers plus riches en alcool et en matières extractives que la plupart de nos vins français. En effet, les fraudeurs seraient bien tentés de les utiliser pour obtenir, après mélange avec des vins français anormaux que le législateur veut à tout prix écarter du marché, une boisson présentant la composition imposée par la loi. Aussi l'article 4 de la loi du 1^{er} janvier 1930 décide-t-il que « les vins importés ne pourront circuler en vue de la vente, être mis en vente ou

vendus que si l'indication de leur pays d'origine et leur degré alcoolique figurent clairement sur les récipients, factures et pièces de régie ».

Ainsi les vins étrangers peuvent, quelle que soit leur qualité, pénétrer chez nous en se pliant aux formalités de la douane; mais une fois entrés, ils doivent être livrés à la consommation dans l'état même où ils sont parvenus à la frontière, sans avoir subi aucun mélange à l'intérieur, et avec indication de leur provenance et de leur titre alcoolique. Le résultat cherché est atteint: il sera impossible de faire entrer dans des coupages des vins importés.

Les exportateurs étrangers pourront-ils se plaindre de ce que nous exigeons l'indication de l'origine sur les vins expédiés par eux? Certainement non, car il est de leur intérêt que des mesures soient prises pour empêcher que leurs vins ne soient mélangés avec d'autres. Et d'ailleurs, comme le faisait remarquer le rapporteur du projet de loi à la Chambre, « deux des nations viticoles les plus importantes du monde ont inscrit semblables mesures dans leur législation.

« L'article 6 de la loi italienne du 12 avril 1917 édicte: « Les vins provenant de l'étranger... ne peuvent faire l'objet dans le royaume d'aucune manipulation, d'aucun coupage et d'aucun mélange. »

« L'article 14 de la loi du 15 octobre 1925 ajoute: « Est interdite l'introduction dans le royaume des vins étrangers contenus dans des récipients portant des indications de nature à les faire prendre pour des produits italiens ».

« L'article 28 de la loi espagnole du 29 avril 1926

édicte une mesure analogue. Il dit: « Les vins et les boissons alcooliques provenant de l'étranger pourront être vendus en Espagne seulement sous leur nom d'origine ».

« Nous ne faisons que prendre des mesures identiques ». (63).

Pour en terminer avec l'étude de ces vins impropres à la consommation, il nous faut signaler que la loi du 24 décembre 1934 vient d'en créer une quatrième catégorie. Elle prévoit (art. 6) que des décrets détermineront la liste des cépages qu'il sera désormais « interdit d'offrir en vente et de vendre sur le marché intérieur, ainsi que d'acheter, transporter ou de planter », et elle décide (art. 9) qu'« à partir du 1^{er} août 1935, il est interdit... d'importer, de vendre, de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou en circulation en vue de la vente, sauf pour la vinaigrerie et la distillerie, des vins issus des cépages visés... ». Ainsi, seront écartés du marché, pour le plus grand bien des consommateurs, les vins de mauvaise qualité produits par des « gros plants » à rendement énorme.

Ainsi, pour que le viticulteur ait le droit de vendre son vin, il ne suffit plus que ce vin soit naturel, il faut encore qu'il contienne les éléments et présente les qualités sur lesquelles le consommateur est en droit de compter. Et la réunion de ces conditions devient de plus en plus difficile à réaliser car le législateur ne se fait pas faute d'écarter du marché, à chaque loi nouvelle, une nouvelle catégorie de petits vins qu'il

(63) Rapport GELLIE, Ch., 29 déc. 1929. (Déb. parl., J. O., p. 4821).

déclarer, pour les besoins de la cause, « impropres à la consommation » et envoie obligatoirement à la distillerie ou à la vinaigrerie.

Mais le législateur ne s'en est pas tenu là. Toute cette production de qualité inférieure étant écartée de la vente sous l'appellation de vin, il s'est préoccupé de réglementer les manipulations et traitements employés en vinification afin d'empêcher dans la mesure du possible les falsifications.

Des décrets de 1907, 1913, 1920 et 1921 sont venus tout d'abord donner la liste des manipulations permises, dans l'énumération desquelles nous n'avons pas à entrer. Puis ce fut le décret du 19 août 1921 (art. 2) qui interdit de traiter les vins impropres à la consommation de façon à dissimuler aux yeux de l'acheteur les défauts dont ils sont atteints.

« Article 2. — Sont considérés comme frauduleuses les manipulations et pratiques qui ont pour objet de modifier l'état naturel du vin dans le but, soit de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine du produit, soit d'en dissimuler l'altération, et notamment le coupage du vin avec des vins impropres à la consommation, et l'emploi des substances destinées à améliorer et bouquetier les moûts et les vins en vue de tromper l'acheteur sur leurs qualités substantielles, leur origine ou leur espèce, à guérir les moûts ou les vins de leurs maladies en dissimulant leur altération... ».

Et le même article interdit l'emploi de substances permettant de « fabriquer des vins artificiels » ou de « masquer une falsification du vin, en faussant les résultats de l'analyse.

Mais surtout le législateur est intervenu pour réglementer sévèrement les trois principales manipulations par le moyen desquelles la fraude s'introduit trop fréquemment dans les vins : je veux dire le mouillage, le sucrage et le vinage.

Le mouillage est le procédé qui consiste dans l'addition d'eau au vin. Il est interdit par l'une des premières lois qui ait traité de vinification, la loi du 14 juillet 1894. Une seule exception est prévue, concernant les piquettes, dont la fabrication peut rendre de grands services aux petits viticulteurs ; ce sont des boissons de qualité tout à fait inférieure, obtenues par l'action de l'eau seule sur les marcs de raisin, sans addition de sucre. La fabrication en a été autorisée par la loi du 6 avril 1897 (art. 3) à la condition qu'elles soient entièrement réservées à la consommation de la famille et des domestiques du viticulteur fabricant.

La même mesure a été reprise successivement par les lois du 6 août 1905 (art. 12 et 13), du 29 juin 1907 (art. 6) et du 8 juillet 1933. L'article 5 de cette dernière loi, qui fixe le régime actuel, est tellement mal rédigé, qu'il est à peu près impossible de savoir exactement ce qu'a voulu le législateur. Cependant nous croyons pouvoir traduire *grosso modo* que désormais tout viticulteur, dont la production de l'année ne dépasse pas 100 hectolitres de vin, pourra fabriquer une quantité de piquette égale à 10 hectolitres au maximum et réservée uniquement à la consommation de sa famille et de ses domestiques. Afin de permettre à la régie de surveiller cette fabrication, déclaration devra en être faite à la recette ruraliste trois jours au moins à

l'avance et des autorisations spéciales de fabriquer ces boissons pourront être accordées par décret du ministre de l'Agriculture. Ajoutons que la fabrication des « vins de diffusion », variété de piquettes, est prohibée par l'article 6 de la loi du 8 juillet 1933.

Le vinage et le sucrage ne sont que trop souvent les opérations complémentaires d'un mouillage frauduleux qu'elles sont chargées de dissimuler. En effet, par addition d'alcool (vinage) ou de sucre, on peut maintenir le degré alcoolique d'un vin, malgré l'eau ajoutée; on rend ainsi la falsification moins apparente et on assure la conservation plus facile de la boisson.

Aussi le vinage est-il en principe interdit par l'article 5 de la loi du 8 juin 1864; cependant il est toléré pour les vins destinés à l'exportation et pour les vins de liqueur. Mais il doit alors avoir lieu en présence de la régie dans des locaux spéciaux.

Quant au sucrage qui donne de bien meilleurs résultats, il n'est pas interdit partout, mais il est soumis à une réglementation extrêmement sévère. Il faut distinguer deux genres de sucrage: le sucrage en première cuvée et le sucrage en seconde cuvée.

Le sucrage en première cuvée est tout d'abord prohibé dans un certain nombre de départements (loi du 4 août 1920, art. 1). Ce sont tous ceux qui sont « du ressort des Cours d'appel d'Aix, de Nîmes, de Montpellier, de Toulouse, d'Agen, de Pau, de Bordeaux ». En outre, il est interdit en Algérie. Cependant la loi prévoit (même article) que « le ministre de l'Agriculture pourra prendre, sur avis conforme de la commission interministérielle de la viticulture, des arrêtés

autorisant le sucrage », dans les départements ainsi désignés ou parties de ces départements. La loi du 4 juillet 1931, article 6, complète cette mesure en décidant que toute personne qui achète de la vendange dans une région « où le sucrage en première cuvée est interdit, et qui ne destine pas exclusivement à sa consommation familiale la totalité du vin obtenu, ne peut se livrer à aucune opération de sucrage en première cuvée ».

En Bourgogne nous avons droit au sucrage et le Midi en particulier s'est beaucoup insurgé contre cet avantage qui nous est donné par rapport à lui.

Etant donné que le sucrage a été interdit afin de faire disparaître dans la mesure du possible les abus du mouillage qu'il servait trop souvent à masquer, et étant donné que ces abus sont à craindre aussi bien en Bourgogne qu'ailleurs, il paraît illogique de ne pas édicter une prohibition générale. Cependant notre situation est bien différente de celle du Midi ou de l'Algérie. En réalité nous ne pouvons pas nous passer du sucrage. Pour faire de bons vins la première condition est en effet de rentrer des raisins bien mûrs; le Midi et l'Algérie sont particulièrement bien placés pour obtenir ce résultat; ils ont un climat extrêmement chaud qui permet à la vigne de mûrir normalement sa récolte dès le milieu d'août; si par extraordinaire la maturité n'est pas atteinte à ce moment, les viticulteurs méridionaux n'ont qu'à attendre. Octobre est encore loin. Ils ont devant eux tout le temps nécessaire pour achever, sans courir aucun risque, de mûrir leurs raisins. En Bourgogne notre climat est tout

différent; dans les très belles années, notre récolte peut être rentrée dans d'excellentes conditions à la fin de septembre; mais, dans les années normales, ce n'est jamais avant les premiers jours d'octobre que nous pouvons commencer à vendanger. Et si, à ce moment, nous n'avons pas obtenu une maturité complète, nous n'avons plus guère d'espoir de l'obtenir; les jours sont trop courts, les nuits sont froides et la chaleur du soleil perd beaucoup de son intensité.

Ainsi, pour suppléer à une maturation incomplète, les viticulteurs bourguignons, comme ceux du Rhin et de la Moselle et pour les mêmes raisons, ne peuvent pas se passer du sucage et c'est le motif pour lequel, malgré la pression exercée par les départements du Midi, le législateur de 1929 n'a pas étendu à notre province la prohibition qu'il édictait.

Mais si, dans un certain nombre de départements, le sucage n'est pas interdit, il est du moins sévèrement réglementé.

Tout d'abord (loi du 4 août 1929 art. 1^{er}), « la quantité de sucre ajoutée ne peut être supérieure à 9 kg. par trois hectolitres de vendange; à 200 kg. par hectare de vigne en production ». D'autre part, le sucage ne pourra avoir lieu que durant la période des vendanges, telle qu'elle sera déterminée par arrêté du préfet, après avis du Conseil général (loi du 6 août 1905, art. 1^{er}); le sucre employé sera frappé d'une taxe de 100 francs par 100 kg.; une déclaration de sucage devra être faite trois jours au moins à l'avance à la recette buraliste des contributions indirectes (loi du 28 janvier 1903, art. 7), et enfin, à cette

même recette, un registre spécial sera tenu sur lequel seront inscrits les noms de tous les producteurs qui se seront livrés à l'opération du sucrage en première cuvée (loi du 6 août 1905, art. 6).

Le législateur prévoit également toute une série de mesures auxquelles devront se plier les marchands de sucre et les personnes qui voudront détenir chez elles, en même temps que des moûts, des vendanges, etc..., une quantité un peu importante de sucre.

Quant au sucrage en deuxième cuvée, c'est une opération qui consiste à ajouter du sucre aux marcs pressurés ou non (après avoir soutiré le vin), et une certaine quantité d'eau pour obtenir, après une nouvelle fermentation, des vins de seconde cuvée ou vins de sucre. La fabrication de ces vins à la fois mouillés et sucrés devrait être interdite, mais pour les mêmes raisons que celles que nous avons exposées à propos des piquettes, et en particulier parce que ces boissons ne sont pas anti-hygiéniques et peuvent rendre de grands services aux petits viticulteurs, les lois successives des 14 août 1889, 6 avril 1897, 28 janvier 1903, 29 juin 1907 et 8 juillet 1933 ne les ont pas écartés du marché et se sont contentées de les soumettre au même régime que les piquettes.

Ajoutons que, pour compléter cette législation concernant les manipulations dont le vin peut être l'objet, la loi du 29 juin 1907 (art. 1 et 2) a astreint les propriétaires récoltants et les personnes recevant des moûts ou des vendanges fraîches, à faire une déclaration de récolte à la mairie de la commune où ils procèdent à la vinification. Copie de cette déclaration

doit être transmise au receveur buraliste « qui ne pourra délivrer au nom du déclarant de titres de mouvement pour une quantité de vin supérieure à la quantité déclarée ». Cette mesure sera certainement très utile aux agents de la répression des fraudes, s'ils veulent bien se donner la peine de contrôler consciencieusement les déclarations faites (ce qui n'est pas le cas en général) ; en effet si la déclaration de récolte est exagérée, c'est que le viticulteur a l'intention de vendre plus de vin qu'il n'en a récolté, donc de faire subir à sa vendange toutes sortes de manipulations frauduleuses : mouillage, sucrage ou vinage, etc. Dès lors l'administration ainsi avertie pourra surveiller les expéditions du propriétaire, prélever des échantillons, faire des analyses, et multiplier les chances de découvrir les fraudes.

On pourrait croire qu'après avoir pris tant de mesures minutieuses pour assurer la protection de l'acheteur contre les falsifications et les risques de tromperie, après avoir écarté du marché les vins de qualité trop inférieure, interdit ou réglementé sévèrement certaines manipulations trop souvent employées en vue de la fraude, le législateur s'en serait tenu là. Il n'en est rien cependant et une quantité d'autres dispositions, extrêmement variées, sont encore intervenues. Nous allons les étudier brièvement.

Souvent le consommateur est protégé malgré lui. C'est ainsi que la loi du 24 juillet 1894, interdisant le mouillage et le vinage, décide que si une telle falsification est découverte elle sera punie même au cas où elle aurait été connue de l'acheteur. Et la même

formule est reprise par la loi générale du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et les falsifications: « Ces peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur. »

Ailleurs, pour supprimer l'instrument de certaines falsifications, la loi interdit la vente de produits propres à les effectuer: C'est ainsi que la loi du 1^{er} août 1905, puis celle du 29 juin 1907 et le décret du 3 septembre de la même année, la loi du 28 juillet 1912 et enfin le décret du 19 août 1921 prohibent le commerce des produits destinés soit à améliorer ou bouqueter les moûts et les vins, soit à les guérir de leurs maladies, soit à fabriquer des vins artificiels, soit enfin à masquer une falsification en faussant les résultats de l'analyse. Des peines sont prévues, destinées à sanctionner cette prohibition, et la loi du 28 juillet 1912 en étend l'application à ceux qui, connaissant la destination des produits en question, auront incité à leur emploi par le moyen de brochures, tracts, réclames de toutes sortes.

Ailleurs encore, une arme très efficace est forgée contre la fraude; les syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture, de la viticulture ou du commerce et trafic des vins sont investis du droit de poursuite en ce qui concerne « les faits de fraudes et falsifications des vins » (loi du 29 juin 1907, art. 9).

D'autre part, plusieurs dispositions protectrices nouvelles, particulièrement intéressantes, ont été introduites par la loi du 24 décembre 1934.

L'art. 6 prévoit que des décrets pris, après avis d'une commission dans laquelle les associations viticoles et commerciales seront représentées, arrêteront la liste des cépages dont la vente et la plantation seront interdites. Cette liste sera révisée tous les trois ans « après examen des résultats obtenus dans des champs d'expérience contrôlés par le service du ministère de l'Agriculture ». Cette mesure très intelligente permettra d'écarter définitivement les cépages produisant des vins de trop mauvaise qualité.

L'article 18, afin de conserver autant que possible la stabilité des prix, punit de peines sévères la spéculation illicite sur les vins.

Enfin l'article 15 renforce considérablement les mesures de contrôle prévues par toute la législation que nous avons étudiée; jusqu'ici un service spécial, le Service de la Répression des Fraudes, était chargé de découvrir et de poursuivre les infractions. Il était doublé d'un contrôle fiscal et les mesures les plus variées avaient été prises pour faciliter le travail de recherche des contrôleurs (obligation pour les viticulteurs d'apposer certaines indications sur les bouteilles, déclaration de récolte, etc...). Mais une grosse lacune existait dans l'organisation de cette surveillance, et cette lacune vient d'être comblée par la nouvelle loi, article 15: « Les agents des services de la répression des fraudes pourront pénétrer dans les chais des récoltants pour prélever les échantillons et vérifier les déclarations de récoltes ». Le vin était surveillé chez tous les commerçants jusqu'à la consommation; il n'y avait aucune raison valable pour qu'il ne soit pas sur-

veillé à la production. Cette mesure, réclamée depuis longtemps, aura certainement pour résultat de prévenir un grand nombre de fraudes.

Enfin protègent encore la qualité, quoique cela paraisse quelque peu paradoxal, les très nombreuses dispositions législatives qui depuis quatre ans ont été prises concernant la quantité: les unes tendent à limiter la production par l'interdiction de plantations nouvelles, par la création de redevances frappant les rendements élevés, les autres cherchent à maintenir à peu près constantes les quantités de vins, annuellement offertes sur le marché, par le moyen du blocage et de la distillation obligatoires.

Ces mesures (l'interdiction de plantation mise à part), votées en vue de remédier à la crise dont souffre actuellement la viticulture, servent, sans le vouloir positivement, les intérêts des consommateurs, car toutes, nous allons le voir, pèsent d'autant plus lourdement sur le viticulteur que le rendement de ses vignes est plus élevé; or, dans aucune culture peut-être autant que dans la culture de la vigne, rendement élevé et qualité sont des expressions antinomiques.

C'est la loi du 4 juillet 1931, modifiée par celle du 8 juillet 1933, qui a inauguré cette politique de restriction; elle serait particulièrement intéressante si des préoccupations démagogiques n'avaient pas enlevé aux dispositions qu'elle contient une grande partie de leur efficacité.

L'article 1^{er} déclare: « A partir du 1^{er} août 1933, une redevance sera perçue dans toutes les exploita-

tions dont la déclaration de récolte accuse une production supéricure à 400 hectolitres. Cette redevance sera calculée sur le rendement moyen à l'hectare » et s'élèvera avec ce rendement.

S'il n'y avait pas ce minimum de 400 hectolitres, la qualité des vins serait très efficacement protégée par cette disposition; telle qu'elle est au contraire, elle établit un régime de faveur au profit des petits viticulteurs et cela sans aucune raison, car rien ne permet de présumer que ces derniers soient plus soucieux de la qualité de leurs produits que les gros exploitants. En effet celui qui récolte moins de 400 hectolitres peut très bien n'être propriétaire que d'une toute petite surface de vignes et n'obtenir cette production que grâce à des méthodes de culture blâmables et en demandant à sa vigne un rendement excessif; producteur de mauvais vin il sera cependant exonéré de toute taxe, alors que le producteur de vins excellents, obtenus dans les meilleures conditions de rendement et avec les meilleures méthodes de culture, coupable seulement d'avoir produit plus de 400 hectolitres sur une propriété étendue, se verra obligé de payer une redevance élevée. Pour augmenter encore cette inégalité de traitement, le même article prévoit une autre taxe s'ajoutant à la première, payable celle-ci par les seules exploitations très importantes, sans doute pour les punir de leur importance, et prélevée quelque soit le rendement à l'hectare, même s'il est extrêmement faible.

La même préoccupation de plaire à la majorité des électeurs, préoccupation constante du législateur, se

retrouve dans les dispositions sur le blocage et la distillation obligatoires. L'article 7 décide que lorsque les déclarations de récoltes feront apparaître une production totale supérieure à 70 millions d'hectolitres, le gouvernement déterminera le pourcentage de récolte qui pourra être mis en vente par chacun, pourcentage établi en tenant compte du rendement à l'hectare. Mais ici encore, seuls les viticulteurs récoltant plus de 400 hectolitres de vin pourront être soumis au blocage, à l'interdiction d'offrir sur le marché une part de leur production. (Ajoutons qu'il est prévu que le gouvernement devra prendre l'avis de la commission interministérielle de la viticulture et que, pour le donner, cette dernière « sera complétée par deux représentants des coopératives de consommation, deux représentants des associations de consommateurs et deux représentants des syndicats ouvriers ». Ainsi, les acheteurs pourront faire entendre leur voix.)

Quant à l'article 10, voici ce qu'il déclare: « lorsque la statistique publiant les résultats des déclarations de récoltes souscrites tant en France qu'en Algérie, fait apparaître un chiffre de disponibilité (récolte et stock) supérieur à 72 millions d'hectolitres, tout viticulteur ayant obtenu 400 hectolitres de vin, avec un rendement à l'hectare qui n'accusera pas, comparativement à la moyenne des trois années précédentes, une diminution supérieure à 50 % doit justifier qu'il a distillé ou fait distiller une quantité d'alcool correspondant à un pourcentage déterminé de sa récolte. Ce pourcentage, qui est progressif en raison de l'importance globale de la récolte et du rendement à l'hectare... » est fixé par décret.

Voilà donc trois mesures qui auraient pu assurer une protection effective de la qualité en frappant fort les gros rendements. Le fait qu'elles ne s'appliquent qu'aux seuls viticulteurs récoltant un minimum de 400 hectolitres de vin leur enlève une bonne partie de leur utilité, car si les grands exploitants peuvent plus difficilement se livrer à la production de quantité il n'en est pas de même des petits vignerons, qui sont la grande majorité et qui eux ont toujours les mains libres. En fait, les mesures concernant le blocage et la distillation obligatoire n'ont touché que 20.000 viticulteurs environ qui avaient pour la plupart des installations aménagées avec les perfectionnements modernes et tout ce qu'il fallait pour produire de bons vins. Quant à la redevance (prévue à l'article 1^{er} de la loi de 1931), elle n'a même pas eu pour résultat pratique de retirer de la circulation une quantité vraiment importante de vins, car très peu d'exploitations ont un rendement susceptible d'être taxé.

*
* *

De l'étude de cette législation si touffue et si abondante il ressort donc que la réglementation tendant à assurer la qualité du produit a été assez bien faite. La loi du 1^{er} janvier 1930, en particulier, est certainement l'une de nos meilleures lois françaises.

Quant aux mesures plus hardies, prises récemment dans le but de mettre un terme à la crise terrible dont souffre actuellement la viticulture, mesures qui devaient avoir pour résultat indirect, en limitant et

en régularisant la production, de diminuer le rendement et d'augmenter la qualité, elles ont, nous venons de le voir, à peu près échoué.

Ajoutons que, lorsqu'on voit cette floraison de lois sur la seule question du vin, on ne peut s'empêcher de craindre que l'Etat n'aille trop loin dans la voie de l'intervention. Il serait certainement préférable que les viticulteurs arrivent à s'entendre entre eux pour s'imposer de leur propre initiative les disciplines nécessaires sous le contrôle de leurs associations professionnelles. Il suffirait alors que l'Etat ait un droit de regard sur la marche de cette nouvelle organisation. N'est-ce pas une utopie ? Peut-être, mais en tous cas c'est là le seul moyen de se passer de l'intervention de l'Etat et, tant qu'il n'en est pas ainsi, l'Etat a le devoir d'intervenir.

CHAPITRE II

Mesures prises pour protéger le consommateur contre les fraudes sur la quantité.

La loi du 1^{er} février 1930, dont nous avons fait l'éloge, n'avait pas seulement pour but d'assurer au consommateur la qualité du produit acheté; elle voulait aussi le protéger contre les tromperies sur la quantité, tromperies particulièrement faciles à réaliser par l'emploi de bouteilles dont la contenance est inférieure à celle sur laquelle l'acheteur est en droit de compter. Aussi, l'article 5 de la loi prévoyait-il qu'un décret serait pris qui déterminerait le type et la capacité des seules bouteilles qu'il serait dorénavant permis d'employer pour la vente des vins. Ce fut le décret du 15 février 1930.

Voici les prescriptions qu'il édicte, prescriptions qui sont encore actuellement en vigueur:

Article 1^{er}. — « Il est interdit, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article 2 ci-dessous, de

mettre en vente ou de vendre des vins autres que les vins nouveaux, les vins importés en bouteilles et les vins destinés à l'exportation, dans des bouteilles autres que :

1° Les bouteilles bordelaise, bourguignonne et mâconnaise dont le type et la capacité sont indiqués au tableau annexé à la loi du 13 juin 1866 sur les usages commerciaux;

2° Les bouteilles qui correspondent aux caractéristiques suivantes :

TYPE	CAPACITÉ MINIMA EN CENTILITRES
Double litre	200
Litre	100
Demi-litre	50
Saint - Galmier	90
Anjou	75
Demi - Anjou	37, 5
Fillette d'Anjou ou de Touraine	35
Vin du Rhin	72

La capacité indiquée aux 1° et 2° du paragraphe ci-dessus est celle du récipient mesuré au ras du goulot à la température de 15° centigrades. Cette capacité s'entend avec une tolérance de 2% en plus ou en moins...

« Article 2. — ... Il ne pourra être fait usage de bouteilles dont l'apparence extérieure répond aux types indiqués à l'article 1^{er}, mais qui n'ont pas le minimum de capacité légale ou réglementaire, qu'autant que ces bouteilles porteront une marque ou une étiquette indiquant leur capacité... »

CHAPITRE III

Mesures prises pour protéger le consommateur contre les fraudes sur l'origine.

Outre les vins impropres à la consommation, obligatoirement dirigés sur la vinaigrerie et la distillerie, il demeure sur le marché quatre catégories de vins : les vins de coupage, les vins ayant droit à une appellation d'origine, les « vins de pays » c'est-à-dire tous ceux qui, produits sur le territoire de France, ne rentrent dans aucune des deux catégories précédentes, et enfin les vins importés.

Pour les vins de coupage, il ne peut être question d'en protéger l'origine contre les falsifications, car qui dit « coupage » dit « mélange de vins différents entre eux par leur provenance » et par conséquent, produits sans origine exacte.

Il en va tout différemment des trois autres sortes de vins et toute une réglementation est intervenue, soit pour obliger les commerçants à apposer sur les

bouteilles toutes indications utiles pour éclairer le consommateur sur la véritable origine du produit qu'il se procure, soit pour réprimer sévèrement l'emploi d'indications inexactes dans le seul but de tromper l'acheteur.

C'est cette réglementation qu'il nous reste à étudier. Nous allons parcourir rapidement les mesures concernant les « vins de pays » et les vins importés. Nous nous étendrons plus longuement sur la question extrêmement importante des appellations d'origine.

SECTION I

Les Vins de Pays

Les « vins de pays » sont des vins qui sont vendus sans coupage, dans l'état même où ils sortent de la propriété ou mélangés en vertu d'usages locaux, loyaux et constants avec des vins provenant de la même zone de production.

Aucune réglementation n'est prévue en ce qui concerne leur composition et leur constitution; ils peuvent circuler librement, quelle que soit leur richesse alcoolique et leur acidité; il suffit qu'ils présentent les qua-

lités minimum, fixées annuellement par décret, et nécessaires pour qu'ils ne soient pas écartés du marché comme impropres à la consommation.

Une seule restriction à ce régime de liberté (loi du 1^{er} juillet 1930, art. 2, complétée par le décret du 8 février 1930, art. 3) : ils ne peuvent être mis en vente que s'ils portent l'indication du lieu de leur production (ainsi libellée : « Vin de pays, provenant de... »), sur les récipients, factures et pièces de régie. « Le lieu de production sera désigné par le nom du canton, sauf dans le cas où ce nom constituerait une appellation d'origine. Dans ce dernier cas, le nom de la commune sera employé, à moins qu'il ne constitue lui-même une appellation d'origine. Dans cette dernière hypothèse et sous la même réserve, on utilisera un nom de localité figurant au cadastre, suivi du nom du département. »

Grâce à cette mesure, le consommateur peut connaître exactement dans quelle région a été récolté le vin qu'il consomme et d'autre part le Service de la Répression des Fraudes est puissamment aidé dans ses recherches. En effet, chaque climat produit un vin qui lui est propre et qui présente des caractères différents de ceux des vins produits ailleurs; il est donc possible de découvrir si le contenu d'une bouteille sur laquelle est écrit : « Vin de pays provenant de telle localité », possède bien les qualités et les défauts propres au vin de cette localité. S'il n'en est rien, il y aura présomption de fraude et une surveillance appropriée permettra de découvrir les manipulations malhonnêtes qui sont effectuées.

Le consommateur est donc doublement intéressé par cette nouvelle réglementation; mais il ne lui suffit pas d'être renseigné sur l'origine, il faut encore qu'il soit assuré que l'indication apposée sur la bouteille correspond bien à la réalité. Aussi l'article 6 de la loi du 1^{er} janvier 1930 décide-t-il que les peines, prévues par la loi générale du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsification, s'appliqueront au cas où, dans le but de tromper l'acheteur, un tel vin serait mis en vente revêtu d'une fausse indication d'origine.

SECTION II

Les vins importés.

Les mesures concernant l'origine des produits importés ont pour but de protéger le consommateur et le producteur honnête, tant il est vrai que les intérêts des uns et des autres vont de pair. La France, quoi qu'on en dise, est encore réputée pour sa production de qualité et elle a, de ce fait, l'obligation de défendre cette production contre une concurrence qui, spéculant sur l'ignorance ou l'erreur des acheteurs, cherche

à leur livrer en créant une confusion sur l'origine, au lieu des produits français qu'il désirent, des produits étrangers similaires, d'une valeur ou d'une qualité bien inférieure. Jusqu'aux lois récentes de 1930 et de 1932, dans la grande majorité des cas, les produits étrangers pouvaient être importés en France sans aucune indication d'origine et rien ne pouvait empêcher le consommateur de les prendre pour des produits français.

Cependant, en ce qui concerne les vins importés, un régime spécial existe depuis longtemps: l'indication d'origine est obligatoire.

Pour donner satisfaction aux réclamations de la viticulture française, l'article 2 de la loi du 1^{er} février 1899 a déclaré « prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation, tous vins étrangers ne portant pas sur les récipients une marque indélébile indicatrice du pays d'origine » et la loi du 1^{er} janvier 1930 a complété cette disposition en exigeant l'indication du pays d'origine et du titre alcoolique sur les récipients, factures et pièces de régie.

Pour assurer l'application des mesures prises, le règlement d'administration publique du 8 février 1930 a indiqué les formalités à remplir par les négociants et en particulier il a imposé, aux marchands de gros et aux détaillants qui achètent ou vendent autrement qu'en bouteilles des vins importés, la tenue d'un compte spécial d'entrée et de sortie de ces vins, qui doit toujours être à la disposition des employés des contributions indirectes et des agents chargés de la répression des fraudes.

Ces mesures spéciales aux vins étaient indispensables. Elles ont eu pour résultat de protéger à l'intérieur nos producteurs contre la concurrence déloyale qui leur était faite au moyen d'articles étrangers et de favoriser le développement de notre exportation; nos produits sont très recherchés en dehors de notre pays et doivent, par conséquent, pouvoir se présenter sur les marchés extérieurs avec des garanties d'origine indiscutables.

Ces dispositions ont servi également les intérêts du consommateur; il n'est pas douteux que celui-ci a besoin de connaître, de manière certaine, l'origine des produits qu'on lui présente, afin de pouvoir sans hésitation donner sa préférence aux produits nationaux, et surtout éviter de se laisser tromper sur la qualité de la marchandise. Quels sont, en effet, les produits étrangers qui ont intérêt à dissimuler leur origine? Ou bien ce sont des produits secondaires qui ne peuvent rien ajouter à la réputation de notre pays, puisque leur fabrication n'est pas une réclame pour l'industrie du pays producteur; ou bien ce sont des produits de luxe que ce pays n'arrive pas à fabriquer avec le fini et le goût que savent y mettre les industriels français. En un mot, ce ne sont jamais des produits de qualité; les bonnes marchandises, elles, n'ont pas besoin de se cacher sous une fausse indication d'origine; elles se recommandent par elles-mêmes.

SECTION III

Les vins ayant droit à une appellation d'origine.

Il y a quelques notions essentielles qu'il est indispensable de posséder clairement, avant de se lancer dans une étude détaillée de la législation sur les appellations d'origine.

Il faut d'abord savoir ce que c'est qu'une appellation d'origine.

Une appellation d'origine constitue une dénomination commerciale particulièrement réputée et réservée aux produits d'une certaine provenance.

Deux grandes lois, celle du 6 mai 1919 et celle du 22 juillet 1927, ont traité de ces appellations et ont décidé qu'en matière vinicole elles ne pourraient jamais « être considérées comme... tombées dans le domaine public ».

Mais il ne faudrait pas croire qu'en ce qui concerne les vins, cette législation nouvelle s'ajoute à toute celle que nous avons déjà parcourue. Non. Les vins ayant droit à une appellation d'origine ne sont soumis qu'aux dispositions des deux lois que nous venons de citer. Aucune des mesures que nous avons étudiées jusqu'ici ne les concerne.

Il ne faudrait pas croire non plus que cette législa-

tion relative aux appellations ne vise, comme son nom paraît l'indiquer, qu'à protéger les consommateurs et les producteurs honnêtes contre les fraudes sur l'origine; elle vise tout autant à protéger la qualité. C'est qu'en effet elle ne s'applique pas indistinctement à tous les produits de même nature, à tous les vins par exemple, mais seulement à certains produits qui tirent de leur origine une renommée particulière, qui sont des produits de choix et non de qualité ordinaire. C'est, par exemple, parce que les consommateurs se sont habitués à rencontrer dans les vins de Corton des caractères de finesse et de robustesse qui leur sont propres que le Corton a acquis une réputation mondiale et que son nom est devenu une appellation d'origine, c'est-à-dire un drapeau, l'enseigne d'un produit supérieur. Dès lors, lorsque le législateur se mêle de réglementer les appellations d'origine, il doit avoir deux buts qui ne peuvent être séparés l'un de l'autre: assurer la sincérité des appellations et la qualité des produits qu'elles recouvrent, qualité sur laquelle l'acheteur est en droit de compter. Le législateur de 1919 n'a pas voulu comprendre cela. Le résultat a été désastreux. La loi qu'il a élaborée, a encouragé la fraude au lieu de la réprimer et dès 1927 il a fallu la remettre sur le chantier.

Ces quelques notions précisées, nous allons étudier maintenant les grandes lignes de l'évolution de cette législation relative aux appellations d'origine, évolution extrêmement caractéristique de l'état d'esprit du législateur moderne, orienté vers une protection toujours plus complète du consommateur. Puis, nous por-

terons un jugement d'ensemble sur cette législation, nous en montrerons les lacunes et nous étudierons les réformes possibles.

I.

L'évolution de la législation.

La sincérité et l'exactitude d'une appellation d'origine sont une garantie pour les producteurs et les fabricants comme pour les acheteurs: aux premiers, elles donnent le moyen de distinguer leurs produits, aux seconds, elles fournissent l'assurance qu'on leur livre bien ce qu'ils entendent acheter.

Aussi, de tout temps, l'Etat a-t-il eu le souci, sous des formes variées, de protéger les appellations. La royauté prit, dans ce but, des mesures sévères: des édits et des ordonnances précisèrent, en poussant très loin parfois la réglementation, quels seraient les cépages ou les modes de culture autorisés dans les différentes régions viticoles.

Là comme ailleurs, la Révolution fit œuvre néfaste en donnant aux viticulteurs et aux commerçants la liberté absolue; il n'y eut plus aucune règle concernant la plantation, la culture de la vigne et la vinification. Chacun put faire ce qui lui plaisait et la fraude prit un grand développement.

Le législateur, inquiet des progrès de l'immoralité dans les échanges, dut intervenir dès le début du XIX^e siècle. La loi de juillet 1824 sanctionna l'emploi frau-

doux, pour les produits fabriqués, d'un nom de lieu « autre que celui de la fabrication »; il n'était pas question des produits naturels. Pour combler cette lacune de la loi, une jurisprudence prétorienne décida de ranger les vins parmi les produits fabriqués; désormais, les propriétaires d'un cru eurent le droit de marquer les fûts contenant leur vin d'une estampille rappelant ce cru et bénéficièrent des dispositions protectrices de la loi. Cependant, malgré cette extension jurisprudentielle, la plupart des produits naturels ayant droit à une appellation échappaient à toute protection.

Le législateur crut faire œuvre utile en votant la loi du 23 juin 1857 d'après laquelle les marques, c'est-à-dire les noms servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce, étaient protégées même s'il s'agissait de produits agricoles. Mais la marque est quelque chose d'assez différent de l'appellation d'origine et on ne peut pas demander à cette nouvelle mesure une protection efficace de ces appellations.

Il fallut attendre la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes et falsifications qui vint édicter des peines sévères à l'encontre de ceux qui auraient trompé ou tenté de tromper leur cocontractant sur l'origine des marchandises vendues.

Malheureusement, elle était incomplète; elle cherchait à protéger l'acheteur contre la fraude du vendeur, mais laissait sans défense les appellations d'origine au regard des producteurs divers et entre eux. Cette protection de l'acheteur était elle-même tout à

fait insuffisante; la peine prévue contre le fraudeur s'appliquait seulement dans le cas où la fausse indication d'origine devait « être considérée comme la cause principale de la vente », et, dans presque toutes les espèces qui leur furent soumises, les tribunaux refusèrent d'accorder à l'origine ce caractère de cause déterminante.

Incomplète et insuffisante en des points essentiels, cette loi de 1905 a cependant été la cause de mesures beaucoup trop audacieuses prises par le Gouvernement, d'une intervention de l'Etat poussée beaucoup trop loin. En effet, l'article 11 de la loi prévoyait que des règlements d'administration publique statueraient sur les indications qu'il serait nécessaire d'apposer sur les produits, pour indiquer leur origine ou l'appellation à laquelle ils auraient droit. Le ministre de l'Agriculture soutint devant le Conseil d'Etat que, pour les vins de cru, le règlement ne pouvait être établi qu'au moyen d'une délimitation préalable de chacune des régions intéressées. Il se heurta à l'opposition extrêmement vive de cette assemblée qui déclara que délimiter les régions, c'est-à-dire accorder aux uns et refuser aux autres le droit de donner à leurs produits une appellation d'origine, aboutirait à confier à l'autorité administrative le pouvoir de statuer sur des questions de propriété, ce qui est contraire aux principes de notre droit. Le ministre ne s'inclina pas devant ces sages conseils et fit voter par la Chambre la loi du 5 août 1908 donnant au Gouvernement l'autorisation de prendre, en Conseil d'Etat, des décrets de délimitation. C'est alors que la Champagne (décret du

17 décembre 1908), la région ayant droit à la dénomination Cognac (D. 1^{er} mai 1909), la région d'Armagnac (D. 25 mai 1909), la région de Banyuls (D. 18 septembre 1909), enfin le Bordelais (D. 18 février 1911), furent tour à tour délimités. Seule la Bourgogne ne fit pas l'objet d'une disposition réglementaire.

Cette intervention de l'autorité administrative dans des questions de propriété dont elle n'avait pas à s'occuper donna les plus mauvais résultats. L'application du décret relatif à la Champagne souleva de telles protestations que le gouvernement dut ordonner une enquête. C'est de cette enquête qu'est sortie la loi du 6 mai 1919 qui supprime avec raison le système de délimitation administrative et laisse à l'autorité judiciaire le soin de statuer sur chaque cas particulier.

Ainsi, avant la loi de 1919, la situation est la suivante: En ce qui concerne le producteur, dont les produits naturels ont droit à une appellation d'origine, aucune mesure ne le protège contre l'emploi abusif qui peut être fait de cette appellation par des concurrents déloyaux; seul le viticulteur est dans une situation privilégiée; son vin est en effet assimilé aux produits fabriqués et, comme tel, soumis aux dispositions protectrices de la loi de 1824. Quant au consommateur, il est bien protégé par la loi du 1^{er} août 1905 contre les appellations d'origine inexactes, mais encore faut-il pouvoir prouver qu'il a été attiré par cette appellation et que c'est elle qui a été la cause déterminante de son achat.

Un siècle de législation avait donc abouti à une réglementation très incomplète de la question. Voyons ce qui a été fait depuis.

Le 30 juin 1911 un projet de loi ayant pour objet la protection des appellations d'origine fut déposé sur le bureau de la Chambre. M. KLOTZ en exposait ainsi les motifs: « Le but à atteindre est d'assurer, aussi rigoureusement que possible, la protection des appellations d'origine, c'est-à-dire de défendre les producteurs de toute région intéressée contre des usurpations de nom qui les ruinent, et en même temps de protéger l'acheteur contre les tromperies concernant l'origine des produits... » (64) et le texte du projet de loi frappait de peines sévères l'emploi dans un but commercial d'une dénomination géographique « pour désigner des produits différant par leur origine ou par leur nature, leur composition et leurs qualités substantielles de ceux auxquels cette dénomination s'applique, en vertu d'usages locaux, loyaux et constants ».

Après étude par la Commission de l'Agriculture, le texte revint amputé devant la Chambre; les termes « leur composition et leurs qualités substantielles » en avaient été rayés. Le rapporteur, M. Fernand DAVID, en donnait la raison en ces termes: « Il a paru qu'en visant la composition et les qualités substantielles d'un produit qu'il s'agit de garantir, on faisait très nettement entrer en ligne de compte la question de la qualité de ce produit. Or, la législation qu'il s'agit d'élaborer n'a pas pour but de garantir aux produits agricoles qu'elle protège une qualité uniforme; elle a simplement voulu, en fixant leur origine, empêcher

(64) 30 juin 1911 (J. O., Doc. parl., n° 1099, p. 610).

que l'appellation qui les désigne puisse être frauduleusement usurpée ». (65).

Ainsi, la Commission de l'Agriculture croyait inutile de protéger, en même temps que l'appellation d'origine, la qualité du produit qu'elle est chargée de recouvrir; elle se trompait lourdement. Heureusement dès l'année suivante, elle revenait sur sa décision et le rapporteur, M. DARIAC, exposait à la Chambre les motifs de ce revirement en ces termes :

« Les mots « leur composition et leurs qualités substantielles » qui figuraient dans le projet de loi gouvernemental ont été rétablis... votre Commission... a estimé qu'il convenait de protéger la qualité du produit, et cette addition a d'ailleurs été demandée par les syndicats viticoles et la plupart des syndicats commerciaux. On ne peut songer évidemment à imposer un type de vin spécial, uniforme, pour chaque cru; mais il semble qu'en dépit des conditions extérieures dans lesquelles un vin sera produit, il conservera ses qualités distinctives s'il est obtenu dans le même sol et avec les mêmes cépages qui ont fait sa renommée et lui donnent ses mérites. C'est pourquoi, dans le même ordre d'idées et pour permettre aux tribunaux d'apprécier, d'après des données certaines, le bien fondé des causes qui leur seront soumises, on a cru devoir également ajouter que la composition et les qualités substantielles des vins seraient tirées principalement des cépages, modes de culture et terrain en vertu d'usages locaux, loyaux et constants. Ces dispositions don-

(65) 7 juillet 1911. — Rapport de Fernand DAVID. (Doc. parl., J. O. n° 1136, n. 63).

nent aux consommateurs une garantie qui n'est pas négligeable et ne nuit en rien aux intérêts des viticulteurs... » (66).

Le 27 février 1913, puis le 7 novembre de la même année M. DARIAC reprenait la parole à la Chambre, pour exprimer à nouveau ses idées sur la question et il disait notamment: « lorsque celui-ci (le consommateur) demande du Bordeaux, du Bourgogne ou du Champagne, il n'entend pas... qu'on lui vende seulement un vin récolté dans la Gironde, dans la Bourgogne, ou dans la Champagne: il demande aussi un vin ayant les qualités, le bouquet, les vertus qu'une réputation méritée attribue aux vins connus sous ces différents noms... Les garanties que donne aux consommateurs l'adjonction de la qualité des produits paraissent donc nécessaires. Il est bien évident d'ailleurs que le facteur essentiel reste l'origine et qu'un produit loyal dont l'origine ne sera pas douteuse aura droit à l'appellation. Il ne saurait être question, en effet... d'imposer en quelque sorte aux vins une composition déterminée : ce serait méconnaître une vérité élémentaire. » (67).

Malgré l'exposé persévérant de ces idées, qui témoignent d'une compréhension exacte de ce que doit être une législation protectrice des appellations d'origine, le Parlement n'a pas voulu se laisser convaincre. Après des débats passionnés, les mots « nature »,

(66) 1^{er} Rapport DARIAC, 8 juillet 1912 (J. O., Déb. parl., n° 2132, p. 1503).

(67) 2^e Rapport DARIAC, 27 février 1913 (J. O., Doc. parl., n° 2564, p. 160).

« composition » et « qualités substantielles » sont tombés devant l'hostilité de la majorité, et l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} du texte définitif de la loi du 6 mai 1919 est ainsi conçu: « Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit, ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation ».

Etant donnée la réaction défectueuse de ce texte, suffisait-il, pour que le droit à l'appellation pût être contesté, qu'une des deux conditions: origine ou usages, manque au produit? Ou la possession de l'une des deux qualités suffisait-elle pour que ce droit lui fût reconnu?

Si l'on déclarait le cumul obligatoire, le mot « usages » devait s'entendre des usages de production ou de fabrication;

Si un seul des deux termes prévus par l'article 1^{er} suffisait, le mot « usages » ne pouvait viser que l'usage géographique, celui qui, par une longue tradition, aurait assimilé les régions avoisinantes à la localité d'origine. Or les travaux préparatoires étaient formels, le Parlement avait manifesté son intention de fonder le droit à appellation uniquement sur l'origine: la seconde interprétation devait donc être admise; elle fut adoptée en effet par la plupart des Cours et Tribunaux et par la Cour de cassation elle-même dans l'arrêt célèbre du 27 mai 1925 (D. P. 1926. I. 218).

La suppression des termes « nature », « compo-

tion », et « qualités substantielles » par l'aveugle législateur et l'interprétation logique donnée par la jurisprudence au texte équivoque de la loi devaient avoir des conséquences désastreuses.

En effet, la seule condition exigée pour qu'un produit ait droit à l'appellation étant la condition d'origine, il devient possible de vendre des produits de qualité très inférieure, obtenus dans les régions réputées, mais en négligeant les usages traditionnels de production, sous l'appellation que méritaient seuls et qu'avaient créée les produits de qualité supérieur. C'est ainsi que dans certains vignobles blancs, particulièrement renommés, des viticulteurs peu scrupuleux ont pu planter des cépages rouges à grand rendement, vinifier en blanc le raisin récolté et vendre la boisson obtenue sous l'appellation célèbre, bien qu'elle ne présente aucun des caractères des vins qui seuls jusqu'alors y avaient eu droit. Sans aller aussi loin dans la voie de la fraude, dans quantité de régions de crus, des cépages rouges à grand rendement ont remplacé les vieux cépages rouges peu productifs et la même appellation a cependant été donnée au vin ainsi obtenu.

La loi de 1919, votée pour lutter contre la fraude, manquait ainsi complètement son but, et, loin de protéger le consommateur, elle devenait génératrice d'une fraude nouvelle.

Le député de la Gironde, M. CAPUS, avait constaté les abus auxquels cette législation avait donné lieu dans sa circonscription. Le jugement rendu par le tribunal de Chalon-sur-Saône, le 9 novembre 1923, décida de son

intervention. Il était dit dans ce jugement, conformément à la jurisprudence générale que nous avons signalée, que « le législateur n'ayant pas fait état, pour les appellations, de la composition du sol ni du cépage, les vins récoltés sur le territoire de l'ancienne province de Bourgogne » avaient « tous droit à l'appellation "bourgogne" ». Avec une thèse semblable, c'était la mort, à brève échéance, de la réputation de nos grands vins. Aussi, M. CAPUS déposait-il, le 23 juin 1925, une proposition de loi sur le bureau de la Chambre. L'article 1^{er} de la loi néfaste du 6 mai 1919 devait être complété par les mots suivants : « L'appellation d'origine d'une commune ou d'une région ne peut être appliquée qu'aux produits obtenus dans la région ou commune d'origine, conformément aux usages locaux, loyaux et constants.

« Pour les vins, l'aire de production et l'encépagement conditionnent principalement leur appellation d'origine. »

Et, dans un exposé magistral, M. CAPUS donnait en ces termes l'explication de cette modification :

« Une appellation d'origine ne doit pouvoir être légitimement appliquée qu'aux produits obtenus conformément aux usages locaux, loyaux et constants, à la coïncidence desquels est due sa réputation.

« Ce qui fait le caractère d'un vin, c'est d'abord un facteur biologique : l'encépagement, c'est-à-dire le cépage ou l'ensemble des cépages au moyen desquels il a été obtenu ; ce sont ensuite des facteurs physiques qui influent sur le précédent : la nature du sol, l'exposition, le climat.

« Qu'un de ces facteurs vienne à manquer, les caractères d'un vin sont modifiés. « Plantez dans un premier cru de la Gironde, à Château-Margaux, disait, « il y a plus d'un demi-siècle, un de nos plus grands viticulteurs, Jules Guyot, un cépage commun, vous « n'aurez pas du Château-Margaux... » (68).

Cette proposition de loi Capus est devenue, après beaucoup de discussions, la loi du 22 juillet 1927; l'article 10 de la nouvelle loi prévoit qu'indépendamment des prescriptions relatives à l'origine, aucun vin n'aura droit à une appellation « s'il ne provient de cépages et d'une aire de production consacrée par des usages locaux, loyaux et constants ». Un immense progrès a été ainsi réalisé.

Mais cependant un mot extrêmement important de la proposition n'a pas été repris dans le texte définitif de la loi. C'est le mot « principalement ». Grâce à lui l'avenir était réservé; s'il y avait doute dans une espèce déterminée, ou si les usages venaient à changer, le juge pouvait toujours s'entourer d'autres renseignements que ceux concernant l'aire de production, le cépage et l'origine. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui, le texte de la loi de 1927 est limitatif.

Par contre, afin d'insister encore sur l'exigence relative à l'encépagement, la loi décide que « les vins provenant des hybrides producteurs directs n'ont, en aucun cas, droit à une appellation d'origine » (art. 10). Et enfin, pour rendre la protection encore plus efficace, le législateur a été jusqu'à poser comme condition supplémentaire du droit à l'appellation l'emploi,

(68) Exposé des motifs de la proposition de loi. Ch., 23 juin 1925. (J. O., p. 1321, Doc. Parl., n° 1774).

dans certains cas, de procédés de vinification déterminés; c'est ainsi que l'article 5 de la loi déclare que « l'appellation d'origine « champagne » n'est applicable qu'aux vins rendus mousseux par fermentation en bouteilles... » Il a paru en effet nécessaire d'imposer ce procédé de champagnisation, qui constitue l'une des conditions essentielles de la finesse du produit.

Citons encore, avant d'en terminer avec cette étude de l'évolution de la législation relative aux appellations d'origine, une disposition récente et tout à fait typique, par laquelle le législateur va jusqu'à protéger le consommateur contre sa naïveté; l'article 3 de la loi du 1^{er} janvier 1930 est en effet ainsi conçu : « Est interdit, dans la dénomination des vins n'ayant pas droit à une appellation d'origine... l'emploi des mots tels que « clos », « château », « domaine », « moulin », « tour », « mont », « côte », « cru », « monopole », ainsi que de toutes autres expressions susceptibles de faire croire à une appellation d'origine. » Ainsi, le commerçant honnête n'a même plus le droit d'apposer sur ses bouteilles une dénomination de fantaisie, sous prétexte que le consommateur imbécile pourrait croire qu'il s'agit là d'une appellation. C'est un peu exagéré.

Ainsi, nous avons vu le législateur prendre des mesures de plus en plus rigoureuses, édicter une réglementation toujours plus minutieuse dans le but de préserver autant que possible le consommateur contre les tromperies sur les appellations d'origine ; nous l'avons vu réprimer d'abord les seules fraudes sur les produits fabriqués (1824), puis celle sur les produits naturels également, mais à la condition que la désignation de l'origine faussement attribuée puisse être

considérée comme la cause principale de la vente (1905); enfin sanctionner dans tous les cas et sans restriction l'emploi de fausses appellations d'origine (1919 et 1927); nous avons constaté qu'entre ces deux dernières dates une évolution caractéristique s'était produite; en 1919, une seule condition était exigée pour qu'un vin ait droit à une appellation: il fallait qu'il fût originaire d'une certaine région; depuis 1927, il faut en outre que ce vin provienne de cépages et d'une aire de production consacrée par des usages locaux, loyaux et constants.

Il nous reste à donner brièvement une vue d'ensemble du statut actuel des appellations, dont nous n'avons étudié jusqu'ici que certains côtés, à en montrer les lacunes et à étudier les remèdes qui ont été proposés.

II.

Les grandes lignes du statut actuel. Ses lacunes. Quelques-unes des réformes qui semblent souhaitables.

Aujourd'hui, toute personne ou tout syndicat régulièrement constitué depuis six mois au moins, qui prétend qu'une appellation est employée à son préjudice pour recouvrir des produits qui ne remplissent pas les trois conditions d'origine, de cépage et d'aire de production exigées par la loi, a une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation.

Il n'y a plus de délimitation administrative. Les conflits sont portés, au fur et à mesure qu'ils se manifestent, devant l'autorité judiciaire, qui statue et fixe les droits respectifs des parties en cause.

Si l'emploi abusif de l'appellation d'origine a été fait sciemment, dans le seul but de tromper l'acheteur, une poursuite correctionnelle est engagée et des peines sévères frappent le fraudeur. Toute personne lésée peut alors se constituer partie civile.

Pour faciliter le contrôle et le travail de recherche du service de la répression des fraudes, un certain nombre de formalités sont imposées aux récoltants et aux commerçants :

« Tout récoltant qui entend donner à son produit une appellation d'origine est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récolte » (loi du 6 mai 1919, art. 11). A la sortie des pressoirs, celliers et caves, l'expédition de régie doit indiquer également cette appellation; et enfin, chez les marchands de vin en gros, il est tenu un registre d'entrées et de sorties, sur lequel doivent être inscrites les quantités de vins achetées ou vendues et leur origine.

Voilà résumée, en quelques mots, la législation actuelle. A-t-elle donné les résultats qu'on en attendait ? Nous allons, pour pouvoir répondre, étudier en détail la situation actuelle, après avoir dit un mot de la situation au temps de la liberté commerciale.

Autrefois, lorsqu'on achetait du « chambertin », par exemple, rien ne garantissait sa provenance réelle du lieu-dit *Chambertin*. Mais on avait grande chance, si la maison était réputée, de recevoir un vin de qualité. En effet, le commerçant pouvait vendre sous cette appellation un vin d'un autre cru, mais il serait allé contre ses propres intérêts en livrant sous ce nom, particulièrement célèbre, un vin de qualité médiocre. Le

consommateur s'en serait pris à lui et aurait cessé de s'approvisionner chez lui.

En fait, les commerçants avaient partiellement confirmé, partiellement créé, en y accoutumant peu à peu les consommateurs, une hiérarchie dans les appellations et vendaient les différentes qualités de vins de Bourgogne sous les premières appellations, les secondes, les troisièmes, selon leur valeur décroissante.

Une certaine garantie de qualité accompagnait donc la gamme des noms de crus. Mais la garantie d'origine n'existait pas et des abus nombreux, ruinant la propriété, la faisaient réclamer à grands cris. C'est cette garantie d'origine que le législateur moderne a prétendu donner au consommateur.

Malheureusement une omission initiale, d'une exceptionnelle gravité, a été commise alors. Le but poursuivi était fort justifié et louable. Mais, aveuglé par les plaintes légitimes des viticulteurs lésés par les abus de la liberté, le législateur s'est seulement préoccupé d'eux, et, oubliant le consommateur, a cru pouvoir assurer la garantie d'origine sans préciser les conditions qui lui eussent conservé sa valeur.

Il peut paraître facile d'adresser maintenant cette grave critique à la loi. Mais peut-on dire que, lors de sa préparation, on ait pris soin d'étudier ses conséquences possibles suffisamment attentivement ? On pourrait croire qu'on ne les avait pas étudiées du tout. Plus d'une, en effet, aurait, semble-t-il, sauté aux yeux.

Par ailleurs, toute loi de protection réclame comme contre-partie une discipline, ou sinon c'est un abus de force. Avait-on examiné, même superficiellement, l'or-

ganisation de cette discipline ? Malheureusement, en aucune façon.

Nous allons en voir les conséquences.

Tout d'abord la législation nouvelle a décidé qu'un certificat d'origine accompagnerait le vin dans toutes ses pérégrinations: le récoltant est tenu d'indiquer dans sa déclaration de récolte l'appellation dont il entend revêtir son produit; la même appellation figure sur la pièce de régie qui, délivrée lorsque le vin sort de la cave du propriétaire, l'accompagne jusque chez le commerçant. Enfin, lorsque ce dernier reçoit le vin, il l'inscrit sous son appellation au compte spécial d'entrées. Théoriquement, jusqu'alors, il n'y a aucune fissure.

Le commerçant ne peut vendre d'une appellation plus de vin qu'il n'en a acheté; il doit sortir toutes ses expéditions au compte spécial de sorties et les titres doivent porter les mentions requises. La loi continue, théoriquement toujours, à jouer.

Il en résulte qu'il y a plus de chance aujourd'hui que par le passé pour que le vin vendu sous une appellation bourguignonne soit du bourgogne, puisque le négociant est obligé d'avoir reçu du vin de l'appellation pour avoir le droit d'en vendre.

En fait, la fraude pratiquée autrefois par des négociants sans scrupules et qui consistait à vendre sous les noms bourguignons des vins provenant, en grande partie ou même intégralement, d'une autre région vinicole, est devenue d'un usage beaucoup plus compliqué, réclame des complicités et fait courir des risques majeurs.

Sur ce point, un certain résultat, extrêmement important pour le consommateur, a donc été acquis.

Mais il y a le revers de la médaille.

En l'absence de toute réglementation à la production, les abus sont nés, et, sous l'impulsion de courtiers avides d'affaires lucratives, la recherche des gains faciles et rapides a fait dévier plus d'un viticulteur des saines traditions; la période de grande activité qui a suivi la guerre y a d'ailleurs puissamment aidé par les besoins excessifs qu'elle apportait.

Un des abus les plus choquants qui soient nés de la loi a consisté en ce que certains propriétaires se sont laissés entraîner à exagérer, lors de leur déclaration de récolte, l'importance de celle-ci en vins d'appellation réputée, tout en réduisant le chiffre de leur production en vins secondaires. Le but de ces fausses déclarations était de permettre la création de faux acquits, grâce auxquels il était possible à certains commerçants d'écouler, sous les appellations les plus célèbres, des vins qui n'y avaient aucunement droit et de tourner la loi tout en paraissant en suivre les dispositions à la lettre.

D'autre abus n'ont pas tardé à suivre celui-là. Les excès de taille, de fumure, l'abandon des risques de la vendange tardive, et surtout la sélection des cépages en vue du rendement et non de la qualité, ont pénétré dans plus d'un vignoble et ont provoqué une baisse considérable de la qualité. Pour en donner un exemple, en 1934, des vignes à grande production, incapables de nourrir leurs fruits, ont donné des vins issus de cépages dits fins, de 9° et même 8°, alors que des

vignobles encépagés en pinots fins et vendangés tard, mais, à vrai dire d'une production quatre fois moindre, ont donné des vins dont le degré d'alcool naturel s'est élevé à 14° et même 14°6.

Autre conséquence de la loi : une plus-value immédiate est née au profit de tous les villages et crus les plus connus. Il y a, dans ce résultat, une part de justice, une part d'injustice aussi. La réputation de beaucoup de ces villages et de ces crus n'avait pas été acquise réellement par eux seuls. Des vins bien réussis de villages et de crus équivalents, que le commerçant achetait avant la réglementation aussi cher que les leurs, les y avaient aidés. Le village de Morey, par exemple, situé entre Chambolle-Musigny et Gevrey-Chambertin, est cultivé par une population particulièrement active et attentive à réussir ses vins. Ceux-ci n'avaient été qu'exceptionnellement vendus par le commerce sous leur vrai nom. Capables parfois de soutenir victorieusement la comparaison avec de très grands vins de la Côte, ils avaient été offerts et avaient donné satisfaction sous les appellations réputées d'autres communes, et en particulier des communes voisines. Morey connu, après le vote de la loi, des difficultés imméritées et indiscutables. Ainsi donc, des vins de vignobles de qualité égale sont vendus avec d'importantes différences de prix résultant de l'inégale valeur de leurs noms et le consommateur paie plus cher les vins qui portent les noms les plus connus. Rien à dire à cela cependant, si ces derniers en sont dignes. Malheureusement, les facilités de vente des vignobles réputés ont été, dans

plus d'un cas, l'appât qui a détourné de la culture sagement conduite, et ces vins, vendus plus cher, n'ont souvent pas valu les autres. Il y a eu, dans ce sens, de scandaleuses contradictions ! Là encore, le consommateur a payé son tribut à la loi imprévoyante.

Comment serait-il possible de remédier aux erreurs et aux lacunes de cette législation ?

Deux solutions sont proposées, qui sont faites pour satisfaire, l'une les partisans de la liberté dans les échanges, l'autre les partisans de l'intervention de l'Etat.

La première consisterait à supprimer purement et simplement le contrôle créé par la loi de 1919 et à laisser, à nouveau, viticulteurs et commerçants vendre leurs produits sous leur responsabilité, le consommateur restant protégé par la loi de 1905.

Tous les viticulteurs se verraient, comme autrefois, obligés de soigner la réussite de leurs vins, qu'un acquit d'origine ne couvrirait plus d'une auréole souvent trompeuse, et la qualité aurait des chances de retrouver ses droits.

Avec la suppression de la réglementation, disparaîtrait cette confiance aveugle du consommateur dans la toute-puissance du législateur. Mais bien des fraudes réapparaîtraient, que la loi a supprimées.

La seconde solution consisterait à améliorer le régime actuel du contrôle des appellations par une surveillance plus sincère et une réglementation plus étudiée et plus efficace.

Pour répondre à la première lacune que nous avons signalée, concernant les fausses déclarations d'origine,

la loi a institué d'abord un remède préventif : c'est l'affichage au lieu de fabrication des vins. On a demandé que le duplicata des déclarations soit envoyé par les mairies au lieu d'origine des récoltes. On ne l'a pas obtenu. Pourquoi ne demanderait-on pas que chaque viticulteur, tout en faisant au lieu de fabrication la déclaration totale de sa récolte, ventes en raisins comprises, envoie lui-même aux mairies des lieux d'origine, à fin d'affichage, les extraits correspondants de cette déclaration, afin que l'exactitude en soit vérifiée par ceux-là même qui ont intérêt à la vérifier ?

(Les déclarations de récolte devraient être inscrites sur des imprimés convenablement étudiés, mettant toujours en présence et cru par cru, le lieu d'origine, l'appellation, le cépage, la quantité récoltée et la surface en production. Les imprimés qui sont mis actuellement à la disposition des déclarants sont aussi mal conçus que possible à ce point de vue.)

Signalons que le Syndicat des propriétaires de Chambertin essaie une nouvelle méthode de prévenir les fausses déclarations, qui se révèle efficace. Une commission visite les vignes avant la récolte, fait des estimations de rendement probable que le propriétaire peut discuter, et le Syndicat s'élève, après la vendange, contre les déclarations en discordance marquée avec les prévisions admises.

Mais il ne suffit pas de prévenir la fraude, il faut encore la réprimer. Or, un des gros écueils de la lutte contre les fausses déclarations est l'incapacité du service de répression des fraudes à les déceler sans y être aidé. La dénonciation entre viticulteurs et même

entre syndicats et viticulteurs rebute. Pourquoi n'instituerait-on pas un contrôle officiel des déclarations, effectué chaque année, au lieu d'origine, dans les deux mois qui suivraient la clôture des déclarations de récoltes, et cela sous la même forme que celle employée pour le contrôle de la base des impositions : un agent de contrôle de l'Etat pourrait se présenter dans les mairies à jour fixé. Il serait pourvu des relevés de toutes les déclarations concernant le territoire de la commune. Le maire aurait alors convoqué un certain nombre d'hommes compétents (par exemple les bureaux des syndicats viticoles de la commune, un représentant de chacun des syndicats viticoles des communes limitrophes, des viticulteurs désignés par le préfet dans la commune et au dehors). Devant eux, l'agent de contrôle, le cadastre en mains, examinerait les déclarations. Celles douteuses ou frauduleuses surgiraient forcément. Ce serait alors à lui de les examiner à fond, à toutes fins utiles.

D'ailleurs, la seule annonce de la mise en route de ce contrôle n'arrêterait-elle pas la plupart des abus ?

Avec les fausses déclarations les acquits fictifs, qui en sont la conséquence, disparaîtraient à leur tour.

En ce qui concerne la question de la qualité des vins, comment serait-il possible de faire rentrer maints producteurs dans la bonne voie ? Par quels moyens les obliger à faire de bons vins ? Avant tout, semble-t-il, par la limitation de cette production. Les écrits viticoles du siècle dernier présentent de nombreuses indications de quantités récoltées et l'on peut s'appuyer sur eux avec une certaine sûreté, à condition de tenir

compte, dans un esprit large, mais équitable, des modifications apportées dans la culture de la vigne.

Il serait très désirable qu'on obtienne cette limitation. Elle ferait disparaître d'emblée une bonne partie des vins mauvais, fruits de la production excessive. Le viticulteur ne pouvant plus vendre beaucoup, chercherait à faire le meilleur possible, pour pouvoir vendre plus cher. L'absence de la concurrence des vins mauvais, dépréciés, maintiendrait pour les vins normaux des cours justifiés.

Pour que cette limitation puisse durer, il la faudrait équitable; il conviendrait d'instituer des correctifs: correctifs de jeunesse de plantation, de grande fécondité dans certaine années, cas d'espèces. Des conseils de prud'hommes spécialisés devraient pouvoir résoudre utilement les problèmes posés.

La limitation du rendement aurait pour conséquence presque forcée l'anoblissement de l'encépagement. N'ayant plus d'intérêt à planter des cépages gros producteurs, le viticulteur en reviendrait au pinot fin, le seul cépage qui ait fait la réputation de la Bourgogne. Il serait d'ailleurs souhaitable que soient créées, pour les replantations à venir, des organisations collectives de greffage soigneusement contrôlées. Les propriétaires qui s'engageraient à s'adresser uniquement à elles et laisseraient par la suite vérifier la correction de leurs replantations, recevraient seuls, à condition de se soumettre en même temps à toutes les disciplines que nous avons réclamées, le droit de mettre en évidence, sur leurs factures, lettres, imprimés, fûts et bouteilles, une marque semblable à « Unis-France » dans l'industrie.

Il serait enfin nécessaire qu'on arrive à réglementer directement la qualité, que les mesures précédentes protégeraient indirectement. Toutes les pratiques que nous avons critiquées, et qu'on devrait pouvoir proscrire, sont de nature, nous l'avons vu, à diminuer la qualité du vin et par suite à lui enlever tel ou tel de ces caractères qui ont rendu l'appellation célèbre. Or, ces pratiques agissent toujours en diminuant le degré du vin: « Si elles ont été poussées au point de devenir nuisibles à la qualité du vin et d'en dénaturer ainsi le caractère, écrit M. CAPUS, le degré alcoolique du vin sera notablement abaissé. Ce degré, évidemment, varie suivant les années; mais, pour toute appellation célèbre, il y a un degré minimum au-dessous duquel le vin ne descend jamais si la vigne est bien cultivée. » (En Bourgogne, nous devons dire : « ne descend qu'exceptionnellement... ») (69).

Des décisions des commissions compétentes pourraient fixer chaque année, avant les vendanges et par classe d'appellation, ces degrés minimums. Un contrôle pourrait être exercé même dans les régions où le sucra-ge à la cuve est autorisé, ceci par des prélèvements de raisins en cours de route ou à l'arrivée à la cuverie.

Ainsi le consommateur serait assuré que des modifications culturelles ne viendraient pas diminuer les caractères essentiels du vin, et une marge serait laissée au progrès, puisque les conditions de culture ne seraient pas rigidement fixées.

Il y a d'ailleurs deux exemples d'une semblable ré-

(69) Avis Commission de l'Agriculture, par M. CAPUS, 22 juillet 1926 (Doc. Parl., Ch., J. O. n° 3237, p. 1054.)

glementation : grâce à la persévérance du baron LE Roy, le degré minimum que doivent posséder les vins de Châteauneuf-du-Pape, pour avoir droit à l'appellation, a été fixé récemment par un arrêt de la Cour de Nîmes. Il en est de même pour les vins des Corbières.

Enfin, quant à l'inégalité de situation des communes et des crus vis-à-vis de la loi, elle continuera à être corrigée par des jugements d'extension d'appellation. Une largeur de vue raisonnable devra y présider. Elle s'appuiera sur le passé en gardant très haut le souci de maintenir, par l'épreuve attentive de la valeur des sols, le niveau de l'appellation. Les bénéficiaires des extensions devront, de leur côté, s'astreindre à la même discipline que les anciens propriétaires du nom et à leur contrôle.

CONCLUSION

Les principes de liberté des contrats et d'autonomie de la volonté que la Révolution avait apportés au monde, le régime de liberté économique absolue que, à la suite des Physiocrates, elle avait instauré, ont reçu, nous espérons l'avoir mis en lumière au cours de cette étude, des entorses extrêmement nombreuses.

Qu'il s'agisse du contractant en général ou plus particulièrement du consommateur, nous avons constaté, dans les deux cas, la résurrection récente des idées de justice qui avaient dominé cette période de prétendu obscurantisme qu'a été le Moyen-Age chrétien. De plus en plus souvent aujourd'hui, la défense de la plus faible des deux parties en présence est assurée grâce à une réglementation minutieuse, le droit est donné au contractant lésé de faire réviser la convention à laquelle il avait cependant librement consenti, la fraude est traquée, en un mot les principes anciens plient sous le poids des exceptions.

Qui donc a osé les attaquer, ces principes déclarés intangibles par le législateur? Qui donc a remis en

honneur des préoccupations de justice que la liberté absolue avait fait disparaître?

La jurisprudence sans doute y a contribué; mais c'est surtout le législateur et les groupements particuliers, dont le nombre s'est accru dans des proportions extraordinaires depuis 50 ans, qui ont mené campagne contre les idées anciennes.

Nous avons vu comment le législateur, soucieux d'assurer plus de justice dans les contrats, a voté, qu'il s'agisse du contrat de travail, de la taxation des denrées pendant la guerre, de la protection du consommateur de vin, etc., etc..., des lois extrêmement nombreuses, dans lesquelles d'ailleurs il est bien difficile de mettre un peu d'ordre.

Malheureusement, malgré la préoccupation excellente qui l'inspire, il est toujours à craindre qu'il r'aille trop loin dans la voie de l'intervention et ne se mêle de questions qui ne le regardent pas et desquelles il n'est pas à souhaiter qu'il se mêle.

Aussi a-t-on senti tout l'intérêt qu'il y aurait à unir les individualités isolées, à créer des groupements chargés de se défendre eux-mêmes et de faire respecter à leur égard les principes de la plus élémentaire justice. L'idée maîtresse du code civil, d'après laquelle il ne doit pas exister d'organisation intermédiaire entre l'individu et la puissance publique, a complètement fait faillite. Les groupements se sont multipliés; ils constituent d'ailleurs la base d'une organisation économique et politique nouvelle, qui devrait être, souhaitons-le, l'organisation de l'avenir. Comme l'écrit MARTIN SAINT-LÉON dans sa passion-

nante « Histoire des corporations de métiers » : « Il apparaît de plus en plus que le vide des institutions politiques actuelles doit être cherché dans l'absence de tout organe intermédiaire entre l'individu isolé, impuissant, citoyen de nom et sujet de fait, et l'état incompetent, balloté entre des courants contraires, trop souvent l'instrument conscient ou non des coteries politiques administratives ou financières. Le revirement, déjà commencé dans l'ordre professionnel par la création et l'incroyable essort des syndicats... se poursuivra par le développement plus lent, plus difficile, mais indispensable lui aussi, des associations de toute nature qui entreprendront d'organiser et de défendre les intérêts collectifs... L'Etat démocratique de l'avenir ne sera plus le pouvoir absolu, l'autocratie impersonnelle dévolue à deux assemblées, élues au cours d'une consultation effervescente ou indifférente, trop souvent faussée par toutes sortes de malentendus ou de manœuvres, mais un Conseil Suprême, une émanation de toutes les vies et de toutes les volontés collectives groupées selon un plan rationnel et logique autour de fédérations autonomes et responsables. Ce jour là seulement, il sera permis de dire que la société moderne, enfin dotée de la charte à laquelle elle aspire, aura retrouvé son équilibre. » (70).

Malheureusement, il existe une ombre au tableau : ces groupements seront-ils vraiment plus préoccupés de justice que ne l'étaient auparavant les individus isolés, jouissant de la liberté absolue ? Peut-être est-il

(70) MARTIN SAINT-LÉON : *Histoire des corporations de métiers*, page 857.

au contraire à redouter que leur puissance nouvelle ne leur permette de se montrer plus injustes encore.

Comment donc sauver la Justice des entreprises qui la blessent, des atteintes qui la diminuent? Contre les unes et les autres, il n'y a que deux freins possibles: le frein extérieur, la force, et le frein intérieur, la conscience. « Aux défaillances de la plus vulgaire probité, à l'effronterie des spéculations malhonnêtes, au scandale des fortunes brusquement et frauduleusement amassées, que faut-il opposer? Des répressions exemplaires. Quand la justice est chassée des affaires et violée dans les contrats, il est nécessaire d'en appeler à la justice des tribunaux, à la justice armée de toutes les sanctions légales. Là où la conscience est impuissante, les contraintes de la puissance publique s'imposent. A elle de frapper la fraude, toutes les fraudes, et de frapper fort. » (71) Y réussit-elle? Hélas, pas toujours, des événements récents l'ont tristement montré.

Et la cause véritable des injustices que commettent parfois les tribunaux, des inégalités de traitements dont les coupables sont souvent l'objet, réside non pas, comme certains le croient, dans une prétendue incapacité de notre magistrature (elle est au contraire parfaitement compétente et intègre), mais dans le fait que son organisation ne la rend plus assez indépendante de la politique et permet à la pression des parlementaires et du gouvernement de s'exercer trop aisément sur elle.

(71) TURGEON (Ch.): *Journal des Economistes*, avril 1924, p. 38-39.

Un seul frein demeure. Et c'est la solution éternelle. Il faut réveiller les consciences, restaurer la religion. La première condition d'une saine économie: « C'est, écrit VILLENEUVE-BARGEMONT, le réveil du sentiment religieux, base essentielle de toute société stable et que tout gouvernement clairvoyant devrait appeler à son aide pour moraliser le peuple et l'éclairer sur ses devoirs. »

VU :
Le Doyen,
E. ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

VU :
Le Président de la thèse,
H. TRUCHY.

BIBLIOGRAPHIE

Législation.

Bulletin des lois et décrets: Etude de toute la législation protectrice du consommateur pour les produits autres que les vins.

Journal officiel: Débats et documents parlementaires de la Chambre et du Sénat, relatifs aux lois du 6 mai 1919; — du 22 juillet 1927; — du 1^{er} janvier 1930; — du 26 mars 1930; — du 20 avril 1932.

Périodiques.

Journal des Economistes.

Revue Economique Internationale.

Cours faits aux *Semaines sociales* (en particulier de Mulhouse, Toulouse et Strasbourg).

Ouvrages Généraux.

BAUDIN. — *Le Crédit*, Paris, 1934.

BRANTS: *Théories économiques aux XIII^e et XIV^e siècles*, Louvain, 1895.

- DEMONTÈS. — *De la lésion dans les contrats entre majeurs*, Paris, 1924.
- DESLANDRES. — *L'acheteur, son rôle économique et social*. Paris, 1911.
- DUBOIS. — *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1903.
- DUTHOIT. — *Vie économique et catholicisme*, Paris, 1924.
- *L'Economie au service de l'homme*, Paris, 1932.
- *Liberté du contrat et traditions chrétiennes*, Paris, 1914.
- GIDE (Charles). — *Economie sociale*, Paris, 1905.
- *La coopération*, Paris, 1900.
- LANEYRIE. — *Les conséquences de l'application en Bourgogne de la loi dite de protection des appellations d'origine et les modifications qu'on pourrait lui apporter*. Mâcon, 1925.
- LAVERGNE. — *L'ordre coopératif*, Paris, 1926.
- PLANIOL. — *Traité de droit civil*, Paris 1932, T. II.
- PLANIOL ET RIPERT. — *Traité pratique de droit civil français*, Paris, 1925-1934, T. VI et XXX.
- RIPERT. — *La règle morale dans les obligations civiles*, Paris, 1927.
- *Cours de droit civil*, Doctorat, 1929-1930.
- G.-A. ROUX. — *Traité de la fraude dans les ventes de marchandises*, Paris, 1925.
- SALEILLES. — *De la déclaration de volonté*, Paris, 1901.
- Les Encycliques « Rerum Novarum » et « Quadragesimo Anno »*, éditions de l'Action Populaire.
-

Thèses.

CURTIL. — *Les maisons françaises d'alimentation à succursales multiples*, Dijon, 1933.

DEBRÉ. — *L'artisanat, classe sociale*, Paris, 1934.

DUMAZ. — *Le produit de qualité*, Lyon, 1933.

FADDA. — *La spéculation illicite*, Bone, 1927.

DE GAILHARD-BANCEL. — *Les anciennes corporations de métier et la lutte contre la fraude*, Paris, 1912.

GAYAT DE WECKER. — *La limitation des plantations de la vigne*, Paris, 1934.

GOUNOT. — *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé*, Dijon, 1912.

GUÉRILLON. — *Les appellations d'origine*. Paris, 1919.

LOUIS. — *Les magasins à prix unique en France et à l'étranger*, Paris, 1934.

MARTIN SAINT-LÉON. — *Histoire des corporations de métiers*. Paris, 1922.

MAUDET. — *Le statut juridique de la viticulture française*, Paris, 1933.

MOINIER. — *Le rôle des intermédiaires dans la société moderne*, Paris, 1924.

PERRIN. — *Essai sur la réductibilité des obligations excessives*, Paris, 1904-1905.

REBUFFEL. — *Les coalitions de producteurs et l'Article 419 du code pénal*, Paris, 1924.

SABADIÉ. — *Le nouveau statut de la viticulture*, Toulouse, 1932.

SALLÉ DE LA MARNIÈRE. — *L'évolution technique du contrat et ses conséquences juridiques*, Paris, 1930.

STRAT. — *Le rôle du consommateur dans l'économie moderne*, Paris, 1922.

SUSPLUGAS. — *La répression des fraudes dans la production et le commerce des vins*, Toulouse, 1920.

DE TARDE. — *L'idée de juste prix*. Sarlat, 1906.

TOUBEAU. — *La législation répressive des fraudes et falsifications sur les produits alimentaires*. Paris, 1908.

VIVEZ. — *Les appellations d'origine*, Bordeaux, 1932.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
<i>PREMIÈRE PARTIE</i>	
<i>L'évolution de l'idée de justice commutative..</i>	9
CHAPITRE I ^{er} . — Du Moyen âge à nos jours	13
SECTION I. — Le Moyen âge : Triomphe de l'idée de justice commutative	13
SECTION II. — La Révolution et le XIX ^e siècle.	25
CHAPITRE II. — Résurrection de l'idée de justice com- mutative de nos jours. Restrictions apportées aux principes révolutionnaires par les grou- pements d'intéressés, le législateur et la juris- prudence	39
SECTION PRÉLIMINAIRE. — Les prohibitions.	42
SECTION I. — Restrictions apportées à la liberté contractuelle en ce qui concerne le consente- ment	45
SECTION II. — Restrictions apportées à la liberté contractuelle en ce qui concerne l'objet du contrat	60
SECTION III. — Restrictions apportées à la liberté contractuelle en ce qui concerne la cause. . . .	66
<i>DEUXIÈME PARTIE</i>	
<i>La Protection du Consommateur</i>	75
CHAPITRE I ^{er} . — La découverte du consommateur. . . .	77
CHAPITRE II. — Protection du consommateur par l'Etat ou des collectivités administratives. . . .	85

CHAPITRE III. — Protection du consommateur par le moyen de nouveaux organismes économiques autonomes	99
SECTION I. — Les groupements de consommateurs..	100
SECTION II. — Nouvelle orientation de la production vers la recherche de la qualité	111
SECTION III. — Nouveaux procédés commerciaux protecteurs de la loyauté	123
CHAPITRE IV. — Protection du consommateur grâce à des mesures législatives et réglementaires..	129
SECTION I. — Mesures concernant les prix de vente	130
SECTION II. — Mesures concernant la pureté des produits	140
SECTION III. — Mesures concernant l'origine des produits	149

TROISIÈME PARTIE

<i>Un exemple : Ce qui a été fait pour protéger le consommateur de vin</i>	153
CHAPITRE I ^{er} . — Mesures prises pour garantir au consommateur la qualité des vins.	157
CHAPITRE II. — Mesures prises pour protéger le consommateur contre les fautes sur la quantité	185
CHAPITRE III. — Mesures prises pour protéger le consommateur contre les fraudes sur l'origine	187
SECTION I. — Les vins de pays	188
SECTION II. — Les vins importés	190
SECTION III. — Les vins ayant droit à une appellation d'origine	193
I. — L'évolution de la législation	195
II. — Le statut actuel. Ses lacunes. Les réformes qu'il serait nécessaire d'y apporter	207
CONCLUSION.	219
BIBLIOGRAPHIE.	225

Imp. Pornon, Place du Palais, 6, Rue Bouhier, DIJON
